

Présentée et soutenue le 6 décembre 1933, à 14 heures

PAR

TSIANG KUEN

JURY... { Président : M. LESCURE, professeur.
Suffragants. } MM. DESCHAMPS { professeurs
J. BARTHELEMY }

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
60, RUE SAINT-JACQUES

1933

Thèse Paris
1933.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs.*

LES ORIGINES ECONOMIQUES ET POLITIQUES DU SOCIALISME DE SUN YAT SEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 décembre 1933, à 14 heures

PAR

TSIANG KUEN

JURY... { *Président* : M. LESCURE, *professeur*.
 Suffragants. { MM. DESCHAMPS { *professeurs*
 J. BARTHELEMY }

PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
60, RUE SAINT-JACQUES

1933

* 33596



A MES CHERS PARENTS

INTRODUCTION

La révolution industrielle anglaise, depuis laquelle le machinisme se développe de plus en plus, marque dans l'histoire de l'humanité une date très importante. Le passage dans lequel Adam Smith montre les conséquences de la division du travail dans une manufacture d'épingles est célèbre, « un homme, disait-il¹, qui ne serait pas façonné à ce genre d'ouvrage, dont la division du travail a fait un métier particulier, ni accoutumé à se servir des instruments qui y sont en usage... cet homme quelque adroit qu'il fut, pourrait peut-être à peine faire une épingle dans toute sa journée et certainement il n'en ferait pas une vingtaine... » Mais avec la division du travail, Adam Smith a constaté que les dix ouvriers employés dans une fabrique, d'ailleurs, assez mal outillée pouvaient « faire douze livres d'épingles par jour, or, chaque livre contient au delà de quatre mille épingles de taille moyenne. Ainsi ces dix ouvriers pouvaient faire entre eux plus de quarante-huit mille épingles dans une journée ». Le machinisme et la division du travail, supposent la loi de concentration. Le machinisme, la division du travail et la loi de concentration expliquent l'introduction du capitalisme en Europe depuis la révolution industrielle anglaise. Il est vrai que le capitalisme a rendu

1. Adam Smith, *Wealth of nations*, t. I, p. 6, liv. I, chap. I, cité. — Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, p. 68.

certain services à la société et est à la base de certains progrès. C'est à lui que l'on doit, notamment, la grosse production qui met à la disposition des consommateurs des produits abondants et la rapidité de plus en plus grande des moyens de communications. Or, il n'en est pas moins vrai que le capitalisme a posé de nouvelles questions sociales et politiques qu'il a fallu et qu'il faut encore résoudre maintenant. D'une part, ces questions sociales et politiques se posent pour les Occidentaux. Saint-Simon, Fourier, Louis Blanc, Proudhon, tous les socialistes français, imputent la misère des ouvriers au régime capitaliste. Le socialisme scientifique, avec Karl Marx, constate que le capitalisme creuse lui-même son tombeau et déclare la guerre contre lui avec la doctrine de la lutte des classes en vue d'établir la dictature du prolétariat.

D'autre part, le capitalisme n'a pas seulement commis ses méfaits dans son pays natal, l'Europe; par la nature même des choses en recherchant des marchés au delà des mers lointaines et en créant des colonies ou semi-colonies, il pose pour ces pays des questions sociales qu'il faut résoudre. Et en plus de ces questions sociales — les mêmes qu'en Europe — il y a dans les colonies et semi-colonies des questions politiques et militaires qui sont l'avant-garde de l'oppression économique. En d'autres termes dans les pays capitalistes, il n'y a qu'un problème à résoudre, c'est la question sociale. Au contraire dans les colonies et les semi-colonies, il y en a deux, la question sociale, comme dans les pays capitalistes et le problème posé par le mouvement nationaliste qui est essentiellement pour ces colonies ou ces semi-colonies la conquête de leur indépendance nationale; il est naturel que les deux mouvements soient liés l'un à l'autre. Cela explique l'existence de mouvements

plus ou moins révolutionnaires dans toutes les colonies, et les mouvements pourraient être réprimés par les forces armées qu'ils n'en resteraient pas moins vivants.

Hélas! la Chine depuis plus de Quatre-vingts ans (depuis 1842) est une semi-colonie; nous disons bien que la Chine est une semi-colonie, l'expression n'est nullement exagérée. Politiquement avec les concessions établies, le droit d'exterritorialité et le libre accès des armées étrangères dans les ports chinois et sur les fleuves intérieurs de la Chine, c'est une semi-colonie. Economiquement, avec le régime des douanes, le marché des marchandises et des capitaux et la libre installation des établissements industriels et commerciaux étrangers; c'est encore une semi-colonie. Ainsi s'expliquent les mouvements nationaliste et socialiste dans ce grand pays d'Extrême-Orient. Ajoutons un troisième mouvement démocratique celui-là : nous ne voulons pas dire que le mouvement démocratique soit une adaptation des vaincus au régime des vainqueurs, les Européens sont souvent fiers de la supériorité de leur civilisation à ce point de vue. En Chine le mouvement démocratique, au contraire, a des origines lointaines. Les anciens empereurs de Chine sont reconnus par le peuple, et Mong Tsen a dit notamment que : « le peuple occupe le premier rang dans le pays, l'Empereur occupe le dernier ». En outre, l'autoritarisme de la dernière dynastie Tsing n'est que le contre-coup du mouvement démocratique. Le socialisme n'est pas davantage un emprunt au socialisme occidental, puisque nous verrons qu'il a existé dans l'ancienne Chine, et surtout n'allons pas dire que le nationalisme chinois est de la xénophobie comme les Européens le prétendent souvent et comme les Japonais cherchent à le faire croire pour trouver un prétexte à leur intervention impérialiste en Chine. Loin de

là, le nationalisme de Sun Yat Sen est une politique d'indépendance nationale pour la Chine, ce qui est bien naturel. En tout cas, nationalisme, démocratie, et socialisme sont les « trois principes du peuple » exposés par Sun Yat Sen.

Remarquons autre chose. Le grand mouvement révolutionnaire en France à la fin du XVIII^e siècle a fait de la France la terre de la liberté. Politiquement il a traduit dans les faits cet esprit de liberté, d'égalité et de fraternité. Mais économiquement il n'a pas toujours réussi. La Révolution française marque par certains côtés, une tendance individualiste, ce qui explique les critiques que les socialistes lui ont adressées. Le début du XX^e siècle est marqué par la Révolution russe, dite révolution socialiste. Économiquement, les Soviets sont en train de chercher leur voie; politiquement il y a une dictature à outrance; une partie du peuple est sous l'oppression de l'autre. Dans les colonies nous voyons des manifestations nationalistes, aux Indes, en Égypte, au Canada, aux Philippines, en Indochine, en Corée... partout. Mais elles sont moins nettes en ce qui concerne le socialisme et la démocratie. Les « trois principes du peuple » de Sun Yat Sen réunissent en eux les tendances directrices à la fois de la Révolution française et de la Révolution russe et des révolutions coloniales.

Le nationalisme de Sun Yat Sen, loin d'avoir la même origine que le fascisme de l'autre côté des Alpes ou du Rhin, demande seulement l'indépendance nationale. La démocratie de Sun Yat Sen, loin d'être de la même forme que les anciennes démocraties occidentales, est une véritable démocratie « du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Enfin, le socialisme de Sun Yat Sen, loin d'être la dictature d'une classe, suppose une coopération pour assurer la vie du

peuple. Admironons la largeur d'esprit de Sun Yat Sen et sa faculté de synthèse.

Mais n'oublions pas que le socialisme de Sun Yat Sen est à la base de ses autres principes. « Si je n'étais pas socialiste, disait-il, je n'aurais pas besoin de faire la révolution. » Comment expliquer ce mouvement socialiste ? Pourquoi tant de ses compatriotes ont sacrifié leur fortune, donné leur sang sous le drapeau « des trois principes du peuple » ? Actuellement le Kuomintang compte plus de 1.100.000 membres.

« Il faut traverser les deux parties du monde, dit M. Vandervelde, que sont la Chine et la Russie soviétique pour voir une chose que nulle part ailleurs on ne saurait voir, ou même concevoir : la naissance, sinon d'une religion, du moins d'un culte, la demi-déification de deux hommes, de deux contemporains, que nous avons connus, que nous avons approchés, que nous avons vus il y a quelque vingt ans, aux prises avec les médiocres misères d'un exil qui paraissait sans espoir : Lénine et Sun Yat Sen, on sait ce qu'il en est pour Lénine, il a fallu mettre fin à l'exhibition macabre de sa momie, mais on vient d'inaugurer sur la place rouge, à Moscou, le monument définitif dont les pierres sont venues, symboliquement, de toutes les parties du territoire de l'U. R. S. S., de tous les pays auxquels il a su imposer, même mort, la dictature de son vouloir et de sa pensée. On est moins informé peut-être, du culte, car c'est aussi un culte, un véritable culte, que rend à Sun Yat Sen, sinon la masse du peuple chinois, du moins l'unanimité de ceux qui gouvernent la Chine, qui prétendent la gouverner, ou qui aspirent à la gouverner². »

2. E. Vandervelde, *A travers la révolution chinoise*, p. 169.

Il est d'autant plus étonnant de constater l'existence de ce mouvement en Chine que c'est un pays où la loi de concentration n'existe guère, tout au moins un pays où la concentration n'est pas aux mains des Chinois. Nous allons montrer dans cette étude quel est l'aspect économique et politique de l'ancienne Chine d'abord, et ensuite la Chine actuelle à la suite des coups de forces des puissances étrangères, depuis que la grande muraille ne la protège plus; Sun Yat a élaboré un plan socialiste pour réorganiser une Chine indépendante qui relie notre long passé au présent. Il est vrai aussi que ce mouvement a connu des difficultés d'ordre politique qui viennent à peine de disparaître. Mais toute révolution suppose du sang, c'est une loi fatale à laquelle les grands bouleversements politiques français n'ont pas non plus échappé, cela ne doit pas étonner les Français qui gardent le souvenir de leur révolution et puisque ce mouvement en Extrême-Orient n'est pas le fait d'une génération spontanée, il triomphera et se traduira dans les faits.

PREMIÈRE PARTIE

Les origines économiques et politiques du socialisme de Sun Yat Sen

LIVRE PREMIER

LES ORIGINES ÉCONOMIQUES DU SOCIALISME DE SUN YAT SEN

TITRE I

DES ORIGINES DE LA CHINE A LA GUERRE DE L'OPIMUM (1842)

L'histoire de la Chine remonte très loin dans le passé. La période connue avec une certaine précision, commence au règne de Houang-Ti (ou l'empereur jaune) en 2697 avant Jésus-Christ. Sous le règne de Houang-Ti, des barbares essayèrent bien de conquérir la Chine, mais l'empereur les repoussa. C'est à cette époque qu'est apparu le système agraire communiste. Tous les historiens chinois sont d'accord sur ce point. Les divergences apparaissent seulement lorsqu'il s'agit de préciser comment se faisait la répartition de la terre, et quelle superficie était attribuée à chacun. Il est inutile d'entrer dans le détail de cette discussion, sans intérêt pour notre étude³.

La civilisation était développée pour l'époque, et la vie du peuple s'écoulait tranquillement. Le pays était très riche, les hommes vivaient en bonne intelligence, en culti-

3. Cf. Mong-Tsen, *Tcheng Ten-Yuan, Histoire agraire en Chine*.

vant la terre très fertile. Les histoires de la Chine le montrent d'une manière incontestable.

A partir de 1122 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire à partir de la dynastie Chow, un système communiste agraire a été définitivement organisé ; c'est le système appelé en chinois « Tsing-Dic ». Il fut maintenu pendant plus de huit siècles.

En 350 avant Jésus-Christ l'accroissement de la population rendit nécessaire une importante réforme : le système adopté à cette époque consacrait la petite propriété, il a survécu jusqu'à nos jours. Nous allons étudier successivement les deux périodes que la réforme de l'an 350 avant Jésus-Christ permet de distinguer et pour chacune d'elles, après avoir précisé le régime foncier qui est à la base de la structure économique du pays, nous brosserons à grands traits le tableau de la vie économique et sociale de la Chine.

CHAPITRE PREMIER

LE COMMUNISME AGRAIRE DANS L'ANCIENNE CHINE

§ 1. — *Le système « Tsing-Die ».*

Nous allons d'abord étudier le système en lui-même et ensuite rechercher sur quelles idées philosophiques il reposait.

En chinois Die désigne la terre cultivée, Tsing le puits. C'est parce que la façon de diviser la terre ressemble à ce dernier signe d'écriture que ce nom a été donné au système agraire établi par la dynastie Chôw.

Il convient de rappeler d'ailleurs que la Chine proprement dite comprenait alors la vallée du Fleuve Jaune, les vastes étendues de terrain permettaient les divisions du système Tsing-Die, elles étaient faites de la façon suivante : on prenait un champ déterminé et on le divisait en neuf carrés égaux ainsi que l'indique la figure ci-jointe.

A	A	A
A	B	A
A	A	A

Chaque portion avait une contenance de cent Meu (le Meu est une unité de surface valant cent « feet »).

Chacun des carrés extérieurs désignés sur le schéma par A était donné par l'Etat à une famille qui devait le cultiver. Il y avait ainsi huit familles par Tsing-Die. Chaque famille avait la propriété de tous les produits récoltés sur sa portion. Le carré central B restait à l'Etat, il était cultivé par les huit familles collectivement et l'Etat prenait les récoltes, qui servaient à nourrir le roi et ses vassaux; cela tenait lieu des impôts modernes.

Voilà comment fonctionnait le système Tsing-Die; voyons maintenant quelles idées fondamentales les philosophes chinois invoquaient pour le justifier.

Tout d'abord, disaient-ils, la terre étant le patrimoine de Dieu ne peut faire l'objet d'une appropriation privée, elle est la chose de tous. « Die (la terre cultivée) appartenant à Dieu, disait Yen Sin Tsaï, doit profiter à tous⁴. »

Le système Tsing-Die assurant une égale répartition des terres supprime les distinctions entre les propriétaires fonciers et les fermiers; Confucius lorsqu'il demandera le rétablissement du système Tsing-Die insistera sur cet avantage. « Le chef d'Etat, dit-il, n'est pas ennuyé d'avoir peu d'habitants mais des inégalités qui existent entre eux parce que l'égalité supprime la pauvreté⁵. »

L'idée de mutualité est également à la base de cette organisation, c'est un des caractères de la vie du peuple dans le système Tsing-Die. « Ceux qui habitaient le même Tsing-Die, explique Mong-Tsen, étaient très unis, en cas de danger ils s'aidaient, en cas de maladie ils se soignaient les uns les autres : le peuple s'aimait⁶. »

L'idée de décentralisation politique joue également

4. Yen Sin Tsaï, *Mémoires*.

5. Confucius, *Quatre Livres*.

6. Mong-Tsen.

un rôle important. Dans le système Tsing-Die, chaque famille a cent meu, huit familles composent un Tsing; quatre Tsing composent un Tsu; quatre Tsu composent un Tu; quatre Tu composent une commune; quatre communes composent un arrondissement. Ainsi les « Tsing », « Tsu », « Tu », communes et arrondissements sont les cellules de l'organisation politique dont elles marquent la décentralisation au profit du mutualisme rural⁷.

Enfin l'idée de l'inaliénabilité de la propriété foncière intervient. Chaque famille n'a qu'un droit de jouissance et non un droit de propriété. Sur les cent Meu qui lui sont attribués, elle ne peut en disposer ni entre vifs ni à cause de mort; quand le chef de famille atteint soixante ans la portion retourne automatiquement à l'Etat qui en dispose à nouveau.

§ 2.-- *Esquisse générale de la situation économique et sociale.*

A cette époque, la société est exclusivement agricole. La politique du roi se borne simplement à stabiliser l'économie rurale. La décentralisation politique et mutualiste du peuple est accentuée, mais le commerce et l'industrie sont inexistants; on parle bien du marché de midi sur certaines places publiques. Chaque midi le peuple tenait un marché, mais ces marchés très restreints avaient peu d'importance.

Le peuple lui-même construisait ses chaumières : les murs étaient en pierres, les toits en paille. Chaque famille cultive le coton et élève les vers à soie pour préparer ses vêtements. Tout ce dont elle a besoin est presque entiè-

7. Sia Fou-Ling, *Histoire des doctrines politiques en Chine.*

rement fabriqué par elle-même ou par ses voisins immédiats. Dans ce dernier cas l'échange se fait marchandise contre marchandise.

Il convient de remarquer qu'il n'existait pas alors dans la société chinoise de classes aussi différenciées qu'en Europe au Moyen Age.

Sans doute, il y avait le roi, les ducs, les barons, etc..., mais il n'y avait jamais comme dans l'ancienne Europe de castes fermées : un simple paysan pouvait devenir non seulement duc, baron mais même Roi, s'il était savant, capable et se rendait utile à la société. C'est ainsi que l'Empereur Yio céda son royaume à l'Empereur Tsuin, fils d'un paysan, parce que celui-ci était resté fidèle à l'amour filial qui est, on le sait, à la base de la morale chinoise. L'Empereur Tsuin, à son tour, céda son royaume à l'Empereur Hu qui avait dirigé les travaux de protection contre les inondations⁸. Cette histoire politique chinoise n'est-elle pas honorable et ne témoigne-t-elle pas en faveur d'une race qui demeurerait alors étrangère aux querelles mesquines de la politique intérieure ?

Pour montrer combien était profond le sentiment de solidarité du peuple chinois, nous avons déjà cité un passage de Mong-Tsen qui demeure toujours, après Confucius, le plus grand philosophe chinois.

Chaque famille, avons-nous dit, recevait cent meu ; cette surface suffisait à faire vivre une famille. Certes le nombre plus ou moins grand de membres qu'elle comprenait, le degré de fertilité de la terre entraînaient des conséquences importantes dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer. Si une famille était trop nombreuse elle pouvait re-

8. *Histoire générale de Chine* : « Période des cinq Empereurs ».

cevoir un supplément de 25 meu. Mais les « cent meu » pouvaient largement nourrir une famille type de cinq à six personnes⁹. Le meu avait alors une superficie moins étendue qu'actuellement. Cent meu du Tsing-Die valent seulement quarante deux meu actuels. Or de nos jours des paysans cultivant 25 meu (mesure moderne) dans la vallée du Fleuve Bleu peuvent largement nourrir une famille de cinq à six personnes, on peut donc admettre qu'à l'époque de la dynastie Chow bien que les procédés de culture fussent moins perfectionnés qu'à présent cent « meu » soit quarante deux « meu » actuels suffisaient à faire vivre une famille¹⁰.

Nous avons constaté dans les faits que le peuple vivait au point de vue économique dans l'aisance et dans la tranquillité; nous pouvons encore citer les assertions flatteuses des philosophes et des poètes.

Ainsi au point de vue économique le peuple était tout à fait tranquille. Au point de vue moral le peuple s'aimait, comme disait Mong-Tsen, non seulement le peuple s'aimait, mais il faisait passer le bonheur de la collectivité avant son propre bonheur. Nous avons vu que dans chaque Tsing-Die la portion réservée à l'Etat était cultivée en commun par les huit familles, or Mong-Tsen nous apprend qu'elles travaillaient toujours en premier lieu les cent « meu » de l'Etat avant de travailler pour elles-mêmes. C'est là un bel exemple de l'amour du peuple pour l'Etat, amour qu'il fait passer avant celui de son propre bonheur. La doctrine occidentale de l'intérêt personnel n'eût pas été valable dans la Chine primitive.

Une vieille collection de poèmes (Tsy-Chin) commencés

9. The Schun Pao Year Book en 1933, Livre rural.

10. Un meu à l'époque Chow vaut 100 « feet » et un meu actuel vaut 240 « feet ».

à cette époque et constituant le berceau de la littérature chinoise nous permet aussi de connaître l'état d'esprit du peuple. L'année avait été sans pluie, la situation de l'agriculture devenait inquiétante le peuple chantait et priait :

« Qu'il pleuve d'abord dans la culture commune
(c'est-à-dire dans les cent « meu » de l'Etat)
Ensuite dans nos cultures personnelles. »

Il convient de remarquer d'ailleurs qu'une année de mauvaise récolte n'était pas aussi gênante qu'on pourrait le croire pour le peuple. Car l'Etat mettait en réserve une partie de récolte annuelle en prévision de disettes possibles. Chaque famille se constituait aussi des ressources. Mong-Tsen a montré qu'alors, pendant trois années de bonnes récoltes, le peuple mettait assez de côté pour suffire à ses besoins pendant une mauvaise année; et que sept ans de bonnes récoltes permettraient de supporter trois mauvaises années. Admirons l'humeur paisible et la sage prévoyance de ce peuple !

Ainsi, au point de vue économique, le peuple vivait dans une sécurité telle qu'il pouvait développer sa culture physique et morale. « L'Etat créait, dit Mong-Tsen, les œuvres d'assistance pour les vieillards, les écoles physiques où l'on pratiquait les sports, les écoles morales où l'on recevait l'éducation;.. tout cela visait à développer la morale, les hommes s'aimaient les uns les autres. »

§ 3. — *Abolition du Tsing-Die*

Le système Tsing-Die, ainsi en usage pendant huit siècles, depuis sa formation définitive, fut aboli en l'an 350 avant J.-C. Il appartient maintenant au passé. Beaucoup d'hommes politiques, d'écrivains, de poètes, espéraient revenir

à cette organisation dont on n'avait eu qu'à se féliciter. Cependant l'accroissement de la population qui a été la cause la plus importante de l'abolition de ce régime foncier, en rend impossible le retour. Analysons donc les causes de son abolition : économiquement il y en a deux.

La plus importante c'est l'accroissement de la population ; la terre était devenue insuffisante. Au moment de l'établissement de ce système, les terres étaient très vastes pour une population relativement peu nombreuse. L'accroissement naturel de la population mit l'Etat dans l'impossibilité de distribuer les terres devenues insuffisantes. Il n'y a pas de statistiques de la population pour cette époque reculée, mais la guerre civile qui commença sous cette dynastie est une preuve que le régime foncier ne répondait pas à l'accroissement de la population.

Le progrès des moyens de production a provoqué le développement économique : c'est une seconde cause de l'abolition de ce régime foncier, parce que la puissance des commerçants s'est accrue. Avant la dynastie Chow les instruments agricoles étaient en bois. Depuis celle-ci, on a utilisé le fer pour leur fabrication, et on a employé les animaux aux travaux des champs ; progrès qui nous paraissent ridicules, mais qui étaient énormes pour l'époque. Ces perfectionnements ont entraîné une augmentation de la production ; de nouvelles terres étaient cultivées. Les capitaux se mirent à jouer un rôle dans la vie économique, les prêts apparurent. Le principe de l'inaliénabilité de la propriété foncière s'en trouva ébranlé, et l'on vit s'organiser un régime de propriété privée. Le commerce prenait une telle importance qu'il envahissait et détruisait l'économie rurale. Il ne faut pas en conclure d'ailleurs à la condamnation du régime communiste en lui-même, mais à

celle d'un régime trop primitif. A ces causes d'ordre économique expliquant la disparition du régime Tsing-Die s'ajoutent des causes d'ordre politique.

Pour que l'Etat puisse distribuer exactement les terres, il faut qu'il connaisse quelle est la population du pays. Cela était facile au début de la dynastie Chow, lorsque les domaines des grands vassaux couvraient quelques dizaines de kilomètres carrés français, ceux des petits vassaux quelques kilomètres seulement. Mais il devint impossible de faire le recensement de la population, pendant la période féodale chinoise à une époque où les vassaux étaient sans cesse en guerre, où les plus forts envahissaient les domaines des plus faibles.

En second lieu à la suite des guerres entre vassaux, leur situation financière devint difficile, d'autant plus que leurs ressources étaient limitées au revenu de cent mou du milieu de chaque Tsing-Die. Pour pouvoir augmenter les impôts, ils facilitèrent la suppression du régime Tsing-Die et l'établissement de la propriété privée. Cette étude nous montre qu'un régime communiste agraire a existé dans l'ancienne Chine, régime qui a rendu le peuple heureux. La solidarité et l'amour réciproque caractérisaient alors la vie du peuple.

Hélas ! sous les influences économiques et politiques que nous avons signalées, ce régime n'a pas su s'adapter aux conditions nouvelles. La propriété privée a pu apparaître, mais avec elle l'intérêt personnel passe au premier plan, alors que dans l'ancienne Chine l'intérêt collectif primait tout.

CHAPITRE II

APRES L'ABOLITION DU TSING-DIE

§ 1. *Agriculture.*

Le système communiste est remplacé par le régime de propriété privée depuis l'an 350 avant J.-C. jusqu'à nos jours. A l'heure actuelle 75 % de la population chinoise est paysanne. Autrefois la proportion était encore plus forte, mais il n'y a jamais eu de grands propriétaires, cela s'explique par l'organisation économique, morale et politique de la Chine.

L'existence d'une petite propriété privée s'explique en premier lieu par des considérations d'ordre économique. Toute société purement agricole est pauvre. L'institution de la propriété individuelle en Chine, succède à un régime d'exploitation partiellement collective qui s'est révélé incompatible avec les besoins d'une population accrue. Il est donc naturel que le régime nouveau qui cherche à obtenir de chacun le maximum de productivité demeure fidèle à son principe. La grande propriété féodale eût été en contradiction avec le but que l'on poursuivait.

Au surplus, la mentalité même du peuple chinois explique cette persistance de la propriété individuelle morcelée. Le Chinois ne recherche pas la richesse, cela peut paraître étrange aux Européens, mais cela s'explique par

la philosophie chinoise. D'une part, les philosophes classiques, Confucius, Mong-Tsen, etc..., professent une doctrine qui ne favorise pas la grande propriété. Et d'autre part, les philosophes secondaires, comme Lao-Tsen, Mai-Tsen, condamnent plutôt la grande fortune. Nous voyons partout en Chine, les grands écrivains mourir de faim; les maisons des grands hommes d'Etat sont vides; un premier ministre appelé Sui-Ko-Lia a dit à son empereur : « au jour de ma mort, je ne laisserai pas un morceau de soie dans ma maison, pas de riz dans mon grenier »; c'est un trait caractéristique de la mentalité chinoise.

Etant donné cette situation économique et morale que nous venons d'analyser, l'existence de la grande propriété apparaît impossible, tout au moins les grandes propriétés sont rares.

Insistons plus longuement sur les causes d'ordre politique, en étudiant la politique agraire, depuis l'abolition du « Tsing-Die » jusqu'à la dynastie Tsing.

Quelques remarques préliminaires s'imposent. Le peuple chinois n'a jamais connu de classes distinctes dans la société. « L'histoire de l'humanité, disait Karl Marx, est l'histoire de la lutte des classes. » Ce peut être vrai en Europe; mais cela ne s'applique pas à la Chine, tout au moins jusqu'à la Révolution de 1911.

Certes pendant la période de la féodalité chinoise (dynastie Chow) il y avait des ducs, des barons, qui recevaient des terres, ce qui est une des conditions essentielles de la féodalité. Mais ces ducs, ces barons, n'avaient jamais un droit de propriété éminente sur la terre. Ils avaient simplement le droit de percevoir une partie de l'impôt. La terre restait toujours aux individus. Ceux-ci sont libres d'acheter ou de vendre à leur guise; notre régime poli-

tique ne favorisait donc pas le développement de la grande propriété¹¹.

On croit qu'il y avait des classes dans la société chinoise. Au fond c'est tout à fait inexact. Le mot « Mandarinat » très répandu en Europe fait croire à l'existence d'une classe privilégiée. C'est simplement le mot employé pour désigner les fonctionnaires dans la dernière dynastie.

C'est donc à tort que les communistes chinois contemporains affirment l'existence d'une classe privilégiée pour justifier leur action et pour fonder leur évangile, la doctrine de Karl Marx.

Depuis l'abolition de l'ancien régime agraire communiste on constatait une tendance à la concentration de la terre aux mains des grands propriétaires. Les anciens hommes d'Etat de Chine proposaient souvent de la limiter, quoique le retour de l'ancien régime communiste fût impossible. Ainsi les dynasties successives ne cessaient pas d'intervenir pour empêcher le développement des grandes propriétés.

Un grand savant de la dynastie Han, Ton Then-Su a proposé, un siècle avant J.-C. environ, la limitation des propriétés. Il demandait à l'empereur de fixer le maximum de surface que chaque propriétaire pourrait posséder, grâce à ce maximum, les grands propriétaires ne paraissaient pas trop puissants et le peuple pauvre pouvait avoir des terres¹². Cette politique ne fut pas acceptée lorsqu'elle fut proposée, mais quelques années après, elle était en partie adoptée, non pas comme politique générale, mais à titre de sanction contre les commerçants. La men-

11. Discussions sur les anciennes sociétés chinoises, publiées par l'Association d'Extrême-Orient.

12. Wong y-Lin, *Mémoires du travail*, livre 16.

talité des Chinois n'est pas favorable aux commerçants. Comme nous allons le montrer plus loin, d'autre part, avec le régime de la propriété individuelle, la puissance des commerçants est assez grande pour l'époque. Ainsi l'ordonnance de la dynastie décide que : les commerçants et leurs familles ne peuvent en même temps posséder des terres qu'ils ne cultivent pas eux-mêmes. La violation de cette règle est sanctionnée par la confiscation de ces terres. C'est bien une politique limitant la puissance des commerçants et des grands propriétaires¹³.

Six ans avant J.-C. sous l'influence des réclamations des savants et pour maintenir la paix sociale, le projet de Ton Then Su est repris et accepté presque complètement. Une ordonnance se plaçant entre 6 à 3 années avant J.-C. a nettement décidé que les grandes propriétés ne peuvent dépasser 30 chun (3.000 mou)¹⁴. Cette règle est observée pendant un certain temps; mais plus ou moins déformée ou rejetée au fur et à mesure que la dynastie apparaît moins puissante. Le grand chancelier Wong-Mon après s'être emparé de tous les pouvoirs a établi lui-même sa dynastie, an 9 après J.-C. Sa première déclaration¹⁵ en montant sur le trône est de regretter la disparition du système Tsing-Die et de tracer la politique agraire. L'ensemble des terres cultivées forme la terre du royaume (Wong-Die), qui ne peut être vendu; la famille paysanne ayant plus de cent mou de terres doit en donner sans récompense à ses parents ou à ses amis. L'Etat donne des terres à cultiver à celui qui n'en a pas, mais cette politique est pratiquée pendant trois ans seulement. Les causes les plus profondes de la dispa-

13. Chi-ma-chian, *Etude d'histoire*, livre 30.

14. *Histoire générale de la dynastie Han Liv*, 24.

15. *Histoire générale de la dynastie Han Liv*, 99.

rition de la politique de Wong-Mon sont plutôt politiques qu'économiques. Ayant été chancelier de la dynastie précédente, et ayant pris le pouvoir à son profit, le peuple chinois le méprisait et le considérait comme un traître. Ainsi sa politique agraire bien qu'elle fût bonne ne fut pas appréciée. D'autre part, ses fonctionnaires étaient très mauvais; voyant en lui un traître, les intellectuels se refusaient à collaborer avec lui.

Finalement la dynastie Wong-Mon était battue et la dynastie Han rétablie en 25 après J.-C.; depuis ce rétablissement la Chine n'a pas de politique agraire. Les grandes propriétés étaient naturellement en train de se développer, mais à partir de 184 jusqu'à 373 sous l'influence des guerres, soit civiles, soit extérieures, la population avait diminué; la terre cultivée était abandonnée. D'après l'étude géographique de la dynastie Han dans certaines périodes de cette dynastie, la population atteignait 12.230.000 familles, comprenant 59.590.000 personnes. Mais Yen-Chao dans son livre *Chronique de Han* a dit qu'en 136-141 (la seconde dynastie Han) la population était réduite à 10.780.000 familles comprenant 53.860.000 personnes. D'après une autre source *Histoire de Han*, la population était de 9.690.000 familles comprenant 49.150.000 personnes. Bien que ces chiffres varient, nous pouvons affirmer qu'à certaines époques, pendant la dynastie Han, la population dépassait 10.000.000 de familles, mais en 373, d'après l'histoire de Chi-Tsung, la population n'était plus que de 3.770.000 familles¹⁶.

Cette diminution de la population entraîne l'abandon de la terre cultivée. L'abondance des terres favorise, à

16. Tcheng Ten-Yuan, ouvrage précité, p. 65.

partir de 265 la politique agraire de la dynastie Chi-Chung qui est aussi une politique de limitation¹⁷.

« L'homme majeur, disait l'ordonnance, peut avoir 70 meu et la femme majeure 30 meu.... » Cette politique s'inspirait de deux systèmes anciens, d'abord, le système Tsing-Die qui donnait à chaque famille 100 meu. L'homme majeur se mariait, la famille possédait cent meu. Puis, il était inspiré par la conception de Tan Then Su, la fixation d'un maximum au-dessus duquel on ne pouvait posséder. Cette politique a-t-elle vraiment passé dans les faits ? Les historiens hésitent à se prononcer. Avant la fin de cette dynastie (316) et jusqu'en 485 il existe des grands propriétaires. D'ailleurs, à ce moment-là, les guerres sont continuelles en Chine pour l'établissement des uns et le renversement des autres. Il n'y a pas de système agraire. C'est en 485 que la dynastie Rhen-Wei pratique une politique agraire dite d'« égale répartition des terres », qui est un système remarquable dans l'histoire chinoise. Indiquons tout d'abord dans quelles circonstances il a pris naissance.

Premièrement, depuis la fin de la dynastie Chi-Chung, la Chine est dans une situation lamentable : d'une part, au point de vue politique les « cinq barbares » font la conquête de la Chine, d'autre part, au point de vue économique, il n'y a pas de système agraire, les grands propriétaires apparaissent. En 485 l'unité de la Chine est rétablie il faut alors une politique pour améliorer la vie du peuple. En second lieu, quoique la dynastie Rhen-Wei fût considérée comme une dynastie étrangère avant sa fusion dans la race chinoise, les Empereurs sont émerveillés par la civilisation chinoise, surtout pour le système Tsing-Die.

17. *Histoire générale de Chi-Chung*, liv. 26.

Dans ces conditions, la dynastie Rhen-Wei prend ordonnance en 485, organisant un nouveau système agraire. Nous allons d'abord traduire le texte essentiel de cette ordonnance; ensuite, nous allons relever les innovations que contient ce système dit d' « égale répartition des terres. »

« L'homme à 15 ans reçoit 40 meu de terre cultivée, la femme 20 meu. Celui qui élève des vaches a droit à un supplément de 30 meu par vache jusqu'à 4 vaches.

« La terre qu'on reçoit doit faire retour à l'Etat en cas de mort, de vieillesse et de déchéance. La terre destinée à cultiver les arbres pour les vers à soie ne fait pas retour à l'Etat.

« La première fois qu'on reçoit la terre, l'Etat ne donne que 20 meu, 50 arbres de vers à soie, 5 arbres fruitiers, un arbre pour faire des meubles et un meu de terre ordinaire pour l'habitation et les légumes. Si ces terres restent sans culture, l'Etat reprend la terre non cultivée.

« L'homme reçoit un meu de terre pour cultiver le chanvre et chaque femme 5 meu.

« Si tous les membres de la famille sont des vieillards ou des enfants, chacun reçoit la moitié de ce qu'il doit recevoir. Dans ce cas l'homme qui atteint 70 ans ne rend pas sa terre à l'Etat. Les veuves non remariées reçoivent ce à quoi elles ont droit.

« La réception et le retour des terres a toujours lieu en janvier.

« Les préfets reçoivent 15 chun (15.000 meu) les sous-préfets 10 chun (10.000 meu) les maires 6 chun (6.000 meu), et les autres fonctionnaires de provinces 8 chun (8.000 meu)».

Tels sont les textes essentiels de l'ordonnance de la dynastie Rhen-Wei, nous allons indiquer les points essentiels de ce système.

Comme avec le régime Tsing-Die ou celui de Wong-Mon, la terre est inaliénable, elle appartient à l'Etat, mais la répartition n'est pas faite par famille, comme dans les régimes antérieurs, mais par tête : l'homme reçoit 40 meu et la femme 30, c'est là une innovation dont les conséquences seront importantes.

On se demande si cette politique a pu être mise en pratique brutalement sans tenir compte de l'état de fait existant. Il faut répondre négativement. Ce système a tenu compte des faits sociaux. D'abord, il y a eu des règles plus souples au moment de l'application de cette ordonnance : « Celui qui a déjà plus de terres qu'il n'en doit recevoir, disait la même ordonnance n'a plus le droit d'en recevoir; celui qui en a moins, a le droit de compléter ce à quoi il a droit, celui qui a plus pourra vendre ce qu'il a en trop, et celui qui a moins pourra en acheter. » Mais on ne peut vendre ni acheter plus que ce qui est fixé par le principe précédent. Ce système a admis la vente pour arriver à une « égale répartition des terres. » Ainsi on n'a pu l'accuser d'être trop brutal, comme on pouvait le faire de la politique agraire de Wong-Mon, par exemple. Dans tous les pays, on a toujours constaté une émigration des campagnes vers les villes. Aussi il eût été très difficile au gouvernement de répartir les terres; il aurait eu trop de demandes pour les régions voisines des villes, s'il n'avait décidé d'attribuer davantage de terrain à ceux qui émigraient loin des centres. C'est une preuve nouvelle de la souplesse du système.

Pour en terminer avec la dynastie Rhen-Wei, il nous reste une dernière question, quel résultat fut obtenu en pratique? Nous pouvons affirmer que de 455, date de sa création, jusqu'en 551, le système fut maintenu. Il fut

appliqué plus ou moins complètement, seulement, l'histoire ne nous en fournit pas de preuves décisives.

Un régime comme celui-là doit être pratiqué dans un état démocratique ou bien les gouvernements doivent recourir à une politique d'énergie sans merci. Cela permet d'éviter tous les abus de non-exécution. Cette vérité nous paraît évidente, car si le gouvernement admet une tolérance ou n'établit pas un contrôle efficace, l'exécution ne pourrait être parfaite, c'est ce qui se produisit alors en Chine. A cette époque les proches de l'empereur exercent un pouvoir prépondérant qui déforme le système. En outre la dynastie Rhen-Wei n'a pas tenu compte d'une question importante : le recensement de la population qui est à la base d'un tel régime. D'ailleurs il y a eu des réclamations à cette époque.

Nous ne pouvons affirmer en quel état s'est maintenu ce système jusqu'en 551, mais plus ou moins déformé il a subsisté. Il y en a une preuve décisive dans l'histoire de cette époque. En 551 un vice roi de l'est de la Chine a été révoqué pour avoir occupé des terres qui devaient être attribuées au peuple¹⁸.

Depuis 551 il y a encore des renversements de dynastie. Le système agraire est tombé naturellement dans l'anarchie. Nous n'insisterons pas sur les systèmes éphémères qui se sont succédés jusqu'à la dynastie Tang. C'est à partir de cette dynastie qui régna très longtemps (618-907) que nous allons étudier à nouveau¹⁹.

La dynastie Tang monta sur le trône en 618. Son ordonnance sur le régime agraire est publiée en 624. Voici le texte sommaire de cette ordonnance :

18. *Histoire de Rhen-Wei*, livre 27.

19. *Nouvelle histoire de la dynastie Tang Liv*, 51.

« La terre est mesurée par marche; 240 marches valent un meu; 100 meu valent un Chun.

« L'homme ou la femme est enfant de la naissance jusqu'à l'âge de 4 ans, mineur de 4 à 16 ans; demi-majeur de 16 à 21 ans; majeur à 21 ans; vieillard après 60 ans.

« Les hommes à 18 ans reçoivent de l'Etat un Chun de terre comprenant 80 meu pour cultiver et 20 meu pour planter des mûriers, ces derniers n'étant pas frappés de retour à l'Etat. Les vieillards, les malades et les infirmes reçoivent 40 meu, les veuves et les concubines 30 meu chacune, le chef en reçoit 20 de supplément. Dans tous les cas chacun a droit à 20 meu qui ne retournent pas à l'Etat.

« Les campagnes moins peuplées s'appellent « grands champs » celles très peuplées s'appellent « petits champs. Les habitants des grands champs reçoivent le double de ceux des petits champs.

« Chacun peut rendre la moitié de ce qu'il a reçu, mais quand il a vendu cette part, il n'a plus le droit de recevoir de la terre une seconde fois. La vente doit être autorisée par l'Etat, sinon elle est nulle ».

Ce système est nettement inférieur au précédent en ce qu'il admet la vente de la terre, tandis qu'auparavant, les ventes existaient en fait, mais pas en droit. Ce système est appliqué de 624 à 734 mais toujours sous les deux réserves dont nous avons déjà parlé plusieurs fois. En premier lieu les personnes puissantes ne s'y soumettent pas; il n'est appliqué que dans le peuple paisible. Avant 618, c'est-à-dire avant que l'unité politique fut réalisée par la dynastie Tang, les généraux qui font la guerre pour la dynastie ont reçu des terres de l'empereur. Cela crée déjà certains privilèges. Une limitation était bien apportée pour les grands vassaux de l'empereur par une ordonnance de la

même date que l'ordonnance précédente : 100 Chun, 60 Chun, 50 Chun, suivant leurs grades ; mais elle ne s'appliquait pas aux terres déjà reçues avant l'ordonnance. D'ailleurs les puissants achetaient toujours la terre pour eux, c'est ainsi qu'en 627 un maire a confisqué une grande propriété de son prédécesseur qui dépassait quelques milliers de Chun et qu'il venait d'acheter au peuple²⁰.

En second lieu il n'y avait pas de recensement. Au jour de l'établissement du système, le recensement était fait, mais le peuple vivait dans la paix, la population augmentait naturellement. Le gouvernement négligeait de faire de nouveaux recensements. C'est ainsi que les grands fonctionnaires ont plusieurs fois réclamé qu'on fit des recensements.

Sous cette double influence le système était plus ou moins suivi. Mais en 734, l'ordonnance réaffirmait le système avec énergie et défendait la vente et l'achat de la terre. L'acheteur de la terre disait l'ordonnance, doit rendre les terres achetées au vendeur, une autre ordonnance en 735 interdisait non seulement la vente, mais aussi l'hypothèque. L'infraction à cette règle était punie des peines de la haute trahison.

En 752, une autre ordonnance reproduisait ces dispositions dans les termes suivants : « Dans la dynastie Chow, il y a eu le système Tsing-Die et dans la dynastie Han, il y a eu la politique agraire. Ils avaient pour but de déterminer la limite des terres que les agriculteurs pouvaient avoir. Les fonctionnaires ne pouvaient occuper un trop vaste terrain ; les commerçants ne pourraient gêner l'agriculture. C'est ainsi que les paysans avaient des réserves de

20. *Nouvelle histoire de la dynastie Tang Liv, 105.*

récoltes et les habitants ne se haïssaient pas les uns les autres.

« Mais maintenant les riches et les puissants achètent des terres sans tenir compte de la réglementation royale. Le vendeur vend ce qu'il a; l'acheteur achète ce qu'il peut. On crée le système des hypothèques et des fermages, cela détruit la vie des paysans d'une part, et favorise la paresse, d'autre part.

« Dès aujourd'hui, la vente et l'achat sont interdits. La sanction de cette infraction est la peine de quarante coups de bâtons pour le peuple, et la destitution pour les fonctionnaires. »

Avouons que les termes de cette ordonnance sont beaux et que les peines édictées sont sévères. Mais trois ans (755) après cette ordonnance, une révolte est déclanchée contre la dynastie. L'état de guerre détruit tout, le système agraire suit le même sort que les autres institutions. La révolte réprimée en 762, l'empereur réaffirmait le système, mais les faits sont loin du droit. Les généraux qui font la guerre pour l'empereur, les chanceliers et les autres fonctionnaires n'ont pas suivi le système édicté. La politique agraire était morte. Le grand savant de l'époque, Lon Sia-Kou, conseillait une politique de limitation des terres et des impôts, suivant les quatre points suivants : renouveler le système agraire, déterminer la répartition des terres, limiter les grandes propriétés et supprimer ou diminuer les impôts, mais il ne fut pas suivi.

La dynastie Tang a été renversée en 907. La dynastie Pei Soog qui la remplaça n'a pas eu une politique agraire. Un politicien Wong An-Chi proposa un système dont on parla beaucoup, mais il s'occupait davantage de l'égalité des impôts que d'une politique agraire. Il y a eu aussi les

réclamations de certains savants, qui préconisaient le retour au système Tsing-Die. Elles n'eurent pas plus de succès.

Avec la dynastie Tang, disparaît la politique agraire. Les dynasties successives se sont occupées du problème des impôts, non d'une limitation des grandes propriétés. Un auteur japonais (Chouy Yé-Lang) dans son livre *l'Etude historique des systèmes agraires en Chine*²¹ a exagéré un peu, en disant que les dynasties successives s'occupent des impôts agraires, non d'une politique agraire. Cela n'est vrai qu'à partir de cette date, mais pas avant la dynastie Tang.

Quoique à partir de la dynastie Tang le gouvernement ait cessé d'intervenir dans la répartition des terres, le régime des petites propriétés s'est maintenu jusqu'à nos jours. Nous allons plus loin étudier l'état de chose actuel.

§ 2. — *Le commerce.*

Le Chine, nous le savons, possède d'immenses richesses naturelles; aussi n'y a-t-il presque pas de commerce international. Ajoutons que la mentalité et la morale chinoise ne favorisent pas le commerce. Depuis l'origine de la Chine, les commerçants ont été méprisés, parce que, disaient-ils, ils appartiennent à une classe improductive et usurière, vivant au détriment des autres. Il y eût même des dynasties, qui défendaient aux commerçants de porter des vêtements de soie et de se servir de voitures, les commerçants et tous leurs descendants ne pouvaient se présenter à aucun concours administratif, ni poser leur candidature à une fonction publique. Il y a dans ce mépris pour l'activité

²¹. *Chang-Yé-Lang*, p. 259 (livre japonais traduit en chinois, Shanghai).

mercantile un trait de ressemblance avec la civilisation et les mœurs occidentales au Moyen Age et jusqu'à la Révolution.

Le commerce reste local, c'est-à-dire qu'il est limité à quelques arrondissements voisins dans lesquels se trouvent tous les objets nécessaires. Le besoin d'échanges internationaux ne se fait donc pas sentir. On constate néanmoins un commerce plus étendu dans certains cas, par exemple les objets de luxe sont souvent fabriqués dans une région déterminée, ces objets sont très faciles à transporter et une province spécialisée dans la fabrication d'un objet le répand parfois dans toute la Chine. C'est le cas des provinces Kiang-Sou et Tche-Kiang pour la soie²².

Si le commerce international est faible, on ne saurait dire toutefois qu'il est inexistant et même le contact commercial avec les Européens et d'autres peuples voisins semble se rencontrer très loin dans le passé. Au premier siècle Hippolus, navigateur romain, se rend du détroit de Beb Abmondeb au golfe du Cambodge. Peu après, les Chinois vont régulièrement à Java, Malacia et Ceylan où se font les échanges commerciaux avec l'Occident, ces échanges portent notamment sur la soie et les épices, mais les Romains et les Chinois ne font pas directement le commerce. Les Parthes servent d'intermédiaires, achetant les marchandises aux Chinois et les vendant aux Romains²³.

Au milieu du XIII^e siècle les Arabes s'établirent en Chine. Les commerçants européens y vinrent assez fréquemment. Après la découverte de la route du cap de Bonne-Espérance, les Portugais furent les premiers Européens à venir en Chine par la mer pour faire du commerce.

22. Li Ta, *La révolution industrielle en Chine*, p. 51.

23. Han Chu-Chun, *Histoire du commerce international en Chine*.

Les Espagnols y sont venus à partir de 1575, les Hollandais vers 1604; en 1620 le premier navire anglais mouilla dans un port chinois; trois ans après la compagnie anglaise des Indes orientales établissait une factorerie à Amoy, une autre à Canton. Le premier navire de commerce français arriva à Canton en 1660; une factorerie française fut établie dans ce port en 1728. Les relations commerciales entre les Etats-Unis de l'Amérique du Nord et la Chine commencent dès avant la guerre de l'Indépendance américaine (1775-1782).

Le 29 août 1689, la Chine a signé le premier traité avec un pays européen : la Russie, c'est aussi le seul traité conclu sur le pied d'égalité entre les Chinois et les Européens. Ce traité a permis aux ressortissants des deux pays de faire du commerce, à la condition qu'ils soient détenteurs de lettres patentes les autorisant à se rendre à l'étranger. En 1727, un autre traité fut conclu à Hiakhta entre la Chine et la Russie, la Chine accordait à la Russie des exemptions de droits pour le commerce à Nerchinsk et à Hiakhta.

Ainsi cet aperçu historique montre que l'ancienne Chine a été en contact avec les Occidentaux, mais les rapports n'ont pas été très importants. Les marchandises faisant l'objet des échanges commerciaux sont peu nombreuses. La Chine importait du coton, de l'ivoire, des épices, des lainages, etc... elle exportait de la soie et du thé. Le commerce jusqu'au XIII^e siècle est tout à fait insignifiant. A partir de la fin du XIII^e siècle on commence à connaître certains chiffres. D'après les données statistiques publiées dans *The Chronicle of, The India company, Trading to China*, en 1798, la Chine a importé 185.253 piculs de cotonnades et exporté 171.005 piculs de thé, 1.608 piculs de soie et 2.165.000 piculs d'étoffes. En 1811, la Chine a importé

299.992 piculs de cotonnades et exporté 286.774 piculs de thé, 3.417 piculs de soie et 634.440 piculs d'étoffes (un picul (tan) = 60,47899 kgr.).

Un autre produit faisait l'objet d'importations notables à cette époque, c'était l'opium, importé en Chine par les commerçants européens, surtout ceux de la Grande-Bretagne; nous y reviendrons.

Le commerce international était donc peu développé, d'ailleurs le gouvernement Mandchou, c'est-à-dire la dynastie Tsing a toujours voulu fermer la Chine aux étrangers. Cela s'explique par des raisons diverses.

D'abord la Chine se suffit à elle-même. Elle produit elle-même les meilleurs aliments, le riz au sud et le blé au nord; les meilleures boissons, du thé, et les meilleurs vêtements, le coton et la soie. Dans ces conditions elle n'a pas éprouvé le besoin de faire de commerce avec les étrangers. Ensuite l'ignorance du gouvernement Mandchou explique dans une large mesure cette situation. Du moment que la Chine se suffit à elle-même, elle manque d'expérience pour se livrer au commerce international. Le gouvernement est ignorant; mais il est aussi orgueilleux. L'étendue de son territoire et le nombre de ses habitants font croire aux Chinois que la Chine est le monde, on appelle l'empereur de la Chine « Fils du ciel ». L'orgueil du gouvernement ne voulait pas s'adapter aux tendances nouvelles. Il voulait rester fidèle à ses traditions. En troisième lieu, cette ignorance du gouvernement et l'état d'esprit du peuple chinois tout entier s'expliquent à leur tour par la philosophie chinoise. Celle-ci met un obstacle aux échanges avec les étrangers. Tous les anciens philosophes chinois croient que les étrangers sont des sauvages. Toutes les institutions de la Chine qu'elles soient morales, politiques, économiques sont considérées

comme les meilleures. On ne veut pas que les étrangers viennent troubler les Chinois. Il est vrai d'ailleurs qu'à cette époque les autres civilisations asiatiques sont sous la tutelle de la civilisation chinoise. Hélas ! aujourd'hui à l'inverse, certains européens, même des personnes appartenant à l'élite de la société croient aussi que la Chine est un pays peu civilisé. Nous ne voulons pas discuter cette question trop éloignée de notre sujet. Disons simplement, qu'il n'y a pas ici supériorité de telle civilisation sur telle autre, mais simplement différence de nature entre deux civilisations. Mais l'orgueil national est une source de malentendus et de conflits internationaux... !

Nous venons de voir les trois causes qui ont empêché le développement des échanges internationaux en Chine. Il en ressort que c'est la Chine qui s'est refusée aux rapports avec les étrangers. Mais il faut reconnaître que les Européens ont tout fait pour fortifier la Chine dans son particularisme économique. Peu encline à s'ouvrir aux Occidentaux « barbares », elle a fait l'expérience que ceux des Occidentaux qui parvenaient à forcer ses portes se comportaient en barbares. Les Européens venus en Chine ont commis trop de méfaits et de crimes²⁴. Les premiers arrivés, les Portugais, enlevaient les femmes et les jeunes filles. Après l'assassinat d'un Chinois par des Portugais, en 1545, la Chine fit prisonniers 800 Portugais et brûla 35 navires. On peut remarquer dans l'histoire du commerce international de la Chine que tous les Européens avec la Chine se sont imposés par les armes. Seule la France a été, du moins au début, très pacifique, nous tenons à rendre cet hommage aux

24. Sen Ho-Yu, *Histoire diplomatique de Chine*. — Chin-Chao-Chi, *Histoire diplomatique de la Chine contemporaine*. — Hon U-Tsin, *Histoire du commerce international en Chine*, p. 48.

anciens Français. Quoique la Chine fut très orgueilleuse, elle acceptait bien les étrangers par politesse. Si les Européens n'avaient pas fait preuve de brutalité, la Chine n'aurait peut-être jamais cherché à fermer ses frontières.

Mais les premiers étrangers venus ne forment pas l'élite de leur pays. Ils compromettent facilement l'honneur de la civilisation européenne. Le mercantilisme des gouvernements européens suit aveuglement ses compatriotes. C'est surtout depuis la révolution industrielle anglaise au XVIII^e siècle que les Européens cherchent partout des débouchés. Ils ne se contentent pas de voir les Chinois accepter de faire le commerce, ils veulent tout pour eux, c'est-à-dire qu'ils rêvent de coloniser la Chine. Dans ces conditions, la réaction en Chine est d'autant plus vive que les prétentions des Européens étaient exagérées. Et si l'on voulait une preuve décisive que le mercantilisme occidental était bien fait pour inquiéter la Chine et justifier ses gestes de défense, on le trouverait dans le trafic de l'opium.

Aujourd'hui les Européens croient que l'opium est un produit chinois et que se sont les Chinois qui, les premiers, en ont fait usage. Cela est complètement faux²⁵. C'est la Grande-Bretagne qui le faisait cultiver aux Indes et le vendait d'abord, aux Indes, à Singapour, puis en Indochine et en Chine. D'ailleurs on appelle l'opium dans la langue chinoise « tabac étranger ». Retenons donc bien que l'opium n'est pas le produit de la civilisation extrême-orientale. Les Anglais ont importé l'opium en Chine, d'abord comme médicament. Après une propagande britannique intense, beaucoup de Chinois se sont mis à fumer l'opium, et celui-ci fit l'objet de fortes importations venant

25. Georges Soulié de Morout, *Histoire de la Chine*, p. 412. — Chanut, *Le régime de l'opium en droit international*, thèse, Caen, 1933.

des pays européens. En 1767, l'importation de l'opium en Chine a dépassé 1.000 caisses; en 1790, elle s'est élevée à 4.094 caisses; en 1839, à 40.200 caisses correspondant à une valeur de 3.323.200 livres sterling britanniques. L'opium tue la Chine; il tue l'esprit du peuple; et il fut la cause de la guerre dite de l'opium, qui marque cruellement l'histoire chinoise.

§ 3. — *L'industrie*²⁶.

L'industrie étant limitée au cadre familial, la division du travail était peu développée. Mais une idée traditionnelle chinoise établit une division du travail entre les hommes et les femmes. Ceux-là s'occupent de la culture et celles-ci du tissage. Il y a des paysans qui, pendant les saisons où le travail des champs leur laissait des loisirs, pendant l'hiver par exemple, travaillaient avec leurs femmes et leurs enfants. Les salaires dans l'industrie n'existaient guère. Il y avait bien des artisans ayant un métier, mais, en général ils travaillaient la terre pendant une partie de l'année. Les artisans travaillaient dans de petits ateliers avec quelques compagnons et quelques apprentis. Les compagnons étaient presque les seuls salariés à cette époque. L'apprentissage durait en général, trois ou cinq ans. Aussitôt terminé, l'apprenti devenait le salarié de son ancien maître ou bien créait un atelier indépendant.

Nous avons vu dans le paragraphe précédent que la Chine à cette époque, exportait du thé, de la soie, et des étoffes; de ces produits le premier est d'origine agricole. Les deux autres semblent supposer l'existence d'industries dites

26. Li Ta, *La Révolution industrielle en Chine*. — Wou Cheng-Le, *Les industries et le commerce en Chine*.

légères; mais, en réalité il n'y avait pas de grands fabricants. Des artisans travaillaient dans de petits ateliers, produisaient la soie et les étoffes qu'ils vendaient à de gros commerçants qui les exportaient. Les industries dites lourdes étaient alors dans une situation analogue. Des mines importantes de charbon et de fer existaient également. Dans la seule province de Chan-Si un ingénieur allemand a évalué vers 1890 la mine de charbon à 5.511.240.000 « Li » carré, qui aurait suffi à satisfaire la consommation mondiale pendant deux mille ans. Dans la seule province Shen-Si on aurait pu exploiter les mines de fer pendant 500 ans avec une production de un million de tonnes par an. Malgré tout l'exploitation des mines dans l'ancienne Chine était minime. Les sociétés de commerce aux capitaux très modestes se contentaient d'extraire le minerai ou la houille nécessaire à la consommation des pays proches de la mine. D'ailleurs les difficultés de communication, à cette époque, expliquent dans une large mesure que l'on ait négligé ces richesses naturelles.

Pour conclure, nous remarquons que, dans l'ancienne Chine, on ne connaît pas les corporations, ni à plus forte raison les associations patronales ou ouvrières. C'est au commencement du xx^e siècle seulement que sont apparues les associations patronales et ouvrières en Extrême-Orient. Nous reviendrons sur ce sujet.

§ 4. — *La vie du peuple chinois.*

L'économie agricole caractérise donc la Chine pendant toute cette période. La vie du peuple est toujours aisée et tranquille. Elle se passe à travailler la terre. D'ailleurs la solidarité sociale est remarquable. Dans l'ancienne Chine l'Etat faisait réserver dans chaque province, dans chaque

arrondissement et dans chaque commune la nourriture du peuple pour les mauvaises années, on l'appelle en langue chinoise « Tsi-Kao²⁷ ». Pendant une année difficile l'Etat distribuait ces réserves au peuple, et celui qui recevait le secours de l'Etat devait le rendre dans une année de prospérité. Ces réserves de la province, de l'arrondissement, de la commune étaient indépendantes les unes des autres, mais toutes étaient contrôlées par l'Etat. Chaque fois qu'on distribuait ces réserves on commençait d'abord, par celles de la commune; ensuite, si cela était nécessaire, on distribuait celles de l'arrondissement; enfin au cas de besoin tout à fait impérieux on distribuait les réserves de la province. Souvent aussi une grande famille mettait en réserve au temple patriarcal, la nourriture pour la mauvaise année; dans un village il y avait souvent des réserves publiques.

Nous reconnaissons volontiers que ce système manquait de souplesse, mais à cette époque les communications étaient peu développées. Dans la Chine, si vaste et si peuplée comment aurait-on pu trouver des vivres si on n'avait pas constitué des réserves? Malheureusement, à la fin de la dernière dynastie, les difficultés financières de l'Etat, causées par les guerres avec les pays étrangers et par les indemnités payées à la suite de ces guerres, ont détruit les réserves. Les grandes famines se sont succédées rendant impossible la reconstitution des réserves. Les guerres civiles qui durent depuis tant d'années ont ruiné le pays.

Aujourd'hui, avec les famines et les inondations, le peuple devient très malheureux, mais autrefois il était très

27. Recueil des archives de province.

heureux. La vie n'était pas chère. Le peuple pouvait facilement s'instruire. Il lui suffisait de vouloir travailler. Aussi, nous avons vu souvent dans l'histoire de la Chine, le fils d'un paysan devenir un savant, un homme d'Etat.

Sans doute dans l'ancienne Chine, il y avait aussi des bouleversements politiques, mais quand nous ouvrons l'histoire politique chinoise nous constatons que les troubles tiennent à une seule cause : la tyrannie d'un empereur, qui percevait trop d'impôts, soit pour son confort personnel, soit pour faire la guerre aux étrangers. Mais, sans cela, il était très facile à l'empereur de gouverner et cela grâce aux doctrines des anciens philosophes (notamment de Confucius), qui ont établi et maintenu les principes de la vertu chez le peuple chinois.

En résumé, depuis le III^e siècle avant J.-C. jusqu'à la guerre de l'opium, la Chine a vécu de sa seule agriculture avec la petite propriété individuelle. Le commerce et l'industrie étaient accessoires et insignifiants. D'ailleurs, la Chine était aux Chinois, la société était tranquille, mais cette tranquillité cessa avec la guerre de l'opium. C'est la première fois que la Chine était vaincue par les Européens. C'est cette guerre qui aboutit à la signature des traités inégaux successifs ; c'est aussi la première étape de l'impérialisme européen envahissant la Chine.

Cette guerre fut provoquée simplement par l'interdiction d'importer l'opium édictée par le gouvernement chinois alors que l'Angleterre voulait continuer le commerce lucratif et « honorable ». Avant 1840, le gouvernement chinois, interdisait la culture et l'importation de l'opium. Les étrangers ne tinrent pas compte de l'interdiction qu'ils considéraient comme lettre morte et qu'ils ne voulaient pas respecter. En 1840, le gouvernement Mandchou ordonnait à Ling Tsi Sui, gouverneur de Canton, d'interdire l'import-

tation de l'opium en Chine. Ling saisit et brûla tout l'opium appartenant aux marchands nationaux et étrangers. Aussitôt, la guerre est déclarée entre la Chine et la Grande-Bretagne. Le guerre de l'opium, dit-on, aurait sa cause dans le désir des Européens d'obtenir en Chine l'égalité commerciale et diplomatique, mais la Chine n'a même pas le droit de se défendre contre l'empoisonnement sur son territoire. Ce qui est très juste c'est cette déclaration d'un député anglais à la Chambre des Communes à cette époque : « Cette guerre insulte le drapeau de la Grande-Bretagne. » Quoiqu'il en soit, cette guerre marque la fin de la Chine agricole. Les bouleversements économiques, politiques et sociaux en Extrême-Orient, commencent à cette date.

TITRE II

DE 1842 A NOS JOURS

Un professeur de la faculté de lettres de l'Université de Pékin, M. Liang Sou Ming dans son remarquable ouvrage, *La civilisation et les philosophies d'Orient et d'Occident*²⁸, a ainsi caractérisé les civilisations européenne, hindoue et chinoise, la civilisation européenne est caractérisée par l'activité qu'elle déploie pour avancer; la civilisation hindoue, par ses efforts pour reculer; la civilisation chinoise, par son application, à rester stationnaire.

Cela s'explique facilement, l'Europe est très peuplée, habitée par de nombreuses races qui doivent lutter pour vivre, c'est cette lutte qui est à la base de tous les progrès de l'humanité. Toutes les ambitions et tous les perfectionnements modernes trouvent en elle leur cause profonde, c'est à cause d'elle que la civilisation européenne déploie toute cette activité pour avancer. Aux Indes, la situation est tout à fait différente. Le pays est très riche, le climat favorise les cultures. Avec moins de travail, on peut obtenir de grands rendements. Le peuple est oisif, cela permet le développement de la philosophie bouddhiste qui est caractérisée par la maxime « Pas de lutte les uns avec les autres » et qui conduit à la tranquillité. »

La civilisation chinoise se place entre ces deux extrêmes. Economiquement, la Chine se suffit à elle-même ainsi que

28. Edition 1923. Commercial press Limiteds, Shanghai.

nous l'avons déjà indiqué. Les conquêtes étrangères que mentionnent quelquefois l'histoire de la Chine se sont toujours terminées par l'absorption des conquérants par la civilisation chinoise. Celle-ci ne cherche ni à avancer, hélas ! ni à reculer. Elle reste stationnaire.

Sans doute, beaucoup d'inventions scientifiques importantes sont l'œuvre des Chinois, les découvertes relatives à la boussole, à la fabrication du papier, à l'imprimerie, à la fabrication de la soie, à la poudre à canon, etc... Cependant, les Chinois n'ont pas continué leurs recherches scientifiques. « Comment peut-on inventer la boussole, se demande l'Européen, et ne pas songer à conduire au loin une flotte qui aille reconnaître et maîtriser les contrées au delà des mers ? Les mêmes qui inventent la poudre ne se font point de canons, ils la dissipent en artifices et en amusements de la nuit. La boussole, la poudre, l'imprimerie ont changé l'allure du monde. Les Chinois qui les ont trouvées ne s'aperçurent donc pas qu'ils tenaient les moyens de troubler indéfiniment le repos de la terre. Voilà qui est un scandale pour nous²⁹. » Les progrès des sciences dont on attribue le mérite à la civilisation européenne ne sont que la conséquence de la situation économique qui forçait à les réaliser.

Depuis la guerre de l'opium, la Chine ne peut plus rester stationnaire. Les traités inégaux, chaînes d'esclavage sont apparus à cette date et se sont multipliés depuis. La situation politique, économique et sociale en Chine est tout entière liée à ces traités. Aussi avant d'étudier l'agriculture, le commerce et l'industrie dans cette période, il nous faut analyser dans un chapitre préliminaire, l'intervention des puissances étrangères en Chine depuis la guerre de l'opium.

29. Paul Valéry, *Regard sur le monde actuel*.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

INTERVENTION DES PUISSANCES ETRANGERES EN CHINE

Vaincue dans la guerre de l'opium, la Chine a signé à Nankin un traité avec l'Angleterre, le 29 août 1842. Par ce traité, la Chine s'engageait en premier lieu à ouvrir cinq ports au commerce anglais : ce sont Canton, Amoy, Fou-Tchéou, Ming-Po et Shangai. La Chine ne doit pas, dit-on, fermer ses frontières, il est naturel de se prêter au commerce international. Cette affirmation semble exacte; mais les traités inégaux ne font pas qu'ouvrir les ports, les étrangers ont le droit d'y habiter et d'y faire le commerce et surtout ils sont libres d'acheter ou de louer le terrain pour construire leurs habitations ou autres établissements. Peu à peu, les ports sont devenus des concessions d'où l'autorité chinoise est exclue et qui constituent un véritable territoire sous l'autorité des puissances étrangères; bien plus, les Chinois qui y résident sont aussi soustraits à l'autorité chinoise. Les pouvoirs de police, militaire et judiciaire sont cédés aux étrangers. Par exemple, les usines qu'y établissent les étrangers ne sont soumises ni aux lois étrangères, ni aux lois chinoises. Les ouvriers qui y travaillent n'ont aucune garantie, on fait travailler

10. Wang Chin-Wei, *La Chine et les nations*. — Tchang Ting-Han, *Etude sur les traités inégaux*. — Sen Ho-Yu, ouvrage cité. — Chin Chao-Chi, ouvrage précité.

les mineurs depuis l'âge de cinq ou six ans, et la durée du travail atteint jusqu'à 14 ou 15 heures par jour. A la conférence internationale du Travail, à Genève en juin 1933, la délégation chinoise a proposé l'inspection du travail dans les usines des concessions en Chine. On a osé encore nous le refuser. Voilà les centres d'où les étrangers nous exploitent.

En second lieu la Chine cédait Hong-Kong à l'Angleterre. Cette île est maintenant le centre financier de ce pays en Extrême-Orient.

Par une troisième clause de ce même traité, la Chine devait verser 21.000.000 dollars mexicains à l'Angleterre à titre d'indemnité de guerre, et en compensation de l'opium saisi et brûlé. C'est la première fois que la Chine payait une indemnité aux étrangers. Ce ne devait pas être, hélas ! la dernière. Depuis cette époque les indemnités successives suffisaient seules à ruiner la Chine toute entière.

En quatrième lieu, enfin, la liberté de fixer les droits de douane était retiré à la Chine. Nous reviendrons sur ce point.

En 1843, un autre traité complémentaire avec l'Angleterre lui accordait encore d'autres privilèges. Le traité de Nankin, signé entre la Chine et l'Angleterre, ne contient pas de clauses intéressant les autres puissances. Le gouvernement Mandchou ignorant, craignant un conflit avec les autres puissances qui menaçaient la Chine, a signé avec elles d'autres traités, analogues à celui de Nankin. Le 3 juillet 1844, un traité de commerce est signé à Wanghia entre la Chine et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Il reproduit le traité de Nankin. La France signe aussi un traité avec la Chine le 24 octobre 1844 à Whampoa. Les clauses sont les mêmes que celles des traités avec l'Angleterre et les Etats-Unis; la Suède et Norvège obtiennent

aussi un traité le 20 mars 1847. La Belgique a profité d'une ordonnance l'autorisant à faire le commerce dans les mêmes conditions.

Mais tous ces traités ne suffisent pas aux Européens. Les Anglais surtout cherchaient partout un prétexte pour coloniser la Chine. Le 8 octobre 1856, un bateau chinois sous le pavillon anglais était arrêté à Canton par les autorités chinoises, pour s'être livré à des actes de piraterie. Le bateau était chinois, douze marins sur quatorze étaient Chinois. L'Angleterre prétendait que la Chine violait le traité complémentaire d'après lequel l'extradition serait réclamée pour tout malfaiteur chinois réfugié à bord d'un navire anglais. Cette fois-ci l'Angleterre n'est pas intervenue pour protéger la vente de l'opium, mais pour favoriser la piraterie. Pour ce motif, l'Angleterre engageait les hostilités.

En même temps un missionnaire français est assassiné à Kouang-Si, la France s'allie à l'Angleterre et attaque la Chine. Les troupes franco-anglaises envahissent Canton, le port de Ta-Kou et Tien-Tsin. Au mois d'octobre 1858 une convention est signée dans cette dernière ville. En septembre 1860, le traité complémentaire de Pékin la complète. Ces deux traités venaient aggraver la sujétion de la Chine. Elle cédait à l'Angleterre Kiou-Loon, en face de Hong-Kong, elle payait 8.000.000 de taels et elle ouvrait les ports Niu-Tsa, Tsi-Kui, Formose, Chou-Chaou, Tai-Sui, Chang-Chaou, Nankin, Tchen-Kiang, Kilan-Kiang, Hankeou et Tien-Tsin. Les concessions de Tien-Tsin, Hankéou et Shanghai étaient fixées. Tien-Tsin est la plus importante du nord de la Chine; Hankéou celle du centre; Schanghai celle du sud, mais ces trois villes sont désormais aux mains des étrangers. Le droit d'exterritorialité est définitivement établi. Le régime conventionnel des droits de douanes

devient de plus en plus défavorable à la Chine. Par un autre traité signé le 14 novembre 1860 à Pékin, la Chine cédait à la Russie les territoires situés entre l'Aussomi et la mer.

Tous ces traités contenaient la clause de la nation la plus favorisée par laquelle tous les avantages accordés par la Chine à une puissance quelconque profitaient à tous les états bénéficiaires. En ce qui concerne cette clause, il nous faut donner quelques précisions³¹. En général, un pays s'engage vis-à-vis de son contractant à le faire bénéficier, soit des avantages qu'il concéderait éventuellement à d'autres pays, soit de ceux qu'il a déjà consentis par des traités antérieurs. C'est cela que l'on appelle la clause de la nation la plus favorisée. Mais elle suppose un trait essentiel, c'est la réciprocité. Or, pour la Chine, il n'en est pas ainsi. C'est elle seule qui a l'obligation de remplir les devoirs de la clause de la nation la plus favorisée.

Aussi les traités de Nankin, de Tien-Tsin et de Pékin sont comme les trois chaînes, par lesquelles les puissances retiennent la Chine perpétuellement prisonnière. En même temps les puissances européennes prenaient trois pays vassaux de la Chine. La France prenait notre Annam, l'Angleterre notre Birmanie. C'est aussi la France et l'Angleterre qui faisaient prisonnier notre vassal le Siam; ce dernier pays a depuis recouvré sa liberté.

Au moment où les Européens et les Américains imposaient les traités inégaux à la Chine, le Japon, subissait le même sort que la Chine. Des traités analogues sont signés avec le Japon. Mais celui-ci est petit; d'une part, il lui est donc plus facile de se réorganiser; d'autre part, les Européens ont moins d'intérêt à mettre la main sur lui. Aussi le Japon a pu briser les chaînes de l'esclavage. Après

31. Chia Chi-Ji, *Le droit de douane et la souveraineté nationale*.

avoir reconquis son indépendance, le Japon n'essaie pas de réorganiser notre famille; mais au contraire il s'allie aux Européens pour malmener sa sœur, la Chine.

En 1871, la question de Formose fournit au Japon l'occasion d'entrer en conflit avec la Chine. Ensuite il prend le Royaume des îles Siou-Kiou. La question de Corée provoque, le 28 juin 1894, la guerre sino-japonaise. La Chine est vaincue; un traité est signé, le 17 avril 1875. La Chine perd son vassal la Corée, paie une indemnité de 200.000.000 dollars mexicains et cède au Japon la portion sud de la province de Feng-Tien avec des îles situées entre l'est de la baie de Liao-Toung et le nord de la mer jaune, Formose et le groupe des îles Pescadores. Après l'intervention de la Russie, le Japon rétrocédait à la Chine la partie sud de la province de Feng-Tien mais la Chine reversait en compensation 30 millions de taëls.

En novembre 1897, deux pasteurs allemands sont tués par les Chinois; l'Allemagne envoie sa flotte occuper Kiao-Tchéou. Le traité sino-allemand du 6 mars 1898 loue à bail Kiao-Tchéou à l'Allemagne pour 99 ans. La Russie loue également Port-Arthur et Daluy; c'est la cause de la guerre russo-japonaise : la Russie vaincue, doit céder à bail les deux ports au Japon. En 1898 la France demande à louer Kouang-Tchéou-Wau pour 99 ans, et l'Angleterre, à son tour, loue Wei-Han-Wei, ainsi que les quarante petites îles qui se trouvent près de Hong-Kong.

Jusqu'ici, la Chine doit s'incliner devant les impérialismes européen et américains. Le gouvernement Mandchou n'a plus de courage pour résister aux forces étrangères. Les difficultés financières et économiques réveillent la population et provoquent la guerre des Boxers. Depuis la dynastie Tsing il existait dans le peuple une société secrète appelée « I-Ho-Dau »; à l'origine elle était dirigée contre

la dynastie Tsing, et elle voulait rétablir la dynastie Ming. Lorsque les étrangers envahirent la Chine, le but de « I-Ho-Dau » changea. Elle prit comme devise nouvelle : « Contre les étrangers et leurs religions. » Le gouvernement Mandchou chercha à utiliser cette société, à faire entendre l'appel « aider la dynastie Tsing contre les étrangers. » L'appel de « I-Ho-Dau » est caractéristique, ses méthodes sont sans doute critiquables et ses forces assez faibles, mais il montre la réaction du peuple chinois, surtout des paysans. Il marque la naissance dans le peuple extrême-oriental du mouvement anti-impérialiste.

Quoi qu'il en soit, la Chine est vaincue une fois de plus ; les troupes internationales occupent Pékin, la capitale. Un protocole est signé le 1^{er} septembre 1901. La Chine paie 450.000.000 de taëls, le port de Ta-Kou est désormais supprimé, on établit à Pékin un quartier des légations, où la police est aux mains des étrangers qui peuvent y envoyer des forces militaires.

Après cette guerre, la Chine est complètement battue. Le gouvernement Mandchou ne fait qu'obéir aux puissances étrangères et celles-ci ne font qu'exploiter la Chine : importation des marchandises à bas prix, placement des capitaux, établissement des chemins de fer, création des compagnies de navigation, exploitation des mines, des forêts et des pêcheries, création d'usines, sont les formes principales de leur intervention. Au point de vue économique la Chine est entièrement soumise aux étrangers. Au point de vue politique, ceux-ci dominent le gouvernement Mandchou.

En 1911, les partisans de Sun Yat Sen ont renversé la dynastie Tsing et établi la République chinoise. C'était le triomphe des « trois principes du peuple » qu'il défen-

dait, nous reviendrons sur ce sujet dans la deuxième partie de cette étude. Au mois d'août 1912, la Grande-Bretagne a reconnu le nouveau gouvernement. Celui-ci en échange, s'engageait à respecter la quasi-indépendance du Thibet. Le militariste Yang-Chi-Kaï, qui voulait se jeter aux pieds des puissances pour établir la dictature, a donné les garanties demandées. En septembre de la même année, la Russie a aussi réclamé l'autonomie de la Mongolie.

Pendant la guerre mondiale de 1914-1918, la Chine ne manque pas de se ranger aux côtés des alliés. Le Japon, profitant de ce que les puissances européennes et américaines n'avaient pas le temps de s'occuper de l'Asie, fit ce qu'il put pour opprimer sa sœur. Le 18 janvier 1915, il demandait à la Chine d'accepter les fameux « vingt et un articles. » Le militariste Yuan Chi-Kaï en accepte une partie, mais le peuple chinois ne les a jamais approuvés.

La Conférence de la paix de Versailles, a méconnu tous les droits de la Chine et donné au Japon tous les privilèges qui étaient jadis accordés à l'Allemagne en Chine : c'est surtout la question de Chantoung. C'est pourquoi la Chine n'a pas signé ce traité de paix de Versailles. La Conférence de Washington réunie en 1922 a reconnu certains droits à la Chine.

Tel est le contrat d'esclavage de la Chine. Les Européens, les Américains et les Japonais ont employé la force des armes pour obtenir des privilèges et pour exploiter la Chine, nous n'en avons donné ici qu'un aperçu général et maintenant nous allons étudier l'agriculture, le commerce et l'industrie dans la Chine après cette intervention des puissances étrangères.

CHAPITRE PREMIER

AGRICULTURE

La Chine était essentiellement agricole dans les périodes précédentes ainsi que nous l'avons montré. La Chine est encore essentiellement agricole, dans cette période-ci. Nous verrons dans les chapitres suivants le développement du commerce et de l'industrie depuis que les puissances étrangères se sont établies en Extrême-Orient, mais la Chine reste agricole avant tout. D'après l'enquête du gouvernement national de Nankin en 1931, la population rurale forme 74,5 % de la population totale. Voici le détail de cette enquête par provinces³².

<i>Provinces</i>	<i>Nombre total de familles</i>	<i>Nombre de familles paysannes</i>	<i>Pourcentage</i>
Hai-Long-Kiang	624.468	489.921	78,5
Che-Ling	1.260.907	941.454	74,7
Foug-Tien	2.157.705	1.775.150	82,3
Jehol	547.473	437.232	79,9
Tchahar.....	394.067	309.190	78,4
Sin-Yan	367.452	249.727	68,0
Nien-Sia	76.059	57.159	71,3
Sin-Kiang	512.316	344.111	67,2
Kan-Son	1.075.880	793.160	73,7

32. Enquête du gouvernement national rapporté dans les statistiques du Comité central de la réorganisation en 1932.

<i>Provinces</i>	<i>Nombre total de familles</i>	<i>Nombre de familles paysannes</i>	<i>Pourcentage</i>
Shen-Si	1.896.926	1.384.579	73,0
Chan-Si	2.263.408	1.874.082	82,8
Hopei.....	4.938.695	4.223.704	85,5
Chan-Tong	6.659.858	5.918.289	88,9
Kiang-Sou.....	6.438.036	5.056.536	78,5
Ngan-Hoei	3.788.764	2.682.248	70,8
Honnan	6.029.066	5.061.700	84,0
Houpei	5.771.373	3.959.690	68,6
Se-Tchoan	7.263.538	4.975.252	68,5
Yun-Nan	1.947.021	1.383.924	71,1
Koei-Tcheou	1.769.023	1.193.488	67,5
Houan	5.587.680	3.899.715	70,4
Kiang-Si	4.942.249	3.292.310	66,5
Tché-Kiang.....	4.559.540	3.164.857	69,4
Fou-Kien	2.287.645	1.625.684	71,1
Canton	5.459.096	3.479.103	63,7
Total	78.568.245	58.569.181	74,5

Ainsi, dans toute la Chine, il y a au total 78.568.245 familles dont 58.569.181 familles paysannes, soit 74,5 %. Ici il faut préciser ce qu'on entend par famille paysanne. D'après des enquêtes officielles ou officieuses faites dans certaines sous-préfectures et publiées dans *The Schum Pao Year Book* en 1933, on peut dire que les familles paysannes comprennent en moyenne 5,70 membres. Nous y reviendrons.

Voici l'étendue des terres cultivées pour chaque province de la Chine moderne³³.

Hai-Long-Kiang.....	50.475	meu
Che-Ling	66.204	—
Fou-Tien	71.961	—
Jehol	17.546	—

33. Enquête du gouvernement national, rapporté dans la statistique du Comité central de la réorganisation en 1932.

Tchahar.....	16.839	meu
Sin-Yan	18.639	—
Nien-Sia	2.004	—
Sin-Kiang	13.692	—
Kan-Sou	23.510	—
Shen-Si	33.496	—
Chan-Si	60.560	—
Hopei.....	103.432	—
Chan-Tong	110.662	—
Kiang-Sou.....	91.669	
Ngan-Hoei	53.551	—
Honnan	112.981	—
Honpei.....	61.010	—
Se-Tchoan	96.272	—
Yun-Nan	27.125	—
Koei-Tcheou	23.000	—
Honan	45.612	—
Kiang-Si	41.630	—
Tché-Kiang.....	41.209	—
Fou-Kien.....	23.290	—
Canton.....	42.452	—
Total	1.248.781	meu

Ainsi la surface des terres cultivées s'élève dans toute la Chine à 1.248.781 « meu ». De tous ces chiffres, il résulte que la Chine est avant tout agricole. Mais quelle est la répartition des terres et quelle est la vie du peuple paysan dans la Chine actuelle?

Un tableau statistique de *The Schum Pao Year Book* donne le détail de la répartition des terres de la façon suivante :

34. Enquête du gouvernement national rapporté dans les statistiques du Comité central de la réorganisation.

<i>Provinces</i>	1 à 10 <i>meu</i>	10 à 30	30 à 50	50 à 100	<i>au-dessus de 100 meu</i>
Hai-Long-Kiang .	5,9 %	9,8 %	16,3 %	22,9 %	45,2 %
Che-Ling	7,6 %	16,7 %	27,4 %	22,5 %	25,8 %
Fou-Tien	19,9 %	21,3 %	23,8 %	20,6 %	14,8 %
Jehou	26,6 %	30,4 %	17,5 %	14,9 %	10,5 %
Tchahar	10,9 %	12,1 %	20,4 %	25,1 %	31,4 %
Sin-Jan	12,7 %	14,7 %	20,6 %	24,8 %	27,2 %
Sin-Kiang	35,1 %	33,8 %	15,0 %	11,2 %	4,4 %
Kan-Sou	33,8 %	24,9 %	18,9 %	14,4 %	8,0 %
Shen-Si	37,9 %	33,9 %	16,4 %	7,5 %	4,3 %
Chan-Si	23,6 %	24,2 %	22,2 %	20,7 %	9,3 %
Hopei	34,5 %	27,1 %	20,0 %	12,8 %	5,6 %
Chan-Tong	40,8 %	28,7 %	17,4 %	9,1 %	3,9 %
Kiang-San	51,0 %	28,5 %	12,5 %	5,9 %	2,1 %
Ngan-Hoei	36,3 %	32,4 %	14,1 %	10,4 %	6,9 %
Honnan	24,6 %	24,1 %	26,1 %	17,0 %	8,2 %
Houan	39,7 %	25,2 %	17,4 %	10,6 %	7,1 %
Kiang-Si	74,1 %	16,7 %	7,1 %	1,8 %	0,3 %
Tché-Kiang	53,3 %	30,6 %	11,0 %	4,0 %	0,9 %
Fou-Kien	53,7 %	71,3 %	11,0 %	3,5 %	0,5 %
Canton	53,1 %	24,5 %	14,1 %	6,2 %	2,1 %
Houpei	39,7 %	28,1 %	18,0 %	10,8 %	3,9 %
Total	42,7 %	26,4 %	16,0 %	9,7 %	5,5 %

Dans cette enquête il manque les chiffres de quelques provinces; mais ces résultats connus montrent bien qu'il n'y a pas de grande propriété en Chine. Les propriétés ayant de 1 à 10 « meu » forment presque la moitié du total, celles de 10 à « 30 meu » plus d'un quart, tandis que celles qui dépassent cent « meu » atteignent seulement 5,5 %; les propriétés au-dessous de 50 « meu » sont en train d'augmenter, au contraire celles au-dessus de cinquante « meu » sont en moins grand nombre. Les chiffres de la répartition des terres entre les familles paysannes entre 1917 et 1920 nous en donnent une preuve décisive, quoique les chiffres récents nous fas-

sent défaut. Voici le nombre des familles paysannes de 1917 à 1920 d'après la superficie de terrain cultivée par chacune³⁵.

Années	1 à 10	10 à 30	30 à 50	50 à 100	au-dessus de
	« meu »	« meu »	« meu »	« meu »	100 « meu »
1917	10.014.232	2.517.711	4.760.728	3.052.774	1.855.960
1918	9.820.772	7.088.667	4.506.783	2.770.266	1.514.617
1919	10.869.877	7.610.145	4.673.203	7.373.267	1.375.054
1920	110.387.275	7.758.652	4.716.276	2.951.564	1.402.048

Chose extrêmement frappante, si nous prenons les chiffres de 1917 comme base de cent, les familles paysannes exploitant de 1 à 10 « meu » représentent 103,7 en 1920; celles cultivant de 10 à 30 « meu », 309,4; de 30 « meu » à 50 « meu » 94,7; de 50 à 100 « meu », 95,5; au-dessus de cent « meu » le chiffre descend de 100 en 1917 à 75,5 en 1920.

Par conséquent, après l'étude de ces chiffres de la répartition de terres en Chine et des tendances constatées en ces dernières années notre conclusion est très nette et très précise; c'est qu'en Chine il n'y a pas de grands propriétaires. Le problème de la socialisation et de la nationalisation soulevé par les communistes est mal posé. Les grandes propriétés ne nuisent pas à l'économie rurale chinoise; c'est plutôt la trop grande division des terres qui lui est préjudiciable.

D'après diverses enquêtes, une famille paysanne de 5 à 6 personnes doit cultiver pour vivre 20 « meu » de blé ou 10 « meu » de riz; or, 42,7% des familles exploitent moins de 10 « meu ».

D'après l'enquête de l'Ecole Centrale du Kuomintang

35. Enquête du Comité agraire du gouvernement de Hankéou en 1927.

à Nankin³⁶, dans la province de Kiang-Sou les dépenses annuelles d'une famille paysanne de 5 membres sont les suivantes : nourriture, 180 dollars; vêtements, 20 dollars; loyers, 12 dollars; frais d'éducation des enfants, 10 dollars; frais de mariage et d'enterrements (en moyenne), 10 dollars; impôts, 6 dollars; et divers 20 dollars, au total 274 dollars par an. Mais les recettes d'une famille exploitant 10 « meu » de terrain sont les suivantes : Agriculture proprement dite, 140 dollars, légumes et élevage, 30 dollars, élevage du vers à soie, 24 dollars et autres professions accessoires, 40 dollars. Au total, 234 dollars. Nous voyons que dans une famille cultivant 10 « meu » les recettes ne peuvent compenser les dépenses. Chaque année elles doivent faire normalement 40 dollars de dettes. Chez ceux qui cultivent moins de 10 « meu » les dettes sont énormes. Aussi en Chine le danger n'est pas dans la grande propriété, mais dans la trop grande division de la propriété. Cette situation des paysans s'explique par une seule raison, raison juridique : Le droit Chinois, depuis des siècles, connaît le partage égal entre le fils du *de cujus*. La terre de famille, qu'elle soit grande ou petite, est toujours partagée de cette façon, car traditionnellement le peuple chinois vit de l'agriculture.

L'étude du régime agraire pose une autre question importante : parmi les paysans quelles sont les proportions respectives de propriétaires et de fermiers ?

Ici, les statistiques récentes nous manquent. D'après les statistiques du ministère de l'Agriculture et du commerce en 1917, les familles de propriétaires exploitant leurs terres, et elles seules (propriétaires exclusifs) atteignaient 24.587.585; les familles des paysans propriétaires exploi-

36. Mouvement des paysans, publié par cette école, t. I.

tant en outre des terres qu'ils louent (propriétaires et fermiers) 10.494.722; les fermiers exclusifs 13.825.546. Le total des familles paysannes étant de 48.907.857, les premiers représentent 50 %; les deuxièmes 22 %; les troisièmes 28 % du total³⁷.

Les mêmes statistiques en 1918 donnent des résultats analogues. Les familles des propriétaires exclusifs s'élèvent à 23.381.200; les familles des propriétaires et fermiers à 9.246.845; les fermiers exclusifs à 11.307.433. Au total : 43.935.478. Les premiers représentent 53 %; les deuxièmes 21 %; les troisièmes 26 %. Ces deux chiffres de 1917 et 1918 font apparaître une grande différence entre eux, puisque l'un donne au total 48.907.853, l'autre 43.935.478. Cette différence est difficile à expliquer, c'est peut-être que les services des statistiques ne sont pas parfaits. Sous ces réserves, elles montrent bien l'aspect réel et profond du problème agraire pour les paysans chinois.

A noter que *The China year book* publié par le Japon donne les mêmes résultats. D'après celui-ci, en 1913, les propriétaires exclusifs forment 51 % de la population rurale; les propriétaires et fermiers 21 %; les fermiers exclusifs 26 %; en 1919, les premiers atteignent 49 %; les deuxièmes 19 %; les troisièmes 32 %. La différence des chiffres montre la probabilité, non les chiffres absolus.

Il est vrai que les terres affermées appartiennent tantôt à des paysans qui ne cultivent pas eux-mêmes la totalité de leurs biens fonciers, tantôt à des non-paysans. Et ceci montre que la répartition foncière laisse place à des propriétaires « capitalistes ». Mais l'importance de ces propriétés et le nombre de ces propriétaires non exploi-

7. Cité dans l'*Annuaire des statistiques*, n° 1, partie agricole.

tants qui correspondent à la fraction des terres mises en fermage, soit 32 % de fermage, et une partie des 29 % de « propriétaires et fermiers » ne nous sont pas exactement révélés par les statistiques.

Maintenant il faut étudier les prix de la terre en Chine; la question est des plus difficile et des moins précises. Ce n'est pas que les chiffres nous manquent totalement, mais il y a de grandes différences suivant les provinces, les sous-préfectures, la fertilité du sol, l'emplacement du terrain. Par exemple d'après l'enquête du gouvernement national de Nankin dans la province Kiang-Sou³⁸ il y a des terres qui valent 120 dollars le « meu »; et d'autres 8 dollars le « meu ». De même à Tché-Kiang, les prix varient de 130 dollars le « meu » à 4,3 dollars. Il est impossible d'entrer dans le détail, mais ce que nous pouvons affirmer, d'après la même source, c'est l'augmentation du prix du sol au cours de ces dernières années. Des guerres civiles dans toute la Chine, le communisme dans certaines provinces, la concurrence étrangère rendant impossible le développement du commerce et de l'industrie nationale ont pour conséquences que les capitaux refluent dans l'économie rurale pour acheter la terre; cela fait augmenter énormément le prix de la terre en Chine. Dans la Mandchourie par exemple, le prix du sol a augmenté de 60 % depuis 30 ans. Dans Houpei de 100 %. A Canton, de 1916 à 1926, le prix du sol a augmenté de 63 %. D'une façon générale dans toute la Chine de 1864 à 1914, le prix du sol a augmenté de 200 %; de 1914 à 1923, il a augmenté de 150 %. Cette augmentation de prix rend plus difficile l'acquisition de la terre par les paysans.

38. Cité dans *The Sun Pao Year Book* en 1933, partie rurale, pp. 36-40.

Mais le malaise de l'économie rurale paraît insurmontable, il se manifeste dans la diminution du nombre des familles paysannes, dans la diminution des terres cultivées et dans l'augmentation des terres abandonnées. D'après une enquête du ministère de l'Agriculture, en quatre ans (1922-1926)³⁹ en Chine on constate une diminution de 15.460.000 familles paysannes, une diminution de 163.870.000 « meu » de terres cultivées. Notons que, d'après l'enquête d'un professeur de l'Université centrale de Nankin, M. Toug, il y a déjà en 1917, 264.000.000 « meu » de terre cultivable abandonnée, ce malaise apparaît encore dans la balance du commerce par l'importation de produits alimentaires depuis tant d'années; il est tout à fait étonnant de voir, dans un pays, avant tout, agricole, une importation aussi importante d'aliments. En 1931, par exemple, l'importation du riz dépasse 710.943.000 kilogrammes, l'importation d'avoine dépasse 1.464.868.000 kilogrammes, celle du blé dépasse 316.140.000 kilogrammes.

Mais ce malaise s'explique facilement :

1° Il y a trop de petits paysans ainsi que nous avons expliqué. L'impossibilité où ils se trouvent de pouvoir couvrir leurs frais les force à abandonner leurs terres;

2° Les méthodes de la culture scientifique leur manquent, les paysans gardant presque complètement les vieilles méthodes pour cultiver la terre. Contre les méthodes scientifiques de l'étranger ils ne peuvent lutter;

3° Les guerres civiles depuis tant d'années ont ruiné le pays et les finances publiques. Hélas! ce sont les paysans chinois qui sont innocents et qui en supportent les conséquences fâcheuses; les impôts surtout. Il y a sept sortes

9. Cité dans le *Mouvement des paysans*, précité.

d'impôts pour les paysans, sans compter encore l'impôt de répartition extraordinaire. Dans certaines provinces les militaristes prélèvent les impôts jusqu'à cinq ou six ans d'avance. Quelle situation lamentable est celle des pauvres paysans chinois !

4° Enfin les marchands occidentaux nous envoient chaque année une quantité formidable de marchandises à bas prix. L'excédent d'importation atteignait en 1931 524.013.669 taëls. Nous reviendrons sur ce sujet. Cet excédent d'importation entraîne la faillite de toutes les professions accessoires des paysans chinois (tissage, filature, moulin, huile, etc...). D'autre part, le niveau de la vie s'élève suivant le même pas que la civilisation matérielle qui importe en Chine. Le prix s'élève, le pouvoir d'achat des paysans baisse.

Pour ces quatre raisons, la Chine agricole est ruinée. Pour reconstituer l'économie rurale, il s'agit de prévenir le développement de grandes propriétés dans l'avenir. Il faut améliorer et arranger les petites propriétés existantes, non pas appliquer le communisme par violence.

Il faut supprimer certains impôts; développer l'éducation des masses rurales et introduire les méthodes scientifiques de culture, sélection des semences, sélection dans l'élevage (chevaux, bœufs, poulets, moutons), développement des coopératives de production et de consommation, surtout des coopératives de crédit pour abaisser le taux de l'intérêt qui est exagéré; canaliser des grands fleuves pour éviter les inondations, développer et protéger les bois et les forêts.

Avant tout, la stabilité politique assurerait le développement et la protégerait contre l'invasion mercantile des puissances étrangères.

CHAPITRE II

COMMERCE

Le commerce et l'industrie dans la Chine contemporaine sont étroitement liés avec le problème des traités négaux. Les puissances étrangères, en concluant les traités inégaux se sont d'abord efforcées de se faire ouvrir des ports, afin d'obtenir des débouchés pour écouler leurs produits, dont elles inondent la Chine. A côté de l'importation des marchandises, il y a aussi l'importation des capitaux étrangers qui envahissent également la Chine, et pour faciliter l'un et l'autre, en même temps pour mieux ramasser les matières premières, les puissances ont mis la main sur nos voies de communication. Aussi étudierons-nous successivement les ports, le marché des capitaux, les voies de communication.

§ 1. — *Les ports et le marché des marchandises.*

Etudier les ports, c'est en d'autres termes étudier les débouchés. Un des caractères du régime capitaliste est de produire sans tenir compte de la consommation, c'est l'anarchie du capitalisme. Il produit de plus en plus. Aussi ces dangers sont de plus en plus redoutables. Le seul moyen d'y porter remède est de rechercher des débouchés pour écouler la surproduction. L'immense territoire et la nombreuse population de la Chine font que ce pays offre les

meilleurs débouchés. Après avoir analysé les différentes variétés des ports chinois, nous verrons par quels procédés économiques les étrangers ont exploité la Chine : c'est le problème des droits de douane en Chine.

1. *Les différentes sortes de ports en Chine et leurs caractères spéciaux.*

Il y a trois sortes de ports en Chine : les ports généraux, les concessions spéciales, et les concessions internationales. Nous les étudierons successivement⁴⁰.

A. Les ports généraux.

Voici tout d'abord la liste de ces ports.

<i>Noms</i>		<i>Date et motif d'ouverture</i>	<i>Pays ayant ouvert le port</i>
Pékin (sud)	1903	Traité de commerce et de navigation sino-japonaise	Japon
Tien-Tsin	1860	Traité additionnaire sino-japonais et sino-anglais	France et Angleterre
Tsin-Hwang-Tao	1898		Chine
Tche-Fong	1914		Chine
Chang Chan Kou	1914		Chine
Tao Lin Pein	1914		Chine
Koei-Faw	1914		Chine
Yen-Té	1858	Traité supplémentaire sino-français et sino-anglais	France et Angleterre
Tsi-Nan	1904		Chine
Wei-Sian	1904		Chine
Chou-Chen	1904		Chine
Long-Kou	1914		Chine
Chi-Yin	1921		Chine
Tchean-Tcheou	1922		Chine
Shanghai	1842	Traité de Nankin	Angleterre

40. Chi Hu-Fou, *La Chine sous le joug des impérialistes*, pp. 109-188.

<i>Nom</i>		<i>Date et motif d'ouverture</i>	<i>Payant ayant ouvert le port</i>
Tchen-Kiang	1858	Traité additionnel sino-anglais	Angleterre
Wou-Sou	1880	Traité sino-allemand	Allemagne
Sou-Tcheou.....	1895	Traité sino-japonais	Japon
Hai-Tcheou.....	1905		Chine
Nankin	1858	Traité sino-anglais	Angleterre
Pou-Kon	1911		Chine
Ngan-King	1902	Revision du traité sino-anglais	Angleterre
Ou-Wou	1876	Traité sino-anglais	Angleterre
Kieou-Kiang.....	1858	Traité additionnel sino-anglais	Angleterre
Hankéou	1858	Traité additionnel sino-anglais ...	Angleterre
Shan-Tsi	1895	Traité sino-japonais	Japon
Tsi-Chang	1876	Traité sino-anglais	Angleterre
Ou-Chang	1900		Chine
Yo-Tcheou	1898		Chine
Tchang-Sho	1902	Traité de commerce sino-anglais	Angleterre
Siang-Tan	1905		Chine
Chang-Tsé	1905		Chine
Tchang-Kiang ...	1876	Traité sino-anglais	Angleterre
Wan-Sian	1902	Traité sino-anglais	Angleterre
Wen-Tchéou	1876	Traité sino-anglais	Angleterre
Houtcheou	1895	Traité sino-japonais	Japon
Ing-P ^h	1842	Traité sino-anglais	Angleterre
Fou-Tcheou	1842	Traité sino-anglais	Angleterre
Amoy.....	1842	Traité sino-anglais	Angleterre
San-Too-Ha	1898		Chine
Ko-San-Yu	1902		Chine
Canton.....	1842	Traité sino-anglais	Angleterre
Shan-Dai	1898	Traité sino-français	France
Tchen-Tchéou ...	1898	Traité sino-français et sino-anglais	France et Angleterre
Pei-H ^{ai}	1876	Traité sino-anglais	Angleterre
Sin-Shinn	1897	Traité sino-anglais	Angleterre
Hoei-Tchéou	1902	Traité de commerce sino-anglais	Angleterre
Kiang-Mou	1902	Traité de commerce sino-anglais	Angleterre
Sien-Tchéou	1909		Chine
Kung-y-Pou	1911		Chine
Sang-Tchéou.....	1887	Traité sino-français	France
Ou-Tchéou	1897	Traité sino-anglais	Angleterre

<u>Nom</u>	<u>Date et motif d'ouverture</u>		<u>Pays ayant ouvert le port</u>
Nan-Ning	1898		Chine
Mong-Se	1887	Traité sino-français	France
Ho-Kou	1895	Traité sino-français	France
Se-mao	1895	Traité sino-français	France
Ten-Yan	1897	Traité sino-anglais	Angleterre
Yun-Nan	1895		Chine
Yun-Kou	1858	Traité sino-anglais	Angleterre
Fou-lie	1903	Traité sino-américain	Etats-Unis
Nyan-Tong	1903	Traité sino-américain	Etats-Unis
Ta-Tou-Kin	1903	Traité sino-japonais	Japon
Fou-Woug	1905	—	Japon
Liang-Jung	1905	—	Japon
Sin-ming	1905	—	Japon
Tei-Niang	1905	—	Japon
Tou-Tsi-Kiang ..	1905	—	Japon
Koo-Ming	1905	—	Japon
Kia-Koo-Ka	1881	Traité sino-russe	Russie
Wou-Lou-Tao	1908	—	Chine
Tia-Nan	1914	—	Chine
Kin-Tchéou	1915	—	Chine
Che-Ling-Fou ..	1905	Traité sino-japonais	Japon
Chang-Then	1905	—	Japon
Harlim	1905	—	Japon
Ning-Koo-Ta	1905	—	Japon
Tchen-Wei	1905	—	Japon
San-Sin	1905	—	Japon
Shu-Tsi-Ta	1909	Traité sino-japonais concernant les frontières sino-Corée	Japon
Long-Kin-Tsin ..	1909	—	Japon
Té-Tas-Ken	1909	—	Japon
Pei-Sen-Ken	1909	—	Japon
Tsi-Tsi-Hor	1905	Traité sino-japonais	Japon
Kon-Ling	1905	—	Japon
Hai-Wei	1905	—	Japon
Moncholie	1905	—	Japon
Hachechor	1860	Traité sino-russe	Russie
S-Li	1827	—	Russie
Ta-Chang	1827	—	Russie
Ou-Lou-mo-Tsin ..	1827	—	Russie

<i>Nom</i>	<i>Date et motif d'ouverture</i>	<i>Payant ayant ouvert le port</i>
Tin-San-Nan-Pei .	1827 —	Russie
Hakado	1827 —	Russie
Kou-Lin	1827 —	Russie
Diverses tribus de		
Mogolie	1881 —	Russie
An-Tong	1893 Traité sino-anglais	Angleterre
Kiang-Tsi	1906 Traité sino-anglais	Angleterre
Hatak	1906 —	Angleterre

D'après cette longue citation, il y a donc 97 ports généraux en Chine. Si nous observons leur répartition entre les provinces de la Chine, nous voyons que Fou-Kien est celle qui comporte le plus de ports : treize; Kiring qui vient au deuxième rang en a onze; Canton, neuf. Les provinces Kiang-Si, Honan et Kan-San qui en ont le moins possèdent chacune un port. Celles de Kung-Cheou, Shen-Si et Tien-Haï n'en comptent aucun.

A un autre point de vue, il est intéressant de constater que les ports ouverts par la Chine elle-même sont au nombre de vingt-sept, tandis que ceux qui ont été créés par les étrangers atteignent le total de soixante-dix. L'Angleterre vient au premier rang avec vingt-huit; la seconde place revient au Japon avec vingt-quatre. Il est essentiel de remarquer que les ports ouverts par la Chine sont sous l'autorité chinoise, alors que ceux qui ont été créés par les traités dépendent uniquement des étrangers; le droit politique et administratif de la Chine voit son champ d'application réduit du fait de l'ouverture des ports par les traités, c'est là une des caractéristiques du régime des ports chinois.

Les étrangers ont le droit d'y établir des écoles. Et en fait le ministre de l'Instruction publique chinois n'a pas à

intervenir. D'une manière générale, les écoles étrangères en Chine ont tué l'esprit des jeunes Chinois. La situation est toute différente lorsqu'un étudiant chinois vient faire ses études approfondies en Europe ou en Amérique, parce que son esprit a déjà une certaine stabilité dans les connaissances nationales. Cette question des écoles étrangères en Chine a fait l'objet de revendications de la part de l'élite chinoise en ces dernières années.

Les étrangers avaient organisé la poste dans les ports, quoique le gouvernement chinois ne l'ait jamais autorisé, même pas en vertu d'un traité, c'est la conférence de Washington qui a aboli ce privilège. Les compagnies de télégraphe ont été réglementées par les traités. La Chine n'a pas le droit d'intervenir; les étrangers sont libres d'établir la T. S. F., mais là encore la conférence de Washington a limité un peu ce privilège des étrangers, racheté ces établissements par la Chine.

Le gouvernement chinois exerce la police dans ces ports sur ses nationaux, mais rien de plus, en vertu du droit d'extériorité, la police n'a aucun droit sur les étrangers, au moins sans l'autorisation des consuls. Le pouvoir judiciaire est aussi limité par les traités. Les procès entre Chinois sont déférés aux tribunaux chinois, mais les procès entre étrangers leur sont enlevés. La Chine a perdu complètement la compétence territoriale. Enfin, les procès entre les Chinois et les étrangers ne relèvent pas toujours des tribunaux chinois. Si le demandeur est chinois, il doit porter l'instance devant le consul du défendeur, si le demandeur est étranger, l'affaire est portée en principe, devant le tribunal chinois. Et encore d'après l'article 17 du traité sino-anglais de 1842 y a-t-il des exceptions dans ce dernier cas.

Ainsi, plus les ports sont ouverts par les traités, plus la souveraineté chinoise est réduite. Les étrangers cherchent à tout prix à favoriser leur politique mercantile. Mais les concessions sont encore plus redoutables.

B. Les concessions spéciales.

La liste de ces concessions nous est fournie par le tableau suivant qui indique, en outre, leur date d'ouverture et les pays bénéficiaires.

<i>Noms.</i>	<i>Date d'ouverture.</i>	<i>Pays bénéficiaires</i>
Tien-Tsin.	1861	Japon.
—	1861	Angleterre.
—	1861	France
—	1861	Allemagne
—	1861	Russie
—	1861	Belgique
—	1861	Italie
—	1861	Autriche
Tchen-Kiang.	1861	Angleterre
Ou-Kou	1879	Angleterre
Shanghai	1849	France
Hankéou	1862	Angleterre
—	1862	Russie
—	1862	France
—	1862	Allemagne
—	1862	Japon
San-Tcheou.	1896	Japon
—	1896	Angleterre
Han-Tchéou	1896	Japon
—	1896	Angleterre

<i>Nom</i>	<i>Date d'ouverture</i>	<i>Pays bénéficiaires</i>
Changsha.....	1896	Japon
Shan-Tsi	1861	Japon
Fan-Tchéou	1861	Angleterre
Amoy.....	1899	Etats-Unis
—	1859	Angleterre
—	1859	France
Canton (San-mei)	1859	Angleterre
—	1859	France

C'est toujours l'Angleterre et le Japon qui sont au premier rang. Dans ces concessions spéciales, la Chine n'a aucun pouvoir politique, ni administratif. Les étrangers même chinois qui y habitent sont sous l'autorité étrangère. Les tribunaux chinois sont complètement écartés même si le défendeur est Chinois, il doit avoir recours au consul étranger. Pour connaître d'une affaire civile ou criminelle concernant les Chinois ou les étrangers qui habitent dans une concession, l'autorité judiciaire chinoise doit être autorisée par l'autorité de la concession. Le gouvernement chinois n'a pas le droit de percevoir les impôts dans la concession; celle-ci les perçoit à son compte c'est le cas de la patente.

Ainsi les concessions, dit-on, sont des territoires étrangers dans la Chine intérieure. Cette remarque ne suffit pas à expliquer la véritable situation. Il y a plus : les concessions protègent tous les agitateurs politiques, brigands et escrocs de la Chine. Ceux-ci se réfugient dans les concessions. C'est de là qu'ils dirigent toutes les guerres civiles.

C. Les concessions internationales.

Il y a deux concessions internationales en Chine, Shanghai et Amoy. La première a été établie en 1869; la seconde en 1902, ces concessions relèvent en principe, de la souveraineté chinoise, mais celle-ci reçoit aussi de grandes limitations. Les tribunaux chinois sont compétents *ratione personæ* quant à nos nationaux et aux étrangers sans traités, mais le tribunal mixte à Annoy est au mains des consuls étrangers et échappe à la souveraineté chinoise, tandis que celui de Shanghai qui était dans une situation analogue est retourné à la Chine en 1931

La Chine a le droit d'établir des impôts dans les concessions internationales; mais à Shanghai, c'est l'autorité des concessions qui perçoit l'impôt au nom de la Chine et partage avec elle par moitié. Tous les autres droits ont été enlevés à la Chine.

Voilà les trois sortes de ports en Chine. Ces ports sont les centres où habitent les étrangers qui échappent à tout contrôle de la Chine en l'exploitant. Leurs forces militaires et leurs polices armées sont restées au mépris de tous les droits. Rien n'est plus fâcheux pour le pays, mais ces privilèges politiques ne leur suffisent pas pour exploiter la Chine; ils ajoutent les privilèges économiques suivants.

II. Etudes des droits de douane en Chine.

Les privilèges politiques des étrangers consistent dans le droit d'ouvrir des ports en Chine, mais dans la crainte que les Chinois ne cherchent à se défendre, les puissances étrangères les ont mis dans l'impossibilité d'améliorer leur situation par la limitation des droits de douanes. Le droit de douane joue un double rôle dans l'économie nationale.

D'une part, c'est un moyen d'enrichir le trésor national; d'autre part, c'est une arme pour défendre les industries et les commerces nationaux. D'abord, c'est un moyen d'enrichir le trésor, nous voyons que dans le budget de la plupart des pays le produit des droits de douane constitue la source de recettes la plus importante; on a compté que les droits de douane atteignent souvent 40 % des recettes totales pour les pays européens et américains, tandis que le droit de douane ne fournissait que 7 % environ des ressources totales de la Chine avant 1931.

Ensuite et cela est encore plus important, les droits de douane sont très utiles pour protéger l'économie nationale et pour assurer la vie du pays. Depuis la révolution industrielle anglaise l'industrialisation et la commercialisation mènent fatalement à une lutte dans laquelle le plus fort mange le plus faible : celui-ci a pour se défendre une seule arme : le droit de douane. Chaque pays dresse le long de ses frontières cette grande Muraille. Elle permet de développer l'économie nationale, en un mot de lutter contre l'invasion économique étrangère. Sans doute, nous ne sommes pas partisans du protectionnisme à outrance pour défier tous les autres pays et pour vivre comme dans un puits économique, mais les autres sont armés jusqu'aux dents, pourquoi devrions-nous être désarmés ?

Le principe du droit de douane est simple : on établit des droits élevés sur les marchandises importées. Toutefois il y a lieu de distinguer entre les matières premières et les produits fabriqués. On ne fait pas payer le droit de douane sur les premières, quelquefois même, on donne des primes aux importateurs. Au contraire, on ne veut pas que les produits fabriqués viennent concurrencer les produits nationaux aussi on élève les droits de douane, quelquefois jus-

qu'à les rendre prohibitifs. On ne met pas en principe de droits à l'exportation, sauf pour les produits de monopole.

Si nous analysons plus en détail l'organisation de la technique douanière nous constatons que les tarifs sont établis suivant trois systèmes, savoir : 1° le tarif général appelé encore l'autonomie douanière ou tarif autonome; 2° tarif conventionnel; 3° double tarif autonome.

Le tarif général répond à la politique du protectionnisme systématique. Les droits sont plus ou moins élevés, mais les marchandises doivent y être soumises quelle que soit leur provenance. Le tarif conventionnel part d'un tarif général protecteur. Le traité consacre un régime spécial y dérogeant; on vise à ne protéger les produits nationaux que sous réserves d'avantages réciproques. Avant la guerre les traités étaient conclus pour dix ou quinze ans, avec dénonciation par préavis de six mois. Lequel du tarif général ou du tarif conventionnel faut-il préférer? A celui-ci les protectionnistes reprochent d'être une forme de libre échange inavouée, à quoi on peut répondre que quand il y a tarif général on peut bien concevoir qu'on applique un tarif très bas, voisin du libre échange, mais, à un autre point de vue, le tarif général ne tient pas compte des conditions particulières. Le tarif conventionnel est plus souple. Tel pays obtiendra des tarifs plus favorables, s'il accorde lui-même des avantages; certains pays mettent un tarif général type, mais visent à conclure des négociations écartant le tarif général.

Mais il peut y avoir un régime intermédiaire entre le tarif autonome et le tarif conventionnel : c'est le régime actuel français : le double tarif autonome. Dans ce système on fixe un tarif maximum. Celui-là s'applique au pays accordant des avantages aux exportateurs nationaux, on peut,

d'ailleurs, n'accorder qu'une partie des réductions qu'impliquent le tarif minimum, mais on ne peut négocier ni au-dessous, ni entre les deux tarifs. Le tarif maximum s'applique quand il n'y a pas de convention, grâce à ce système, le pays reste maître de ses tarifs.

Ayant ainsi rappelé ces quelques notions de techniques douanières dans les Etats modernes, il nous est facile d'expliquer quelle est la situation en Chine. Comment la Chine a-t-elle perdu la liberté d'établir les droits de douane ? Quelles en sont les conséquences ?

A. Comment la Chine a-t-elle perdu la liberté d'établir les droits de douane ?

Nous avons déjà expliqué pourquoi la Chine ne connaissait guère le commerce international avant la guerre de l'opium, c'est de cette guerre que datent les véritables relations commerciales de la Chine avec les pays étrangers. C'est depuis cette époque aussi que la Chine a perdu la liberté de fixer et de contrôler les droits de douane. Cela tient à deux causes : D'une part l'inaction du gouvernement mandchou qui, voyant la Grande Muraille insuffisante, ne voulait pas adopter de nouveaux moyens de défense. D'autre part, les traités d'échanges que les puissances nous ont imposés depuis la guerre de l'opium. Aussi la Chine a perdu la liberté de fixer les droits de douane et de les contrôler.

Reprenons successivement ces deux idées.

1° La fixation des droits de douane en Chine.

La première limitation à la faculté de fixer librement des droits de douane, apparaît dans les traités sino-anglais du 9 août 1842 (dit traité de Nankin), mais ce traité dispose

simplement que les droits de douane en Chine seront fixés par les deux parties avec la justice qui convient, c'est le point de départ du régime actuel; un peu plus tard, au mois de juillet 1843, le traité supplémentaire sino-anglais réglait définitivement la situation. D'après ce dernier traité, la Chine ne doit percevoir qu'un droit de 5 % *ad valorem* sur les marchandises importées, c'est depuis ce traité que la Chine a perdu la liberté de fixer les droits de douane, devenus conventionnels. Remarquons que ce régime conventionnel n'accordait aucun avantage à la Chine qui en subissait tous les inconvénients, puisqu'il n'y avait pas de réciprocité. Au contraire, le régime conventionnel des tarifs suppose en principe, la réciprocité, comme c'était le cas pour le régime conventionnel appliqué en France entre 1860 et 1892 et en Europe centrale et septentrionale avant la guerre.

Ce n'était pas tout : l'article 27 du traité d'octobre 1858 (dit traité de Tien-Tsin) aggravait encore la situation. Les tarifs des droits de douane (limitée à 5 % *ad valorem*) étaient établis pour dix ans. Six mois avant l'expiration de la période de dix ans, la Chine avait le droit de demander la révision des tarifs. Faute de formuler cette demande avant six mois, il fallait maintenir les anciens tarifs pour une nouvelle période de dix ans. Pratiquement ce régime ne pouvait prendre fin. La Chine ne pouvait pas obtenir la révision tous les dix ans, parce que le traité exigeait l'accord unanime de toutes les puissances. Ainsi, en 1912, la Chine a demandé la révision des tarifs, le consentement unanime n'a pu être obtenu. Depuis le traité de Tien-Tsin, il n'y a eu que deux révisions. La Chine ne peut demander la révision de ces tarifs que tous les dix ans, et même elle ne peut obtenir cette révision à chaque fois; or nous savons combien

les prix varient durant cette période; on a compté qu'en Chine les prix du riz et de la viande avaient augmenté de 60 % pendant chaque période. De 1924 à 1925 la vie en Chine a augmenté de 30 %, ainsi le droit de douane n'est, en fait que de 2 ou 3 % *ad valorem*. Encore le traité de Nankin dit-il expressément que « le régime est perpétuel », c'est-à-dire que la Chine restera à jamais esclave.

Nous savons qu'il existait en Chine des douanes intérieures très défectueuses, c'est le « Likin » qui consistait à frapper d'un droit les marchandises chaque fois qu'elles entraient dans une province ou une sous-préfecture. En Allemagne une situation analogue existait, c'est Bismarck qui l'a supprimée. Cependant le traité de Tien-Tsin stipulait que « les marchandises étrangères importées en Chine payant au total 7,5 % *ad valorem* seraient exemptées des « Likins ». Ainsi chaque fois qu'une marchandise étrangère payait 2,5 % *ad valorem* de plus que le droit de douane, elle pouvait circuler partout dans la Chine sans autres impôts, tandis que les marchandises nationales devaient acquitter les « Likins ». Certes le « Likin » était un système défectueux. Depuis longtemps, l'opinion publique réclamait sa suppression. Le gouvernement national de Nankin a fini par l'abolir en 1931, mais tant que le « Likin » a existé, les produits nationaux ne pouvaient même pas entrer en concurrence avec les marchandises étrangères. A cela on peut objecter que les nations étrangères ne sont pas responsables du « Likin ». Sans doute puisque le gouvernement chinois était libre de l'abolir, mais, en fait le « Likin » pour défectueux qu'il fût était d'autant plus difficile à supprimer que les droits sur les marchandises étrangères ne pouvaient pas être relevés. La Chine devait demander à

ses douanes intérieures, les ressources qu'elle ne pouvait pas obtenir de sa douane « extérieure ».

Ajoutons encore qu'aux termes de l'article 27 du traité sino-français, du 24 octobre 1844 la Chine ne peut établir de monopole sur une marchandise faisant l'objet d'importation étrangère. Nous voyons combien est réduite la souveraineté nationale de la Chine.

2. *Le contrôle des droits de douane en Chine*⁴¹.

Le 7 septembre 1853, au cours d'une révolte à Shanghai, le contrôleur chinois des droits de douane s'enfuit. Les consuls étrangers en profitèrent pour contrôler notre douane à Shanghai. La Chine revendiqua son droit à plusieurs reprises, mais en vain. D'abord les consuls de France, des Etats-Unis et d'Angleterre perçurent les droits de douane pour le compte de la Chine. Peu à peu la France a perdu ce droit, les Etats-Unis également ; le droit de douane de la Chine est tombé complètement aux mains des Anglais. Tout d'abord, c'est seulement à Shanghai que le consul anglais perçut le droit de douane à la place de la Chine, mais l'article 10 du traité de Tien-Tsin stipule que tous les ports de la Chine doivent imiter les Anglais à percevoir les droits de douane, pour le compte de la Chine. Il en résulte que chaque fois que la Chine ouvrait un port, un agent des douanes anglais était nommé.

Tout ce que nous avons dit a trait à la perte des droits de douane maritime de la Chine. Il faut tenir compte aussi des droits de douane terrestre. Ils sont aussi importants, parce que la Chine a des relations commerciales par voie de terre avec le Japon en Mandchourie avec la Russie en Mandchourie également et en Mongolie, avec la France et l'An-

41. Chia Chi-y, ouvrage précité.

gleterre dans le Thibet, le Yunnan et Kaong-Si. Depuis la révolution soviétique, le traité de Pékin de 1924 abolit tous les traités inégaux signés avec l'ancienne Russie, mais l'intérêt historique de la question reste aussi grand. Aussi indiquons brièvement les clauses de ces anciens traités⁴².

1° Les marchandises russes étaient importées sans impôt en Mongolie et dans le Turkestan;

2° A Tien-Tsin et à Chanchu elles bénéficiaient d'une réduction des impôts d'un tiers;

3° Il en était de même de celles importées par le chemin de fer de l'Est chinois;

4° Les marchandises russes étaient introduites dans la Manchourie nord sans réduction, c'est-à-dire payaient 5 % *ad valorem*.

Les marchandises japonaises en Mandchourie sud ont la même réduction que les marchandises russes amenées par le chemin de fer de l'Est chinois, c'est-à-dire d'un tiers.

Au sud de la Chine, la France et l'Angleterre ont une réduction de 6 % ou 17 % dans le Yunnan, le Thibet et Koang-Si.

B. Quelles sont les conséquences de la perte du droit de douane ?

Rappelons que le droit de douane est une arme excellente pour lutter contre l'invasion économique étrangère. Depuis la guerre de 1914-1918; le protectionnisme est de plus en plus répandu, même pour l'Angleterre traditionnellement libre-échangiste et qui tente de devenir protectionniste, sous l'influence des économistes et de l'opinion publique. Pour la jeune Chine qui est assez en retard sur

42. Tun man che, *Histoire des douanes terrestres*.

le terrain commercial et industriel, le protectionnisme est évidemment préférable, nous ne disons pas que le protectionnisme est préférable au développement de la paix mondiale, nous disons simplement que la Chine doit chercher à se défendre vis-à-vis des impérialismes.

L'autonomie douanière est une chose essentielle pour un Etat. Sans elle l'économie du pays ne peut être protégée. Sans doute, les droits de douane peuvent être conventionnels, mais il faut assurer la réciprocité, or, la clause de la nation la plus favorisée se trouve dans tous les traités inégaux; la Chine supporte les inconvénients sans réciprocité. « La porte ouverte la chance égale » (devise américaine appliquée à la Chine), veut dire que la Chine doit se laisser mourir sans se défendre.

Les droits de douane en Chine (5 % *ad valorem*) sont les plus faibles du monde. Il est impossible au gouvernement chinois de surmonter les difficultés financières et aussi il est impossible de développer les industries et le commerce du pays. On perçoit 5 % *ad valorem* sans distinctions entre les importations et les exportations, entre les matières premières et les produits fabriqués, c'est tout à fait contraire aux principes généraux de la technique douanière. Le commerce extérieur de la Chine avec un tel régime douanier ne peut jamais être prospère. Précisons ces diverses conséquences.

1. *Recettes des douanes pour le Trésor.*

Nous avons montré que les recettes provenant de droits de douane sont pour tout gouvernement un des meilleurs moyens d'alimenter le Trésor. Dans la plupart des pays les recettes de douane représentent un pourcentage important dans l'ensemble des recettes annuelles de l'Etat. En Chine,

au contraire, le pourcentage est très faible. Prenons un exemple que le délégué de la Chine a cité à la conférence de Washington en 1922⁴³ ; en 1914 les recettes totales se sont élevées à 280 millions de taëls, sur lesquels les droits d'entrée ne fournissent que 18 millions de taëls, soit moins de 7 %. A la même époque le revenu de douane représente 15 % du revenu total pour la France, 35 % pour les Etats-Unis. Or pour la Chine le pourcentage de 7,5 % comprend encore les recettes de « Likin », ce qui diminue sensiblement la proportion des recettes provenant des douanes extérieures. Par conséquent, depuis la guerre de l'opium, la situation financière du gouvernement chinois devient de plus en plus difficile. Les établissements publics tombent en décadence. L'Etat doit recourir aux emprunts ; ceux-ci tuent les finances publiques chinoises. Nous aurons à y revenir.

2° *Difficultés de développer le commerce et les industries nationales.*

Pour développer les industries et le commerce nationaux, il faut avoir des débouchés, or nous ne pouvons même pas lutter avec les produits étrangers sur le marché chinois : ce serait un rêve de vouloir leur faire concurrence sur les marchés extérieurs. Tout vient de ce que la Chine n'a plus la liberté de fixer les droits de douane qui sont la meilleure façon de protéger les marchés nationaux.

Par contre, la Chine possède d'immenses richesses naturelles et la main-d'œuvre y est à bon marché. Ce sont les deux éléments les plus importants pour le développement des industries et du commerce. Il n'y a que le troisième élément qui nous manque, les capitaux. Dans ces conditions

43. Chang Chun-Tao, *Les traités inégaux*, thèse, Paris, 1927.

la Chine a la possibilité de se développer matériellement, mais la vie du peuple est de plus en plus difficile, la cause la plus importante se trouve dans les droits de douane. Pendant la guerre mondiale 1914-1918, les Européens et les Américains étaient occupés à se tuer. La Chine en a profité pour se développer. Les industries chinoises, surtout les fabriques de soie, connaissaient une période de prospérité, mais le rayon de soleil a été de trop courte durée. La paix signée à Versailles, les Européens et les Américains, nous inondent à nouveau de produits à bon marché. Les industries et les commerçants chinois sont alors mis en faillite. Il est vrai que depuis quelques années l'industrie du Lancashire a perdu en Chine une grande partie de sa clientèle⁴⁴, mais ceci au profit du Japon. Le régime douanier s'il ne joue plus en faveur de l'Angleterre, continue de jouer contre la Chine. Il est vrai aussi que l'industrie cotonnière se développe en Chine, mais à condition de payer de très bas salaires et de produire des cotonnades de très basse qualité. En définitive, la Chine est « protégée » par sa misère, de sorte que l'injustice dont elle souffre porte préjudice à ceux-là même qui l'ont commise. Nous reviendrons plus loin sur cette question des industries en Chine.

3. *La décadence du commerce extérieur.*

La conséquence la plus remarquable au point de vue du commerce extérieur est que les importations dépassent toujours les exportations. Voici un tableau statistique du commerce extérieur de la Chine depuis soixante ans⁴⁵.

44. Rapport de la mission britannique pour le coton, Londres, 1931.

45. Statistique des douanes chinoises.

<i>Années</i>	<i>Importation</i>	<i>Exportation</i> (unité de taëls)
1870	69.290.732	61.882.121
1880	79.293.452	78.883.587
1890	127.093.481	87.148.480
1900	211.070.422	158.996.752
1905	447.100.791	227.887.197
1911	471.503.443	370.338.166
1912	473.097.031	377.520.403
1913	570.162.554	403.305.546
1914	569.241.382	356.226.629
1915	454.475.719	418.861.164
1916	516.405.995	481.797.366
1917	547.518.774	482.931.630
1918	554.893.082	485.883.031
1919	646.997.681	630.809.411
1920	762.250.230	541.631.300
1921	906.122.439	601.255.537
1926	1.124.221.253	864.294.771
1927	1.012.931.624	918.619.662
1928	1.195.969.271	991.354.988
1929	1.265.778.821	1.015.687.318
1930	1.309.755.742	894.843.594
1931	1.433.489.194	909.475.525

D'après ce tableau, le commerce extérieur de la Chine, depuis 1870, est toujours défavorable. Durant la guerre mondiale l'excédent d'importation, était un peu diminué mais il n'y a jamais eu excédent d'exportations. La cause la plus importante de cet excédent d'importation est le régime douanier de la Chine, on taxe les exportations comme les importations, aussi les exportations sont difficiles à développer. Le droit de douane à l'importation trop faible favorise au contraire le développement des importations. nous écartons bien volontiers les vieilles théories classiques qui disaient que la balance du commerce est le fondement de l'économie nationale; un pays est comme un

individu, s'il dépense plus qu'il ne reçoit il deviendra misérable. L'excédent des importations sur les exportations met l'économie nationale dans une situation défavorable parce que l'argent s'enfuit à l'étranger. Donc la première préoccupation du gouvernement doit être d'assurer l'excédent des exportations sur les importations; nous admettons que cette théorie soit trop simpliste.

Il faut lui préférer la théorie dite de la balance des comptes; celle-ci ne s'attache pas seulement aux éléments visibles dans le commerce extérieur. Elle tient compte des éléments invisibles : les voici.

A) Les mouvements des capitaux : placements à court terme ou à long terme, provisoires ou définitifs, avances en banque, escomptes, reports, obligations ou actions des sociétés, entreprises fondées à l'étranger, acquisition à l'étranger de fonds de terre ou de maisons; commandites industrielles, etc...

B) Le déplacement des personnes engendre aussi des relations de créancier à débiteur, les touristes dépensent à l'étranger, les émigrants envoient leurs économies à leurs familles restées au pays.

C) A l'occasion du mouvement des marchandises, des capitaux et des personnes, toutes sortes de services économiques sont faits d'où naissent encore des créances et des dettes, frais de transport et d'assurances, commissions perçues par les hommes d'affaires, les négociants, les banquiers.

D) Enfin, les indemnités de guerre qu'un pays peut imposer à un autre doivent encore être prises en considération.

Aussi il faut tenir compte de ces quatre éléments à côté de la balance du commerce pour terminer la situation éco-

nomique d'un pays. Si la balance du commerce est défavorable, les autres éléments de la balance des comptes peuvent compenser le déficit. Tel est le cas de l'Angleterre. La balance du commerce de ce pays est toujours défavorable, mais les capitaux placés à l'étranger et les frais de transports et d'assurance compensent l'excédent des importations. Aussi l'économie nationale n'est pas en péril.

Mais la situation de la Chine est toute différente de celle de l'Angleterre. Les quatre éléments invisibles de la balance des comptes ne nous sont pas favorables.

A) La Chine est un pays d'importation des capitaux. Elle paie chaque année des intérêts des capitaux et des emprunts remboursables aux pays étrangers, nous allons l'indiquer plus longuement à propos des capitaux étrangers en Chine.

B) Les émigrants étrangers nous apportent quelque chose mais c'est insignifiant, si on compare ces apports à l'excédent de nos importations.

C) Les frais de transports, d'assurances et autres nous manquent.

D) Depuis la guerre de l'opium, la Chine a toujours payé les indemnités de guerre aux étrangers.

Aussi la théorie de la balance des comptes n'apporte pas de consolation pour notre défavorable économie nationale; il faut tenir compte, dit-on, des éléments du commerce; si les importations portent sur les matières premières ou sur la nourriture et les exportations sur les produits fabriqués, l'excédent d'importation n'est pas à craindre. Au contraire si les importations portent sur les produits fabriqués et les exportations sur les matières premières, l'excédent des importations devient un danger.

Voyons comme exemple le tableau statistique détaillé des importations et des exportations de ces dernières années.

I. Importation.

Valeur en 1.000 taëls.

<i>Matières</i>	1929	1930	1931
Coton	91.124	132.266	179.082
Fils de coton ...	188.574	149.839	121.078
Avoine	21.451	12.831	87.639
Sucre	98.761	86.391	85.889
Minières.....	70.855	75.881	88.125
Pétrole.....	64.774	65.042	79.757
Riz	58.981	121.234	64.376
Tabac	49.162	58.373	62.681
Produits chimi- ques	34.255	46.905	48.713
Papiers	34.246	37.387	45.405
Machines	29.887	44.283	43.605
Couleurs	32.192	25.765	39.441
Laines	44.431	24.616	32.564
Eté	64.008	31.426	30.920

II. Exportations.

Valeurs en 1.000 taëls.

<i>Matières</i>	1929	1930	1931
Grains et leurs produits.....	229.744	184.923	209.954
Soie brute	165.190	119.031	95.756
Cacahuettes et leurs produits	16.598	37.498	41.458
Œufs	51.720	51.161	37.758
Peaux brutes ...	45.470	34.338	37.700
Fils de coton ...	18.346	18.966	34.224
Thé	41.252	26.184	33.153
Farine	33.075	35.561	33.008
Charbon	30.903	27.113	31.059
Coton	29.604	26.499	26.961
Minières.....	33.634	34.211	26.937
Produits de soie	21.033	19.564	24.412
Aliment	26.268	30.403	22.024
Huile	23.520	30.547	20.416

De ces chiffres il résulte clairement que nos importations portent la plupart sur les produits destinés à la consommation, les machines et les matières premières tiennent une place peu importante.

Au contraire, les exportations concernent surtout des matières premières, les produits manufacturés sont très peu nombreux. Dans ces conditions, il serait inutile que les exportations dépassent les importations, or, les importations sont toujours plus importantes depuis soixante ans. Elles dépassent en 1931 de plus de 500.000.000 taëls, les exportations. Le pays est ruiné : toutes les classes de la société sont en état de faillite.

Toutes les classes de la société chinoise et tous les gouvernements qui se sont succédés depuis la révolution de 1911, ont réclamé l'autonomie douanière. Depuis 1927, le gouvernement national de Nankin à plusieurs reprises a engagé des négociations avec les puissances étrangères. A la fin de 1928, des traités ont été signés entre la Chine et les Puissances étrangères, affirmant l'autonomie douanière de la Chine. Le traité de commerce sino-allemand fut signé le 17 août 1928, le traité sino-italien le 27 novembre 1928, le traité sino-anglais le 20 décembre 1928, le traité sino-français le 22 décembre de la même année. Tous ces traités nouveaux contiennent une clause de la nation la plus favorisée : si une nation refuse de signer un nouveau traité, c'est-à-dire refuse d'admettre l'autonomie douanière de la Chine en voulant conserver son ancien traité, les nations qui ont signé les nouveaux traités ont comme celles qui les ont refusés le droit d'appliquer les anciens. C'est justement le cas du Japon qui refuse purement de reconnaître l'autonomie douanière de la Chine. Celle-ci s'est trouvée obligée de retarder l'application de ce droit

et a fait en conséquence appliquer à partir du 1^{er} février 1929 un tarif intermédiaire qui prend l'ancien tarif 5 % comme base majoré de 7,5 % à 27,5 %. Le 6 mai 1930 était signé le traité de commerce sino-japonais qui accordait certains droits préférentiels au Japon sur les cotonnades, le poisson, les coquillages et le blé. En conséquence la Chine a appliqué un nouveau tarif en novembre 1930, qui classe les matières d'importations en 16 tableaux comprenant 647 numéros et les matières d'exportation en tableaux comprenant 270 numéros. La durée de trois ans des droits préférentiels accordés au Japon vient de s'écouler au mois de mai 1933. Le gouvernement chinois a fait appliquer un tarif nouveau le 22 mai dernier, qui tend bien entendu de plus en plus au protectionisme.

Ce nouveau tarif comporte des innovations importantes :

1^o Augmentation des numéros.

Dans le tarif de 1930, pour l'importation, il y avait 16 tableaux et 647 numéros. Le nouveau tarif comporte 672 numéros.

2^o Innovation dans le mode de calcul du droit de douane.

Précédemment, les textiles, le coton, les lainages, la soie et la soie artificielle étaient calculés par pièce, le nouveau tarif s'évalue, au contraire, d'après le nombre de yards de la pièce.

3^o Protection des produits nationaux.

Le droit de douane de l'importation de la soie et de la soie artificielle est augmenté. Il était sous l'ancien tarif de 30 à 50 %, et actuellement il est de 40 à 80 %. En ce qui concerne les machines industrielles et agricoles on a gardé les anciens tarifs qui sont de 5 à 15 %. Les articles de luxe sont largement augmentés, nous venons de le montrer pour

la soie et la soie artificielle, un autre exemple est celui du vin et des automobiles dont le tarif a presque doublé.

Il est vrai que la Chine a désormais obtenu son autonomie douanière, mais cette autonomie aurait dû être reconnue des nations européennes, car les échanges internationaux ne sont possibles qu'entre pays prospères. L'Europe aurait dû savoir que la politique mercantiliste vit de formules illusoire. On ne peut vendre sans acheter, puisque vendre, c'est recevoir des « utilités ». La Chine pour acheter doit vendre. Or, le régime douanier qu'on lui a imposé ne lui a pas permis de produire, ni d'acheter. La subordination douanière de la Chine est en contradiction avec son indépendance politique. Elle en fait un pays de colonisation que l'on veut « exploiter » et non un groupement économique avec lequel il faut traiter des affaires. L'appauvrissement de la Chine est une cause d'appauvrissement pour les autres nations. Et, si cette vérité n'est pas encore reconnue par toutes les Puissances, c'est qu'en se résignant à accorder à la Chine qu'elle a droit à l'indépendance politique, elles ne se sont pas résolues à comprendre que l'indépendance économique de la Chine est également nécessaire.

§ 2. — *Les capitaux étrangers en Chine* (marché des capitaux)

Nous avons vu que les puissances étrangères considéraient la Chine comme un pays où elles pouvaient écouler leurs marchandises, y ont créé des ports et limité les droits de douane; nous allons voir maintenant que les puissances étrangères la considèrent comme un marché des capitaux. Nous verrons les résultats aussi néfastes pour la Chine de cette seconde forme de l'invasion étrangère. Le placement

des capitaux revêt deux formes : placement direct et placement indirect ; nous les étudierons successivement.

I. Placement direct des capitaux étrangers en Chine.

Il s'agit ici des capitaux étrangers placés directement dans les entreprises sans l'intervention du gouvernement du pays débiteur : la Chine. Cet investissement, sans avantage pour la Chine, est au contraire plein d'inconvénients. La production de ces usines, la répartition des bénéfices qu'elles réalisent, restent aux mains des pays créanciers, alors que les habitants du pays débiteur sont employés comme simple main-d'œuvre. Nous allons passer en revue les différentes branches de l'activité économique où se rencontre cet investissement direct des capitaux étrangers.

1° Chemins de fer.

Nous étudierons par la suite ces placements de capitaux étrangers dans nos compagnies ; nous ne faisons ici que les mentionner.

2° Industries.

Nous allons aussi étudier d'une façon plus détaillée les industries en Chine. Ici nous n'étudions que les industries étrangères. L'industrie en Chine ne peut se développer : cela tient à deux causes, nous avons déjà vu l'une d'elles : la perte des droits de douane. L'autre, c'est que les étrangers peuvent librement établir en Chine des usines. L'article 6 du traité sino-japonais du 17 avril 1895 est ainsi conçu : « les Japonais peuvent établir toutes sortes d'établissements industriels dans tout le pays ». Cette concession faite au Japon a ensuite profité aux autres puissances en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

Le même traité disposait aussi que toutes les marchandises fabriquées dans ces usines ne pouvaient être imposées que comme les marchandises importées soumises au droit de douane. La Chine ne pouvait lutter contre la concurrence. Ainsi la Chine possède des ressources naturelles et une main-d'œuvre abondantes. Elle ne manque que de capitaux. Les puissances étrangères ne sachant où placer les capitaux qu'elles ont en surabondance, mettent aussi la main sur les richesses naturelles chinoises, tandis que les Chinois ne peuvent être employés que comme main-d'œuvre.

Voici quelques données statistiques prises dans « la Chine sous le joug des impérialistes » qui nous montrent le rôle prépondérant joué par les usines étrangères dans notre pays, ces chiffres sont un peu anciens mais les statistiques plus récentes nous manquent.

<i>Industries</i>	<i>USINES</i>		<i>Total</i>
	<i>Etrangères</i>	<i>Chinoises</i>	
Fabriques de conservation			
des œufs	9	2	11
Ciment.....	9	9	18
Chimiques	1	1	2
Fils.....	10	38	48
Naval.....	22	5	27
Farine	17	24	41
Meubles	6	—	6
Gaz	4	—	4
Verre	4	14	18
Glace	9	—	9
Petites machines de fer .	9	—	9
Peaux	6	5	11
Fabriques des huiles ...	12	22	34
Bougies	12	13	25
Sucre	3	3	6
Cigarettes	9	9	18

Ces chiffres que l'auteur du livre *La Chine sous le joug des impérialistes*⁴⁶ a dû emprunter à un journal japonais, faute de documents officiels chinois, ne peuvent d'ailleurs être considérés comme absolument exacts.

Les fabriques de tissus de coton sont les plus développées en Chine, nous comprendrons mieux la situation des usines étrangères en les étudiant avec plus de détail⁴⁷.

Nous verrons comment se répartissent ces usines chinoises dans les provinces, et quels pays étrangers ont des usines en Chine.

<i>Usines chinoises :</i>	<i>Provinces</i>	<i>Nombre d'usine</i>	<i>Capitaur (millions dollars)</i>
	Kiang-Sou .	49	4.659
	Hopei	9	2.395
	Houpei	7	198
	Honan	1	776
	Tche-Kiang .	3	395
	Chan-Tong . .	2	156
	Ngon-Hoei .	1	100
	Kiang-Si . .	1	200
	Hounaa . . .	1	280
	Fou-Tien . . .	1	450
	Chan-Si . . .	4	517
	Sin-Kiang .	1	
	Shan-Si . . .	1	150
	Total . .	84	11.576
<i>Usines étrangères :</i>	<i>Pays</i>	<i>Nombre d'usines</i>	<i>Capitaur (millions de taels)</i>
	Angleterre .	3	590
	Japon	41	28.470

46. Chi Hu-Fou, ouvrage cité, p. 399-400.

47. The Schun Pao Year Book en 1933. Liv. « Industries », p. 232.

Ceci montre bien la force des capitaux étrangers en Chine : le nombre des usines chinoises a presque doublé, mais les capitaux investis n'atteignent que le tiers des capitaux étrangers.

3° Mines⁴⁸.

Les impérialistes prennent chez nous tout ce qu'ils veulent et tout ce que nous possédons sans tenir compte du tout de la souveraineté chinoise. Ils viennent même prendre nos mines et les exploiter; c'est toujours le Japon s'emparant de toutes les mines de charbon dans la Mandchourie, par exemple. D'après la statistique du ministère de l'Agriculture et des mines de 1930, la production des mines se répartissait de la façon suivante (unité de tonnes) en distinguant selon que les capitaux étaient chinois ou étrangers.

	1927	1928	1929
	—	—	—
Capitaux étrangers	12.017.327	13.450.141	14.117.177
Capitaux nationaux	11.022.790	10.721.868	10.974.683

En 1927 la production étrangère atteignait 52 %, en 1928 55 %; en 1929 56 % de la production totale.

4° Navigation⁴⁹.

Nous allons étudier plus loin en détail la situation des étrangers dans la navigation en Chine. Nous envisageons ici le problème de la navigation au point de vue des capitaux étrangers, nous citons trois compagnies étrangères célèbres et la plus grande compagnie chinoise, tandis que nous nous dispensons d'étudier les innombrables petites compagnies.

48. The Shun Pao Year Book en 1933. Liv. « Mines », p. 274.

49. *Annuaire des statistiques*, précité, p. 1051 et suiv.

a) Japon China Steam Ship C^o St N. K. K., compagnie japonaise, capital 16.200.000 yen, 12 bateaux et 25.807 tonnes;

b) China Navigation C^o compagnie anglaise au capital de 1.000.000 livres sterling, 47 bateaux et 60.495 tonnes.

c) India China Steam Navigation C^o, compagnie anglaise, capital 1.200.000 livres sterling, 52 bateaux et 58.847 tonnes.

d) China Merchante Navigation C^o, compagnie chinoise; au jour de sa constitution en 1872, son capital est de 1.000.000 dollars mexicains, successivement il a été porté à 2.200.000 dollars mexicains et à 2.000.000 de taëls, mais elle est toujours dans une situation commerciale et politique difficile : 35 bateaux et 34.683 tonnes.

5^o *Les capitaux étrangers dans les banques*⁵⁰.

La première banque étrangère établie en Chine est la banque d'Extrême-Orient de l'Angleterre en 1845. Ensuite vient la banque du Mexique en 1853. La Hong Kong and Shanghai Bank Corporation d'Angleterre a été constituée en 1864. Successivement d'immenses banques étrangères s'établissent dans toute la Chine; elles font les opérations ordinaires, le dépôt, le crédit, le change etc, etc... Elles font aussi des opérations spéciales comme l'achat et la vente de l'or; elles émettent des billets de banque sans aucun contrôle du gouvernement chinois, ce qui est très préjudiciable au pays.

C'est la Hong Kong and Shanghai Bank Corporation qui est la plus forte; ses billets circulent dans toute la Chine. En Mandchourie, les banques japonaises dominent tout. Les banques étrangères gardent le secret sur le mon-

50. *Annuaire des statistiques*, n^o 1 précité, p. 785-802.

tant des billets émis par elles. L'enquête faite par la Chine donne des chiffres approximatifs pour les trois banques suivantes : Hong Kong and Shanghai Bank Corporation dont le chiffre d'émission est 15.000.000 dollars et le chiffre d'émission additionnelle 10.000.000 dollars; les émissions de la Charter Bank of India Australia and China atteignent 9.000.000 dollars; celles de la banque sino-Allemande 2.626.641 de taëls⁵¹.

Les chiffres d'émission de ces trois banques suffisent à montrer leur force financière en Extrême-Orient; mais pour beaucoup d'autres banques étrangères, surtout les banques japonaises dans la Mandchourie, les chiffres d'émission nous manquent encore. Nous citons ici les banques étrangères les plus importantes de la Chine avec leur capital.

Chartered Bank of India ? Australia and China ...	3.000.000 £
Hong Kong and Shanghai Banking Corporation ...	50.000.000 monnaie de Hong- Kong.
Mercantile Bank of India	3.000.000 £
International Banking Corporation	4.000.000 \$
Asia Banking Corporation	4.000.000 \$
Park Union Foreign Banking Corporation	4.000.000 \$
Banque de l'Indochine.....	72.000.000 francs
Nederlandsch Handels Maatschappij	80.000.000 francs
Banque Belge pour l'étranger	100.000.000 fr. belges
Nederlandsch Indisch Handels Bank	60.000.000 —
American Oriental Banking Corporation	2.000.000 \$
Equitable Eastern Banking Corporation	2.000.000 \$
P. and O. Banking Corporation	5.000.000 £
American Express Company Ltd	30.000.000 \$
Banque d'Otona	60.000.000 yen
Banque de Corée	80.000.000 —

51. *Annuaire des statistiques*, n° 1 précité, p. 803-841.

San Tsing Banque	100.000.000 yen
San Ling Banque	50.000.000 —
Hu Sin Banque....	70.000.000 —
Banque de Formose	60.000.000 —

Ces cinq catégories des placements des capitaux étrangers nous donnent un aperçu général de l'importance de ces capitaux en Chine, mais des capitaux étrangers sont aussi investis dans la pêche, l'agriculture, les forêts, etc... Nous avons sept provinces où la pêche est possible, la plupart sont envahies par le Japon et la Russie. La pêcherie la plus connue est celle du Japon à Lu-Tsien et à Tai-Lin. Leurs recettes annuelles dépassent 700.000 dollars. En ce qui concerne les forêts, la plus connue est celle du Fleuve Shia-Long exploitée par une compagnie sino-japonaise, les données statistiques nous manquent sur tous ces points.

II. Placement indirect des capitaux étrangers

Il s'agit maintenant de capitaux étrangers placés par l'intermédiaire soit du gouvernement, soit d'organismes privés en Chine. Et cet investissement est réalisé par des emprunts et par les achats de valeurs de sociétés chinoises par les étrangers. Les opinions des économistes sont partagées sur les avantages et les inconvénients de ce placement des capitaux. D'après les uns les emprunts entraînent la hausse des prix sur le marché national; cette hausse des prix provoque à son tour les importations de marchandises étrangères et une diminution de l'exportation des produits nationaux. Les emprunts pèsent sur le change : en conséquence il y a excédent de l'offre des lettres de change sur la monnaie nationale; ceci est favorable pour les importateurs et défavorable pour les exportateurs. De tous ces

cas il résulte que l'excédent des importations sur les exportations est fâcheux pour le pays. Pour équilibrer la balance des comptes, il faut alors recourir à nouveau aux emprunts. Mais nous écartons volontiers ces théories, parce que ces phénomènes peuvent être considérés comme obscurs. Et nous voulons admettre que quels que soient leurs inconvénients, ces importations de capitaux favorisent l'économie nationale; cependant nous ne pouvons nier que ces capitaux constituent de lourdes charges pour notre économie nationale; nous en distinguerons trois sortes que nous étudierons successivement, selon que les investissements sont faits par l'intermédiaire du gouvernement central, ou des gouvernements locaux et des organismes privés.

A. Emprunts du Gouvernement central ⁵².

La question est très délicate et très compliquée. Il y a des emprunts politiques et des emprunts économiques.

a) *Emprunts politiques.*

Le premier emprunt politique contracté par la Chine remonte à 1865, il était de 1.431.664 de livres sterling et contracté à la banque d'Angleterre. De 1865 à 1885 nous contractons six emprunts s'élevant, au total à 40.000.000 de taëls. En 1902 tous ces emprunts sont remboursés. Après la guerre sino-japonaise, les difficultés financières sont insurmontables. Les dépenses des armées et les indemnités de guerre sont énormes. De 1894 à 1898 les emprunts extérieurs atteignent 54.455.000 de livres sterling. Dans ces emprunts il y a 6.635.000 de livres sterling pour les dépenses des armées et 47.820.000 de livres sterling pour les indemnités. La Chine a dû payer chaque année 25.000.000 de taëls re-

52. Ho Hu-Fan, *Dettes publiques en Chine*.

présentant les intérêts et l'amortissement de ces emprunts.

La guerre des Boxers vient aggraver la situation, nous devons payer 450.000.000 de taëls d'indemnités en 39 ans avec les intérêts à 0, 4 %, ce qui fait un total de 53.240.000 de taëls. Ce sont, dit-on, des indemnités de guerre et non des emprunts. Le résultat est le même, puisque les puissances nous ont obligés à payer les intérêts. Ainsi, la Chine a payé à cette époque chaque année 18.830.000 de taëls pour les indemnités de la guerre des Boxers et avec les emprunts anciens, elle a dû payer chaque année 42.430.000 de taëls. Le traité nous a obligés à payer en or, or, la Chine a toujours conservé l'étalon d'argent, celui-ci ayant été fortement déprécié à cette époque, la Chine a dû subir une nouvelle perte du fait de la dépréciation de sa monnaie. Voilà les difficultés financières de l'Empire chinois à la veille de la révolution de 1911.

Après la Révolution, la Chine a dû se reconstituer; il fallait de l'argent, on a dû recourir de nouveau aux emprunts. De 1911 à 1913 ils atteignent 45.800.000 livres sterling. Pendant la guerre de 1914-1918, le paiement des indemnités de guerre des Boxers est suspendu pendant cinq ans. La déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne et à l'Autriche a eu pour résultat l'annulation des dettes s'élevant à 5.000.000 de taëls. Et encore pendant la guerre, l'or a-t-il été déprécié; les recettes des douanes ont augmenté et les industries nationales ont connu une période de développement, c'était une occasion très favorable pour opérer un redressement, mais le gouvernement de Pékin à cette époque était aux mains des militaristes et n'a rien fait. Aussi le peuple chinois lutte contre le gouvernement, le Docteur Sun Yat Sen est le chef de cette opposition.

Nous donnons ici, pour préciser la situation actuelle des emprunts en Chine un tableau statistique d'après la publication du ministère des Finances en 1933, mais nous ne mentionnons pas les petits emprunts

<i>Noms des emprunts</i>	<i>Montant d'émission</i>	<i>Taux d'intérêts</i>	<i>Montant versé en 1931</i>	<i>Garantie</i>
Emprunt anglais- allemand 1896 ..	16.000.000 £	5 %	944.000 £	douane
Emprunt anglais allemand 1898 ..	16.000.000 £	4,5 %	842.000 £	—
Emprunt dit de reconstitution ..	25.000.000 £	5 %	1.469.000 £	—
Emprunt franco- anglais 1908	5.000.000 £	4,5 %	329.000 £	gabelle
Emprunt pour construction du chemin de fer Han Kouang, 1911	6.000.000 £	5 %	391.000 £	—
Emprunt en 1912	5.000.000 £	5 %	209.000 £	—
Emprunt de Pou- Kou en 1914 ...	100.000.000 fr.	5 %	6.077.000 fr.	impôts sur le vin
Deux emprunts en 1919	11.000.000 \$	6 %	730.000 \$	impôts sur le vin et le tabac
Emprunt en 1922	39.609.000 yen	8 %	32.478.000 yen	—
Emprunt de Tsin- Tao en 1923 ...	14.000.000 yen	6 %	1.375.000 yen	—
Emprunt français 1925	42.894.000 \$	5 %	1.077.000 \$	—
Emprunt belge 1928	5.000.000 \$	6 %	725.000 \$	douane

b) *Emprunts économiques.*

Il y a deux sortes d'emprunts économiques, particulièrement importants contractés par le gouvernement Chinois, les emprunts pour les chemins de fer et les emprunts pour

le télégraphe. Les dettes extérieures des chemins de fer de l'Etat en Chine atteignent un chiffre presque incroyable. Les obligations des chemins de fer chinois se négocient dans les bourses de valeurs en Europe à partir de 1898. D'après les documents statistiques du ministère des Chemins de fer le chiffre total des dettes à la fin de 1931 atteint 978.850.110.920 dollars chinois. A lui seul, le chemin de fer de Pékin à Hankéou atteignait 85.355.078.730 dollars; le chemin de fer Tien-Tsin Pou-Kou 157.713.859.750 dollars. Les emprunts pour le télégraphe atteignent 1.315.671 livres sterling en Angleterre, 45.000.000 yen au Japon; 4.620.000 dollars américains aux Etats-Unis. Ces emprunts sont contractés depuis 1900 jusqu'à nos jours.

B. Emprunts des Gouvernements locaux.

Quelques exemples suffiront à faire comprendre la situation tandis que le montant total de ces emprunts est impossible à connaître. En 1909 la province Houpei a emprunté 500.000 taëls à 7 % à Hong Kong and Shanghai Bank Corporation, en 1911 elle a contracté un autre emprunt étranger à 2.000.000 de taëls. Le taux d'intérêt de ces deux emprunts était de 7 %. En 1912 elle a emprunté aux Allemands 3.000.000 de taëls avec intérêt de 7 %; en 1918 elle a emprunté encore une fois 1.000.000 de taëls. L'emprunt de la seule province de Houpei est déjà frappant. La province de Canton a contracté des emprunts importants et la ville de Shanghai aussi, cette dernière a contracté en 1910, un emprunt de 3.500.000 de taëls avec un intérêt de 4 %.

C. Emprunts des organismes privés⁵³.

Sur cette question nous n'avons pas de chiffres, nous pouvons citer la société des Hauts fourneaux de Han-Y-Pin qui est la plus importante de Chine. Elle a contracté des emprunts importants au Japon, citons aussi la compagnie des chemins de fer de Nan-Kiang qui est une compagnie privée et qui a aussi contracté des emprunts à l'étranger.

§ 3. — *Les moyens de communication*

Les moyens de communication sont de nos jours de première importance, tant au point de vue politique, que social et militaire; ce sont comme les veines dans le corps humain mais ces veines inondent la Chine de stupéfiants préparés par les puissances étrangères. Les voies de communication de la Chine sont toutes aux mains de l'étranger.

Il convient de distinguer trois modes de transports, les transports maritimes ou fluviaux, les transports par terre et les télégraphes; ces derniers sont rachetés par le gouvernement chinois aux étrangers en vertu de la Conférence de Washington; nous n'y reviendrons pas mais nous examinerons de plus près les deux premières.

1. *Les transports maritimes et fluviaux.*

Le régime d'exploitation des routes maritimes et fluviales dans les Etats modernes a passé par deux phases successives : à une période de protectionnisme rigoureux a succédé une époque de protection plus modérée. L'acte de navigation appliquée en Angleterre de 1651 à 1849 caractérise la situation durant la première période. Elle défend à tous navires étrangers l'accès des eaux territo-

53. Chi Hu-Fan. ouvrage cité, p. 437-491.

riales anglaises. Dans toutes les colonies anglaises, il est défendu d'utiliser pour les transports les navires étrangers.

Les routes fluviales intérieures sont en principe, interdites aux navires étrangers. Les lois maritimes de 1783 et 1820 aux Etats-Unis, celle de 1888 en Allemagne sont appliquées jusqu'à nos jours. Il arrive aussi qu'on établisse des taxes sur les navires étrangers pour empêcher qu'ils ne fassent concurrence à la marine nationale, c'est ce qui a été fait en France par l'ordonnance de 1681 ; le mode de protection de la marine marchande a été l'institution de droits protecteurs sous deux formes : droit de tonnage exceptionnel frappant les navires tiers à l'entrée des ports ; surtaxes de pavillon, s'ajoutant au droit de douane ordinaire pour les marchandises importées par ces navires.

Peu à peu, ce protectionnisme rigoureux, tend à s'atténuer ; on admet les navires étrangers dans les eaux territoriales, mais le gouvernement donne des primes aux navires nationaux pour leur permettre de soutenir la concurrence des navires étrangers.

Tel est l'aperçu général de la politique maritime des Etats modernes. Précisons maintenant la situation des transports maritimes en Chine⁵⁴. Hélas ! c'est encore une histoire douloureuse pour elle

Le premier navire étranger ayant abordé sur les côtes de Chine est un navire portugais : *Raphaël-Perestrel*, après avoir passé à Malacca est arrivé à Canton sous la dynastie Ming. Le gouvernement chinois l'autorisa à demeurer dans l'île Yabus-Island pour y faire le commerce, mais il s'agit là de navires à voiles. Le premier navire à vapeur est venu en Chine en 1825, c'est un navire anglais appelé

54. Tcheng Tsun, *Histoire du commerce en Chine*.

The Jordine, envoyé par le gouvernement anglais pour transporter la poste et les voyageurs entre Canton, Hanming et Lin-Tin. En 1844, le navire *Mides*, des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, commença à assurer un service périodique entre Canton et Hong-Kong. En 1845, la compagnie anglaise « Peninsular and oriental Steam navigation company » est venue en Chine. A partir de cette date, les navires étrangers sont de plus en plus nombreux dans les eaux chinoises. En 1865, les commerçants anglais créent la compagnie Canton-Hanming Hong-Kong. En 1867, « The China navigation company » est fondée. En 1877 « The Indo China navigation company » est également créée. Toutes ces compagnies sont anglaises. Les deux dernières ont joué un très grand rôle en Chine, tant au point de vue maritime qu'économique. Le Japon n'a organisé « l'association des navires » qu'en 1875, pour assurer le service entre Shanghai et Han-Ping.

Voilà pour les routes maritimes. Quant à la navigation fluviale intérieure, les traités de Nankin et de Tien-Tsin ont permis aux navires anglais de remonter le Fleuve Bleu et d'entrer dans les autres ports. Le Japon a obtenu le droit de navigation intérieure par le traité sino-japonais en 1896. Ces traités ont profité aux autres puissances en vertu de la clause de la nation la plus favorisée. La Chine ouvrait ses ports à tous les navires étrangers, tandis qu'elle-même avait seulement une grande compagnie « China Marchants Navigation Co » constituée en 1872. Dans les années qui suivirent sa constitution « The China Marchants Navigation Co » eût à subir les attaques violentes de deux compagnies anglaises : « China Navigation Company » et « Indo China Navigation Company ». Ayant surmonté ces difficultés, elle paraissait solide mais elle a dû lutter

avec les compagnies étrangères et surmonter des difficultés d'ordre politique, aussi elle n'a jamais été très forte. En novembre 1932, le gouvernement national de Nankin, a dû la réorganiser et elle est administrée par l'Etat. Son excédent de dépenses en 1929 atteignait 1.626.658 de taëls; en 1930, 1.497.664 de taëls. En un mot, il en est de la navigation en Chine, comme des droits de douane : elle est aux mains des étrangers; mais pourquoi cela? Deux raisons expliquent cette situation. D'une part la perte du monopole de la navigation intérieure; d'autre part, la perte pour la Chine du droit de protéger ses compagnies de navigation. Insistons sur ces deux raisons.

A. Perte du monopole de la navigation à l'intérieur de la Chine.

La navigation se présente sous trois aspects, navigation dans les mers lointaines, navigation le long des côtes et navigation sur les fleuves à l'intérieur du pays. Pour la première, on adopte dans les Etats modernes la politique de la réciprocité : on a ouvert certains ports aux navires étrangers. La Chine n'a pas un développement économique suffisant pour construire les navires qui devraient assurer la liaison avec les pays étrangers. Jadis « The China Merchants Navigation Co », avait les navires se rendant à l'étranger, ils n'existent plus maintenant.

Pour la navigation côtière et la navigation fluviale, la situation est toute différente. L'une et l'autre sont, pour les Etats modernes, réservées aux navires nationaux. La Chine serait à même d'en posséder, mais les traités de Nankin, de Tien-Tsin et le traité sino-japonais de 1896 que nous avons cités, nous obligent à ouvrir ce domaine aux étrangers, c'est-à-dire à laisser les compagnies étran-

gères entrer en concurrence avec les compagnies nationales.

B. Perte du droit de protéger la navigation nationale.

Ainsi, nous avons vu que la Chine a perdu le monopole de la navigation côtière et fluviale à la suite du traité de Nankin. On pourrait supposer qu'elle conservait la possibilité de protéger les compagnies de navigation chinoises contre la concurrence étrangère. En principe, cela pourrait être réalisé par trois moyens; par la protection résultant des droits de douane; par une taxe sur le tonnage des navires étrangers; par l'impôt intérieur du pays. Mais nous avons vu qu'on n'a pas pu recourir aux droits de douane.

La taxe sur le tonnage des navires étrangers est un impôt payé périodiquement par les navires étrangers qui entrent à l'intérieur du pays, or, l'article 29 du traité de Tien-Tsin, limite également le droit d'appliquer cette taxe, les navires de commerce anglais, circulant à l'intérieur de la Chine paient tous les quatre mois 0,4 taël par tonne pour les navires au-dessous de 150 tonnes, et 0,1 taël pour les navires au-dessous de 150 tonnes. Taxe extrêmement faible.

Il est de même impossible pour protéger la navigation nationale de recourir aux impôts perçus sur les marchandises à l'intérieur du pays, le « Likin » est presque supprimé sur les marchandises étrangères, car celles-ci payent simplement un impôt additionnel 2,5 % *ad valorem*, et elles peuvent circuler ensuite librement dans toute la Chine, nous l'avons déjà indiqué en parlant du « Likin ». Tous les autres impôts sont de même limités par les traités.

Il ne nous reste donc qu'un moyen pour protéger notre

flotte de commerce, c'est de donner des primes aux armateurs chinois, mais les difficultés financières du gouvernement chinois ne permettent pas de recourir à cette méthode. Les règlements accordant des primes aux navires chinois sont nuls. Les compagnies chinoises sont exposées à la faillite.

Aussi, la Chine qui a perdu le monopole de la navigation intérieure ne peut même pas protéger sa flotte de commerce. En Chine, il y a partout des navires étrangers; nous aurons une notion précise de la situation après avoir vu le tonnage des bateaux chinois et étrangers qui circulent sur les côtes et les fleuves chinois⁵⁵.

	<i>Pays</i>	<i>Nombre de bateaux</i>	<i>Tonnage</i>
Angleterre	China navigation company	69	141.902
	Indo china navigation company	37	95.657
	Diverses compagnies anglaises	5	3.725
Japon.....		82	197.064
Etats-Unis et France		17	12.472
Chine		107	193.703

2. *Les chemins de fer.*

La question des chemins de fer en Chine est des plus compliquées. Comme les douanes et les lignes de navigation, nos chemins de fer sont aux mains des puissances étrangères. Un aperçu historique s'impose d'abord, pour présenter le problème dans son ensemble. Après quoi, nous verrons quels rapports existent entre la question des chemins de fer et celle des traités inégaux; enfin quelle est la situation financière de nos chemins de fer.

55. The Schun Pao Year Book en 1933, Liv. « Navigation », p. 36-50.

A. L'histoire des chemins de fer en Chine⁵⁶.

La Chine a jadis pratiqué l'économie fermée. Le peuple est resté fidèle à ses traditions, aussi la construction des chemins de fer non seulement n'est pas acceptée avec enthousiasme par le peuple chinois, mais est considérée comme une source de malheurs pour le pays. C'est à partir de 1865 qu'on a construit le premier chemin de fer chinois, celui de Shanghai à Won-Soong. En 1881, le chemin de fer de Pékin-Toa-cha est construit, une compagnie de chemin de fer ayant 1.000.000 de taëls de capitaux étrangers est constituée en 1887. A cette époque, la concurrence étrangère n'existe pas, mais après la guerre sino-japonaise, le gouvernement mandchou a permis à la Russie d'établir le chemin de fer transsibérien à travers la Mandchourie où il est appelé « chemin de fer de l'Est Chinois ». C'est la première fois qu'on a permis à des étrangers de construire des chemins de fer en territoire chinois.

Après avoir pris l'Indochine, la France réussit à construire notre chemin de fer. Le traité Franco-Chinois de 1895 autorisait la France à prolonger le chemin de fer d'Annam jusqu'à Yunnan. L'Angleterre ne voulait pas, bien entendu, rester en retard. Elle menaçait le gouvernement mandchou et obtenait en 1898 la construction des six lignes suivantes : la ligne de Tien-Tsin-Tchen-Kiang, celle de Chansi-Houan, celle de Kin-Long-Canton, celle de Poo-Kou-Sien-Yang, celle de Shanghai-Hanchow et celle de Shanghai-Nankin. En même temps elle imposait au gouvernement mandchou un emprunt de 220.000 livres sterling par l'intermédiaire d'une banque pour construire le chemin de fer Pékin-Mandcourie ; et elle se réservaith le droit de contrôler

56. *Annuaire des statistiques*, n° 1, p. 843-920.

l'administration de ce chemin de fer; ainsi, cela était devenu une règle pour tous les chemins de fer construits grâce aux emprunts des étrangères. A la suite d'un conflit entre l'Angleterre et l'Allemagne à propos du chemin de fer de Tien-Tsin-Poo-Kou, l'Allemagne construisit la partie située au nord de Chantang et l'Angleterre, celle située au sud de Chantang.

La Belgique a obtenu à cette époque le droit de construire le chemin de fer Pékin-Hankéou et de Hankéou-Canton, par l'intermédiaire d'une compagnie, mais cette compagnie a été constituée principalement avec des capitaux français, russes et américains. Les Etats-Unis ont placé beaucoup de capitaux dans la compagnie des chemins de fer de Pékin-Hankéou. En 1898, un emprunt est contracté aux Etats-Unis pour construire le chemin de fer de Hankéou-Canton, mais la Belgique a acheté les actions sur le marché des Etats-Unis.

Ici, il nous faut citer des tableaux statistiques à cette époque. Le premier énumère tous les chemins de fer construits directement grâce aux capitaux étrangers, le second, ceux construits grâce aux capitaux étrangers par la voie de l'emprunt.

PREMIER TABLEAU

<i>Noms du chemin de fer</i>	<i>Etats étrangers</i>	<i>Distance (mille anglais)</i>	<i>Capitaux livres sterling</i>	<i>Date obtention</i>
Est Chinois ...	Russie	1.544	66.239.000	1896
Kiai-Tsi	Allemagne	277	2.700.000	1898
Annam-Yunnan	France	293	6.280.000	1895
Kin-Lang	Angleterre	21		1898
Total		2.135	75.219.800	

DEUXIEME TABLEAU

<i>Noms du chemin de fer</i>	<i>Etat prêteur</i>	<i>Distance (mille anglais)</i>	<i>Chiffre d'emprunt livres sterling</i>	<i>Date d'émis- sion</i>
Peking-Hankéou .	Belgique	827	5.000.000	1897
Pien-Loo	Belgique	115	1.000.000	1902
Chun-Tian	Russie	151	1.600.000	1898
Péping-Liang-Yi .	Angleterre	661	2.300.000	1898
Tao-Tsing	Angleterre	94	700.000	1898
Nankin-Shanghai	Angleterre	220	2.200.000	1898
Canton-Hankéou .				
(une partie seule- ment)	Etats-Unis	803	8.000.000	1898
Total		2.871	20.800.000	

Nous devons faire remarquer que jusqu'à la fin du **xix^e** siècle les chemins de fer construits directement avec les capitaux étrangers ont dépassé la longueur de 20.000 milles anglais et ont coûté 70.000.000 de livres sterling. Les voies ferrées construites grâce aux emprunts faits à l'étranger ont atteint 2.800 milles anglais et 20.000.000 de livres sterling. Dans ces conditions défavorables pour le pays, la Chine se réveille. Depuis le commencement du **xx^e** siècle, certaines voies ferrées qui avaient été perdues au **xix^e** siècle ont été rachetées par la Chine, ou du moins, leur régime a été modifié. C'est une période remarquable dans l'histoire des chemins de fer en Chine. En 1905, le droit de contrôle des lignes de Tao-Tsing et de Canton-Hankéou est rétrocédé à la Chine; ensuite, il en est de même du droit de contrôle sur la ligne de Péhin-Hankéou et de la construction de celle de Kiao-Tsi.

A cette époque, les compagnies chinoises avaient aussi commencé à construire les lignes de Shangaï-Hankéou, Hinpoa, de Si-Hun-Hankéou, de Canton-Hankéou et

Chao-Sher. Il existait également un chemin de fer de l'Etat : Pékin-Chan-Sha-Kéan. Quoi qu'on eut recouru à l'emprunt pour construire ces lignes, leur situation était toute différente de celle des voies ferrées construites directement ou indirectement avec les capitaux étrangers. Voici le tableau des lignes de chemin de fer construit de 1900 à nos jours⁵⁷.

<i>Nom du chemins de fer</i>	<i>Longueur</i>
Tien-Tsin-Pon-Kou	686 milles anglais
Se-Tchoan-Canton-Hankeou	1.100 milles anglais
Shanghai-Hanchow.....	205 milles anglais
Che-Ling-Chang-Chung	79 milles anglais
Sin-Foug	37 milles anglais

Toutes les voies ferrées établies au ^{xx}e siècle, sont construites par la Chine. Et depuis la révolution de 1911, les militaristes successifs du gouvernement de Pékin, reviennent à la situation antérieure : ils font construire 9.181 milles de voies ferrées, mais avec des emprunts s'élevant à 87.725.000 livres sterling aux pays étrangers. Le gouvernement de Nankin a fait certains projets de construction. Il n'y a pas encore de voies complètement achevées.

B. Les chemins de fer et les traités inégaux.

Etudions successivement les chemins de fer construits directement par les étrangers et ceux établis grâce à des emprunts extérieurs.

57. The Schun Pao Year Book en 1933. Liv. « Chemins de fer ».

1° Chemins de fer construits directement par les étrangers.

Ces voies ferrées sont établies, soit directement par les gouvernements étrangers, soit indirectement par l'intermédiaire d'une compagnie étrangère. La construction, l'administration et le contrôle appartiennent à ce pays. En obtenant la construction des voies ferrées, les pays étrangers ont souvent eu en même temps, les droits d'exploiter les mines (art. 6 de la réglementation de l'Est Chinois, par exemple) et d'importer les marchandises avec droits de douane réduits. Aussi qu'on se place au point de vue politique et économique ou qu'on envisage seulement la question des transports, ces voies ferrées sont comme des territoires cédés. On a dit finement que ces chemins de fer sont les ports d'entrée dans le corps de la Chine.

Ces chemins de fer sont en principe, concédés pour une durée déterminée; dans un certain délai la Chine *pouvait* les racheter, ou bien après un délai plus long, ils faisaient retour à la Chine sans indemnité; c'est ainsi que pour le chemin de fer de l'Est Chinois construit par la Russie avant la révolution soviétique, il a été stipulé qu'au bout de 36 ans, la Chine pourrait racheter la ligne; après 80 ans, la Russie la remettrait à la Chine sans indemnité.

2° Chemins de fer construits grâce à des emprunts faits à l'étranger.

Ces chemins de fer sont soumis aux obligations suivantes, vis-à-vis des pays créanciers :

1° Pendant une durée déterminée, la Chine perd le droit de contrôle sur les lignes ainsi construites;

2° Toutes les décisions concernant la construction de la ligne sont prises par le pays prêteur;

3° Les ingénieurs en chef et les comptables principaux doivent être ressortissants du pays prêteur;

4° Les matériaux doivent être fournis par le pays créancier;

5° Les traités déterminent la répartition des bénéfices;

6° Enfin, les voies ferrées constituent une garantie pour les prêteurs. Si les emprunts ne sont pas remboursés dans un certain délai, le pays créancier saisit les chemins de fer.

Les traités relatifs aux chemins de fer ne contiennent pas tous ces six conditions, mais quelques-unes au moins y sont insérées. Quelques lignes de chemins de fer ont été établies à des conditions plus fâcheuses, par exemple, le chemin de fer Sud-Mandchourie, la Chine a perdu le droit d'administrer les territoires situés de part et d'autre de la voie ferrée à une certaine distance. Elle ne peut davantage lever d'impôts sur cette bande de terre; ses tribunaux y sont incompétents. Nous n'entrerons pas dans le détail de cette réglementation.

C. Situation débitrice des chemins de fer.

Nous avons vu que les chemins de fer chinois ont été construits grâce à l'emprunt, ainsi ils se trouvent dans une situation débitrice tout à fait fâcheuse. Les statistiques précises avant la révolution nous manquent, parce qu'avant cette date règne une véritable anarchie dans les chemins de fer chinois. D'après « The Schum Pao Year Book » de 1933, le total des dettes des chemins de fer chinois s'élève à 1.217.619.662.760 dollars mexicains, dont 976.850.110.920 dollars de dettes extérieures.

Il est inutile de conclure longuement de cette étude sur le commerce en Chine. Au point de vue du commerce intérieur, la Chine est comme le marché des étrangers,

au point de vue du commerce extérieur la Chine est un gros client pour les autres pays. Les étrangers la considèrent comme un marché pour leurs marchandises, marché des capitaux. Pour faire circuler leurs marchandises et leurs capitaux et pour recueillir les matières premières dans ce pays les étrangers s'y emparent des moyens de communication. En un mot, la vie du peuple est aux mains des étrangers.

CHAPITRE III

INDUSTRIE

Une différence essentielle oppose la révolution industrielle anglaise et la révolution industrielle dans la Chine contemporaine. Après la découverte et des machines à vapeur et des métiers à tisser, la révolution industrielle anglaise se fait; c'est l'extension de la force intérieure du pays à l'extérieur. Au contraire, la Chine est toujours restée agricole. La vie du peuple peut encore, comme le disait la vieille poésie chinoise se résumer ainsi : « Quand le soleil se lève, ils vont travailler; quand le soleil se couche, ils vont se reposer; ils creusent les puits pour avoir à boire; ils cultivent la terre pour avoir à manger. » Dans cette tranquillité économique, le peuple n'a pas l'ambition de l'hégémonie. C'est par une force extérieure que les mercantilismes occidentaux nous ont poussés à la révolution industrielle.

De cette révolution industrielle provoquée par les européens, la société chinoise est toute renversée. Et ce bouleversement entraîne des renversements politiques, c'est la nécessité économique qui a fait la révolution politique et, les industries nationales de Chine subissent la répercussion des guerres civiles. D'autre part, en Europe, le développement économique est beaucoup plus avancé qu'en Extrême-Orient, les européens nous imposent les

fameux traités inégaux. Ainsi, les industries chinoises sont très en retard sur celles de l'Europe.

Sans doute, l'ancien cadre du travail de famille est détruit. La concentration des industries prend un aspect nouveau dans la Chine moderne, mais la concentration n'a pas atteint ses limites, elle est loin du point où, selon K. Marx, elle entraîne la révolution des classes. Puisque la population chinoise se compose actuellement de 74,5% de paysans exclusifs et que, d'après le recensement du ministère de l'Agriculture et du Commerce pendant 1925-26, les artisans atteignent 11.940.000 soit 12% de la population; les paysans forment au total 86,5% environ de la population. Remarquons que jadis, comme nous l'avons montré il était impossible de distinguer les artisans et les paysans, mais à notre époque, quoique le recensement de la population nous manque, nous pouvons affirmer que les artisans et les paysans forment deux catégories distinctes, parce que l'émigration vers la ville les met dans l'impossibilité de cumuler leurs métiers.

Ainsi, avec 86,5% de la population formée de paysans et d'artisans auquel il faut ajouter encore les fonctionnaires et les classes oisives (ces dernières très nombreuses en Chine), la population vraiment industrielle et commerciale au sens moderne du mot est extrêmement faible; c'est cette faible partie de la population qui est employée dans les grandes industries. Nous avons déjà montré que les capitaux étrangers étaient investis dans l'industrie chinoise, nous allons voir maintenant la vraie situation industrielle en Chine. Bien entendu, il ne faut jamais oublier qu'il y a des capitaux étrangers dans ces industries.

Depuis le traité de Nankin, en 1842, la Chine est soumise

à un régime de capitulation. Elle sent le besoin d'avoir des industries pour lutter contre l'inondation des marchandises étrangères. Le gouvernement mandchou a créé certaines industries nationales : usines textiles à Shanghai en 1882, usines de machines et de métaux à Shanghai en 1883, usine de soie à Canton en 1886, usine de textiles et hauts fourneaux à Canton en 1889, etc... L'échec de ces usines est évident, parce que les fonctionnaires qui dirigeaient les usines à cette époque étaient souvent incompetents, mais peu à peu le peuple prend conscience de la situation ; mais les industriels doivent toujours lutter contre les fléaux intérieurs, les guerres civiles d'une part et la concurrence étrangère d'autre part. Nous allons étudier d'abord la force motrice en Chine ; ensuite, les industries lourdes, enfin les industries légères.

1° *Force motrice (spécialement force motrice électrique).*

En ce qui concerne la force motrice, nous n'avons que les statistiques sur les forces motrices électriques. *La Revue des Travaux publics* a montré qu'elle marque une extension énorme : De 1919 à 1929, elle a quintuplé. D'après la statistique du comité de reconstitution du gouvernement chinois en 1929⁵⁸, il y a 575 usines électriques dont 52 usines d'Etat et 35 usines étrangères. La force motrice totale électrique des usines étrangères et nationales atteint dans toutes la Chine 527,788 kilowatts dont 273.862 pour les usines étrangères, sans compter les usines qui produisent elles-mêmes la force motrice électrique qu'elles utilisent. La force électrique totale des usines chinoises d'Etat ou primées est de 253.926 kilowatts. Donc, la force motrice

58. Statistiques du Comité central de la réorganisation en 1929.

électrique produite par les usines étrangères en Chine dépasse de 20.000 kilowatts celle produite par les usines chinoises. Certaines usines produisent elles-mêmes leur force motrice électrique, atteignant au total 308.126 kilowatts.

Ainsi la force motrice électrique s'élève au total à 835.366 kilowatts ($527.240 + 308.126 = 835.366$), si nous désignons ce chiffre total par 100, la force motrice électrique des usines étrangères représente 32,7%, celle des usines chinoises 30,4% et celle des usines donnant elles-mêmes leur force motrice 30,8%. Remarquons que ces dernières sont pour la plupart des usines étrangères. Nous voyons bien quelle est l'importance des usines électriques étrangères en Chine.

Voici quelques données intéressantes relatives aux capitaux investis dans ces entreprises. Les capitaux investis dans ces industries atteignent 221.024.559 dollars mexicains (sans parler des usines qui donnent elles-mêmes leur force motrice électrique) dont 148.822.183 dollars pour les usines étrangères, tandis que les capitaux placés dans les usines chinoises atteignent 72.202.376 dollars; ainsi, les capitaux chinois n'atteignent pas la moitié des capitaux étrangers dans ces industries qui sont à la base de toutes les autres.

2°. *Les industries lourdes.*

D'abord, la houille. D'après l'évaluation des statistiques du ministère de l'Agriculture et des Mines, les mines de charbon sont réparties suivant les provinces de la manière suivante ⁵⁹ :

59. Statistiques du ministère de l'Agriculture et des Mines, 1930.

<i>Provinces</i>	<i>Etendue (meu)</i>	<i>Quantité</i> (1.000.000 tonnes)
Hopei.....	443.076	3.071
Chan-Tong	417.565	1.659
Chan-Si	172.540	127.115
Che-Liang	139.976	1.017
Jehol	132.579	720
Honan	124.609	8.147
Foug-Tien	113.198	1.583
Ngan-Hoei	111.884	347
Kiang-Si	261.914	950
Se-Tchoan ...	56.140	20.000
Houpei	55.041	440
Tché-Kiang....	51.725	101
Kiang-Sou.....	33.514	237
Hai-Lang-Kiang	17.122	325
Yun-Nan	12.936	3.000
Canton.....	9.899	300
Honnan	8.892	6.000
Tchahor.....	8.495	488
Sin-Yan	7.882	325
Fan-Kien	5.176	500
Kouang-Si.....	3.503	200
Kan-Sou	2.818	6.000
Shen-Si		7.950
Koei-Teheou ...		5.000
Sou-Kiang.....		6.000
Total	2.190.483	267.475

Nous voyons qu'il n'y a pas une seule province chinoise qui n'ait pas de mines de charbon. La plus riche est celle de Chan-Si, mais les taux de la production sont extrêmement faibles au total. Les voici pour les dernières années :

1926.....	23.040.119 tonnes
1927.....	24.172.009 —
1928.....	25.091.760 —

1929.....	25.842.454	—
1930.....	26.508.191	—
1931.....	28.820.022	—

Sans doute, il y a une augmentation régulière de la production, mais nous avons montré plus haut que cette augmentation de la production correspond à une augmentation de la production des mines exploitées par les étrangers; cela n'a rien à voir avec l'économie nationale de la Chine.

Maintenant, nous allons voir les industries du fer et de l'acier. Toujours d'après la même source, voici l'évaluation des mines de fer qui existent dans la Chine :

<i>Provinces</i>	<i>Etendue (meu)</i>	<i>Quantité</i> (1.000 tonnes)
Fong-Tien	32.664	740.000
Ngan-Hoei	21.929	15.735
Hopei.....	14.406	124.345
Fou-Kien	12.939	124.345
Hanan	6.713	740
Houpei.....	5.709	35.640
Kiang-Si	4.946	6.880
Yun-Nan	4.113	200
Tché-Kiang....	4.303	
Kiang-Sou.....	3.754	7.300
Chan-Toug	1.190	13.700
Total	111.476	246.540

Presque la moitié des provinces chinoises ont des mines de fer. Or, en Chine, il y a neuf grands hauts fourneaux, dont trois sont établis avec des capitaux japonais, savoir : Han-Yat-Pin Compagnie, Pin-Sie-Lac Compagnie et Nia-San Compagnie. Nous ne savons pas quel est exactement le montant des capitaux japonais placés dans ces compagnies.

Nous indiquons ci-dessous quelles sont pour ces dernières années la production totale des hauts fourneaux à capitaux purement nationaux, et celle des hauts fourneaux qui travaillent pour la plupart avec des capitaux japonais.

<i>Années</i>	<i>Hauts Fourneaux (capitaux nationaux)</i>	<i>Hauts Fourneaux (capitaux japonais)</i>
1918	184.144 tonnes	184.144 tonnes
1919	276.588 —	276.588 —
1920	250.024 —	257.648 —
1921	217.589 —	232.787 —
1922	208.446 —	223.694 —
1923	173.442 —	173.442 —
1924	160.521 —	160.521 —
1925	199.617 —	199.617 —
1926	213.500 —	225.798 —
1927	228.278 —	232.278 —
1928	244.345 —	254.973 —

Jusqu'à 1926, les deux chiffres sont presque égaux. A partir de 1927, la production des hauts fourneaux nationaux est simplement supérieure de quelque mille tonnes. De même pour la production des aciers dans ces hauts fourneaux, la production totale atteignait en 1927 et en 1928, chaque année 30.000 tonnes. Remarquons que la production a été en 1920 de 68.260 tonnes et en 1921 de 76.800 tonnes. La diminution de ces dernières années s'explique par la diminution mondiale du prix des aciers.

Que ce soit le charbon, le fer ou l'acier, les capitaux étrangers, surtout japonais, jouent un rôle prépondérant dans ces industries. Mais ce qui aggrave la situation de l'économie chinoise, c'est que cette production ne peut pas être utilisée dans le pays. Une partie doit être exportée. L'exportation des charbons est en 1929 de 4.123.281 tonnes; en 1930 de 3.505.181 tonnes et en 1931 de 3.583.050 tonnes

à destination exclusivement du Japon. De même pour la consommation des fers bruts, en 1929, nous avons exporté 3.397.390 tonnes, en 1930, 3.033.471 tonnes et en 1931, 4.150.647 tonnes pour la même destination. C'est là un signe qu'il est inutile d'expliquer, les industries chinoises ne sont pas assez développées pour utiliser ces matières premières, aussi la Chine ne pouvait que les échanger contre les produits fabriqués.

3° Les industries légères et les autres industries modernes,

Les industries légères comprennent les industries des tissages, des étoffes et des soies. Il y a encore d'autres industries modernes : les industries métalliques (machines, constructions navales, armées, monnaie, etc...); les industries chimiques (papier, allumettes, savons, etc...); les industries alimentaires (sucre, farine, conserves, sel, etc...) et les industries des bâtiments (ciment, verres, etc...). Nous n'entrerons pas dans le détail de toutes ces industries, nous prendrons comme exemple une industrie de chaque type; nous prendrons les industries des tissages comme exemple des industries légères, les industries navales comme exemple des industries métalliques, les industries des peaux comme exemple des industries chimiques, et les industries des farines comme exemple des industries d'alimentation.

A. Industries textiles⁶⁰.

Nous allons voir dans le tableau suivant les usines de tissages, leur production, le nombre de leurs machines et le nombre des ouvriers :

60. Enquête de l'union des syndicats des industriels textiles chinois en 1932, Shanghai.

<i>Nombre d'usines</i>	<i>Broches brutes</i>	<i>Broches fines</i>	<i>Machines</i>	<i>Ouvriers</i>
28 à Shanghai	1.066.920	90.280	7.864	65.146
21 à Kia-Sau	513.824	20.264	5.763	40.200
9 à Hopei	273.604	13.246	1.840	16.596
19 dans d'autres provin- ces	433.548	15.000	1.913	26.223
3 aux Anglais	170.610		2.691	13.000
30 aux Japonais à Shan- ghai	1.253.100	240.960	13.685	51.103
11 aux Japonais des diver- ses provinces	504.148	5.180	5.621	23.337

D'après cette enquête, le nombre des usines nationales est presque le double de celui des usines étrangères (84 usines chinoises; 44 usines étrangères); les broches brutes atteignent au total 4.516.898 dont 2.589.040 pour les usines nationales et 1.927.858 pour les usines étrangères, soit sensiblement plus d'un tiers du total pour ces dernières. Les broches fines s'élèvent au total à 387.890 dont 14.750 pour les usines nationales et 246.140 pour les usines étrangères, soit pour ces dernières un chiffre presque double du premier; le nombre des machines au total est de 42.586 dont 20.599 pour les nationaux et 21.997 aux étrangers, soit pour ces derniers 1398 machines de plus que pour les premiers; le nombre des ouvriers chinois travaillant dans les usines de tissus atteint au total 261.127 dont 173.687 aux usines nationales et 87.740 aux usines étrangères, soit pour ces derniers la moitié moins que les premiers.

En considérant la consommation chinoise des produits textiles, l'espoir de ces industries est très grand, puisqu'en 1929, la Chine a importé 234.906 taëls, en 1930, 162.586 taëls. L'importation des tissages en Chine, atteignait déjà en 1913, 16.138.316 pièces, mais sous l'influence de la

guerre mondiale et du mouvement de renaissance chinoise en 1918-1919, l'importation a beaucoup diminué. En 1915, elle est tombée à 14.148.412 pièces; en 1918, à 10.421.303 pièces. Les industries nationales ont bénéficié des différences, mais au lendemain de la guerre, les industries étrangères ont repris le terrain perdu. Entre 1921 et 1926, à Shanghai, il y a eu plus de vingt usines de tissage mises en faillite. D'après la déclaration de l'union des syndicats des industriels du tissage en 1927, cette situation est due aux causes suivantes : Premièrement, les pays étrangers ont le droit d'établir des usines en Chine; aussitôt la paix signée les capitaux étrangers inondent la Chine, surtout dans cette branche d'industrie. En second lieu, les guerres civiles, à cette époque, empêchent les industriels de recueillir le coton dans l'intérieur de la Chine, ils doivent acheter les cotons américains et hindous, ce qui fait augmenter le prix de revient; troisièmement enfin, l'économie rurale, de la Chine est en faillite. Le pouvoir d'achat des paysans est de plus en plus restreint. C'est ainsi que les cotonnades ont augmenté d'une façon énorme en ces dernières années.

B. Industries métallurgiques (industries navales).

L'industrie métallurgique est le centre des autres industries. Son développement laisse supposer le développement des autres industries, mais le charbon et le fer en Chine prennent la destination des pays étrangers surtout du Japon. Ces derniers les réexportent sous forme de produits manufacturés, nous prenons l'exemple des industries navales⁶¹.

L'Etat chinois a fondé un chantier naval à Shanghai en 1865, appelé chantier « Naval Tsian-Nan » c'est le plus

61. *Annuaire des statistiques*, n° 1, p. 1051.

grand chantier qui existe en Chine. Les ingénieurs sont pour la plupart des Anglais et il emploie 2.500 ouvriers qualifiés. La grandeur des chantiers atteint 360 « feet ». Avant 1908, il a construit douze grands paquebots pour le compte des Etats-Unis. Depuis 1905, il a construit 300 paquebots au total de 700.000 tonnes.

Les Anglais ont fondé le chantier naval « Yan San Lan » au capital de 5.500.000 de taëls. Un autre, le Sian-Yan, également anglais, a été fondé en 1900 avec le capital de 750.000 taëls. Un chantier sino-français est fondé en 1904 au capital de 1.200.000 taëls, un autre encore anglais est créé vers 1910, son capital est inconnu, un chantier sino-japonais est ouvert en 1909 avec un capital de 350.000 dollars mexicains.

A Hong-Kong, il y a trois chantiers navals anglais. A Ta-Lia, un chantier japonais. A Amoy, et à Takon il y a un petit chantier naval chinois.

C'est toujours la même situation que dans les autres industries les capitaux étrangers occupent la première place. La Chine a dû recourir aux chantiers étrangers. D'après la statistique du ministère de la Marine de Chine, en 1931, la construction des navires de guerre, faite dans les chantiers étrangers atteint les proportions suivantes :

<i>Pays</i>	<i>Tonnage construit</i>	<i>Pourcentage</i>
Chine	14.616	39,95 %
Allemagne .	9.131	24,96 %
Angleterre..	5.333	14,58 %
Japon	5.204	14,22 %
Autriche	2.305	6,29 %
Tota' ...	36.589	100 %

C. Industries chimiques (spécialement industries des allumettes).

La Chine connaît toutes les industries chimiques : papiers, peaux, savons, etc..., mais nous possédons peu de données statistiques les concernant, nous savons seulement que l'importation des papiers en Chine s'élève à 34.246.000 de taëls en 1929, 37.384.000 de taëls en 1930 et 45.405.000 en 1931⁶². La Chine est un grand exportateur des peaux brutes, elle en exportait 45.470.000 de taëls en 1929; 34.338.000 de taëls en 1930 et 37.700.000 en 1931. Ces peaux brutes étaient travaillées dans les usines des pays étrangers et ces derniers réexportaient en Chine des peaux travaillées pour une valeur, en 1929, de 5.411.331.000 de taëls, en 1930, de 5.685.741.000 de taëls et en 1931 de 3.909.825.000 de taëls. Seulement ces trois derniers chiffres comprennent en même temps l'importation du caoutchouc, puisque dans les statistiques douanières on ne distingue pas ces deux produits, mais ces chiffres montrent l'importance de l'importation des peaux travaillées. De même pour l'industrie du savon, nous n'avons rien d'exact; aussi insisterons-nous sur l'industrie des allumettes à titre d'exemple⁶³.

Cette dernière industrie prend d'ailleurs un aspect nouveau depuis ces dernières années en faveur de la Chine. Elle a pu lutter contre les industries étrangères et aboutir à une diminution de l'importation. Avant la guerre mondiale, la Chine a importé des allumettes japonaises et suédoises. Après la guerre le Japon a accaparé seul le marché chinois des allumettes, mais les usines chinoises augmentent d'année en année. De nos jours leur nombre total

62. The Schun Pao Year Book en 1933. Liv. « Commerce international », p. 187.

63. The Schun Pao Year Book en 1933. Liv. « Industries », p. 239.

atteint soixante-huit avec un capital global de 8.087.400 dollars. Voyons la production de ces industries d'après l'union du syndicat des industriels chinois des allumettes, en 1932.

<i>Années</i>	<i>Production (en caisse de 7.200 boîtes)</i>	<i>Consommation</i>
1927	644.100	709.314
1928	803.200	726.000
1929	719.300	650.200
1930	543.963	499.019

C'est ainsi que la production est plus forte que la consommation. Jadis, la situation était toute différente, ainsi que le montrent les chiffres de l'importation des années successives.

<i>Années</i>	<i>Importation (en caisse)</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Prix (taïls)</i>
1912	30.090.020	100 %	6.985.146
1914	23.935.776	80 %	5.628.888
1916	20.620.717	69 %	6.975.886
1918	13.340.821	44 %	4.605.427
1920	8.484.296	48 %	2.965.925
1922	2.702.696	9 %	1.225.580

En 1922, il n'y a que 2.702.696 caisses importées. En 1927 la production nationale était de 644.100 caisses; l'importation n'atteignait que 65.214 caisses. En 1928, la production nationale dépassait la consommation.

Ce développement de l'industrie des allumettes en Chine s'explique par diverses raisons. D'abord l'industrie des allumettes est une industrie des plus simples; ensuite, l'utilisation des phosphores est très libre et les bois sont abondants en Chine. Donc, les matières premières à bon marché. Dans ces industries il y a beaucoup de femmes et

d'enfants qui travaillent pour un salaire médiocre. C'est immoral, mais l'industrie des allumettes est protégée par cette misère.

Malheureusement, il faut noter toujours la présence d'usines, étrangères en Chine. Ces usines d'allumettes étrangères sont toutes des usines japonaises; une à Fon-Tien, au capital de 100.000 yen; deux à Tahia dont une au capital de 100.000 yen; trois à Chantoung, avec un capital total de 1.500.000 yen; enfin, une autre à Chuhia avec 40.000 yen.

D. Industries alimentaires (spécialement de la meunerie).

En ce qui concerne les industries alimentaires, les usines étrangères jouent un grand rôle, dans la production du sucre et l'importation en est aussi très forte. On compte deux grandes usines anglaises à Hong-Kong avec un capital total de 30.000.000 de dollars américains. Trois usines japonaises à Shanghai et ailleurs avec un capital d'au moins 30.000.000 yen. La Chine n'a qu'une grande usine moderne à Shanghai avec un capital de 10.000.000 dollars mexicains⁶⁴.

La Chine étant un pays agricole, étudions spécialement l'industrie de la meunerie.

Des moulins à bras aux moulins à vent et des moulins à vent aux moulins mécaniques, telle est l'évolution successive et naturelle. Il nous est impossible de citer des chiffres pour la consommation de la farine. Le développement des industries meunières s'explique par le fait que dans le nord de la Chine, on cultive le blé qui est l'aliment principal. Nous allons indiquer les chiffres de l'exportation de la farine

64. The Schun Pao Year Book en 1933. Liv. « Industrie », p. 242.

chinoise et de l'importation de la farine étrangère, ces derniers sont en augmentation sensible⁶⁵.

1^o *Exportation*

<i>Années</i>	<i>Valeurs en taëls</i>
1911.....	2.523.789
1914.....	339.839
1917.....	229.382
1920.....	18.251.722
1923.....	782.788
1926.....	533.377
1929.....	33.075.000

Importation

<i>Années</i>	<i>Valeurs en taëls</i>
1911.....	8.708.451
1914.....	9.016.584
1917.....	2.818.576
1920.....	2.330.215
1923.....	18.668.478
1926.....	23.712.503
1929.....	64.008.000

Nous voyons qu'en 1911 l'importation atteignait 8.708.451 de taëls, l'exportation 2.523.789 de taëls. Pendant la guerre mondiale, l'importation diminuait et l'exportation était en progrès; le chiffre de 1920 le montre bien; l'importation est de 2.330.215 taëls et l'exportation de 18.251.722. Mais à partir de 1923, l'exportation a beaucoup diminué; l'importation s'est accrue d'une façon énorme.

65. The Schun Pao Year Book en 1933. Liv. «Commerce international», p. 190. et suiv.

Cela montre bien la décadence des industries de la farine. Cette situation est facile à expliquer; les guerres civiles diminuent la production, d'une part; le blé américain envahit le marché chinois, d'autre part. Ajoutons toujours que notre droit de douane ne peut protéger notre agriculture. Dans ces industries, il y a aussi des moulins étrangers japonais et russes, mais leur importance est minime.

E. Industries du bâtiment (ciment).

D'après l'évaluation de *The China year Book* n° 1 en 1924, la consommation du ciment s'élève en 1922 à 4.000.000 caisses employées surtout à la construction des usines, des dépôts des gares et des ports. Ces ciments viennent des usines suivantes : usine chinoise des ciments à Honpei: 300.000 caisses par an; usine chinoise des ciments à Canton*300.000 caisses par an. Le reste provient des usines étrangères, Haiphong ciment Works (usine française), Green islands ciment Works (usine anglaise à Hong-Kong) et Tsingtao ciment Works (usine japonaise), mais l'offre de ces usines est plus faible que la demande. Depuis 1920, les industriels ont installé cinq usines de ciments : une à Tao-Chan avec une production de 2.000.000 de caisses par an; une à Nankin avec une production de 912.000 caisses par an; une à Tei-Han avec une production de 730.000 caisses par an, une à Shanghai avec une production de 438.000 caisses par an; et une autre à Sei-Nan avec une production de 91.250 caisses par an.

Nous venons de voir que l'économie rurale de la Chine est en faillite, son commerce et ses industries sont pour la plupart aux mains des étrangers. Il ressort de cet ensem-

ble de faits que la Chine se trouve dans une situation économique et financière qui paraît sans issue. Les étrangers ont tenté la conquête économique de la Chine. Ils en ont fait en tout cas un marché, un débouché pour les produits européens et américains, marché qui aujourd'hui se resserre, non pas tant par la volonté des Chinois, que par l'effet de leur misère. Les importations de capitaux nous ont donné, il est vrai, nos voies ferrées et une partie de nos établissements industriels, mais quel sera l'avenir de la Chine, si elle ne peut rétablir ses finances publiques ? Et pour opérer ce rétablissement, n'est-il pas indispensable qu'elle recouvre sa propre souveraineté, son autonomie douanière, la faculté d'obtenir des ressources fiscales par les moyens qui sont actuellement les plus faciles et les plus sûrs ? L'Angleterre dont la puissance économique et financière est si forte encore, n'a-t-elle pas jugé nécessaire de se protéger ? Le protectionnisme modéré n'est-il pas le seul moyen de favoriser le développement d'un pays riche en ressources naturelles et en main-d'œuvre, mais pauvre de capitaux ? Le moment est venu et depuis longtemps, de reconnaître que l'indépendance absolue de la Chine est une condition de prospérité, non seulement pour elle, mais pour les nations qui jugent conforme à leur intérêt de commercer avec elle.

LIVRE II

LES ORIGINES POLITIQUES DU SOCIALISME DE SUN YAT SEN

Dans ce livre, nous limitons notre étude au mouvement révolutionnaire dirigé par Sun Yat Sen. Sans doute, il y a dans l'histoire de la Chine d'autres mouvements nationalistes contre les conquêtes étrangères, d'autres tentatives d'organisation démocratique et socialiste et de décentralisation. mais le peuple paisible chinois vivant avec son agriculture s'intéresse peu à la politique dans notre ancien régime. C'est grâce au coup de vent renversant l'économie rurale lancé par les Européens, que le docteur Sun Yat Sen a déclenché la révolution et que le peuple l'a suivie⁶⁶.

1. L'activité personnelle de Sun Yat Sen jusqu'à la constitution de l'association d'alliance.

La dynastie Tsing est originaire de la Mandchourie, pays qui, autrefois, était considéré comme terre étrangère. Au moment où cette dynastie monta sur le trône, une lutte rapide s'engagea entre le gouvernement mandchou et la Chine proprement dite; c'est là une forme originale du nationalisme. L'autoritarisme de cette dernière dy-

66. *Mémoire de Sun Yat Sen* (œuvres complètes, liv. I). — Wa Lin-yi, *Histoire du Kuomintang*, 1931.

nastie a contenu en apparence toutes les révoltes, mais celles-ci n'ont jamais complètement disparu.

De nombreuses associations secrètes dirigées contre la dynastie Tsing se sont formées. Ces associations ont groupé aussi les émigrants chinois, surtout dans les pays voisins de la Chine.

Au lendemain de la guerre de l'opium et depuis cette époque, l'hostilité du peuple à l'égard des Européens n'a pas cessé d'augmenter. L'état d'esprit du peuple vis-à-vis du gouvernement mandchou n'a pas varié, mais de plus en plus les traités inégaux ont avivé la haine du peuple chinois contre les empereurs; cependant, le peuple conservait la tradition et n'avait pas de programme pratique qui lui permit de se sauver. C'est un étudiant en médecine de Canton, né en 1865, qui voyant depuis 1885 les impérialistes envahir la Chine, affirme avec énergie que pour sauver le pays contre les puissances il faut d'abord renverser le gouvernement mandchou, parce que celui-ci est ignorant, orgueilleux et incapable. Cet étudiant, c'est le docteur Sun Yat Sen.

Le docteur Sun Yat Sen poursuit ensuite ses études à Hong-Kong; il essaie d'y répandre ses idées parmi ses camarades. Quatre seulement se rallient à sa thèse. Tout le monde les considère comme des traîtres. Ses études terminées, Sun Yat Sen s'établit à Canton et à Macao mais déjà il prépare la révolution : d'une part, il étudie la situation de la Chine et observe les événements, d'autre part, il se met en relations avec les anciennes associations secrètes organisées contre la dynastie Tsing.

Pendant la guerre sino-japonaise en 1894, profitant de l'émotion du peuple, le docteur Sun prépare sa première tentative révolutionnaire. Au lendemain de cette guerre,

il se dispose à prendre Canton, mais le gouvernement découvre ses armes, la tentative avait échoué.

Après ce premier essai, le docteur Sun quitte le pays et part pour l'Amérique, afin de propager son programme dans les milieux chinois composés d'émigrés nombreux dans ce pays. Durant cette période, son programme se résume en deux mots : nationalisme et démocratie. Son nationalisme est dirigé tout d'abord, contre la dynastie Tsing, ensuite contre les impérialismes européens ou américains.

La démocratie qu'il préconise alors ne se distingue pas de la démocratie européenne.

Depuis l'époque où Sun Yat Sen avait essayé de s'emparer de Canton, le gouvernement impérial le surveillait et cherchait toujours une occasion pour l'arrêter. Alors qu'il se rendait des Etats-Unis à Londres, la légation de l'empire mandchou l'arrêta et chercha à l'emmener secrètement en Chine. Heureusement, M. Conthis, un de ses anciens professeurs anglais lui porta secours et, grâce à lui, Sun Yat Sen fut mis en liberté. Il resta deux ans ensuite en Europe y étudiant l'économie politique et la politique européenne.

Voyant à quel point le gouvernement mandchou est si ignorant, orgueilleux et incapable, il décide de le renverser; les impérialistes cherchent des débouchés et envahissent les nations faibles. Il décide aussi de les abattre et de sauver les nations opprimées. Tel est son nationalisme sous sa forme la plus complète.

Le nationalisme est insuffisant. La démocratie des pays européens est une démocratie bourgeoise. La grande masse de la société (le prolétariat) ne joue au fond qu'un rôle insignifiant, elle aussi est opprimée. Il faut, d'après le

chef des révolutionnaires chinois, établir la véritable démocratie.

L'anarchie du capitalisme européen marque son défaut, mais il exploite le prolétariat autant qu'il peut. La classe ouvrière est en enfer; la question politique pourrait être résolue par le nationalisme et la démocratie, mais la question économique reste posée. Tant que celle-ci n'est pas résolue, la société est mal organisée et il lui manque la tranquillité. C'est là qu'il faut chercher la cause de la lutte des classes en Europe. D'après Sun Yat Sen, le socialisme permet de résoudre la question économique. Tels sont les trois grands principes posés par le docteur Sun, pendant les deux ans qu'il passa en Europe, et toute sa vie il lutta pour le triomphe de ces trois idées.

Il ne rentre pas dans le cadre de ce travail d'étudier le nationalisme et la démocratie, tels que les conçoit le docteur Sun : nous analyserons en détail son socialisme dans la deuxième partie de cette étude. Pour l'instant, bornons-nous à préciser les circonstances dans lesquelles le docteur Sun a été amené à affirmer ses principes et surtout celui du socialisme. Après un séjour de deux ans en Europe, le docteur Sun retourne en Extrême-Orient. Il se fixe au Japon. La situation était alors très difficile. L'état d'esprit du peuple n'avait pas varié, le gouvernement mandchou était toujours aussi autoritaire. Le parti royaliste, dit constitutionniste, venait de se fonder pour lutter contre les idées révolutionnaires.

En 1900, le gouvernement d'empire se servit des Boxers pour lutter contre les étrangers. Ceci provoqua une intervention internationale; Sun Yat Sen préparait alors une seconde révolte à Canton. Ses efforts furent vains, les partisans de Sun Yat Sen avaient consenti un grand sacri-

fice. Après cette révolte et l'échec des Boxers, le peuple se réveilla. La propagande, disait Sun Yat Sen lui-même, était devenue plus facile. Sun fit un deuxième tour du monde; il se rendit d'abord au Japon, beaucoup d'étudiants lui témoignent de la sympathie. Il passe en Amérique : les émigrants compatriotes l'accueillent avec bienveillance. En 1905, il arrive en Europe. Les étudiants chinois commençaient à y venir, une première réunion d'alliance groupant ses partisans a lieu à Bruxelles, une deuxième à Berlin, une troisième à Paris, une quatrième réunion est organisée au Japon. Dans ce dernier pays, on compte une centaine de membres. Ils organisent une association appelée « Association d'alliance de la Révolution ». Pour éviter le mot *révolution*, dangereux à cette époque, on l'appelle simplement « association d'alliance ». Celle-ci est un véritable parti révolutionnaire. L'Association est organisée, les principes sont les trois principes du peuple définis par Sun Yat Sen.

Depuis la fondation de l'association d'alliance, la révolution est entrée dans une nouvelle phase; un parti révolutionnaire est organisé et discipliné, Sun Yat Sen en est le chef, tandis qu'auparavant, la révolution était préconisée par Sun Yat Sen seul. C'est la période au cours de laquelle se précisent les trois principes du peuple de « la Révolution chinoise ».

2. De la fondation de l'Association d'alliance à 1911.

L'Association acceptait les trois principes posés par Sun Yat Sen et celui-ci adoptait en outre, le nom de la « République chinoise ». Désormais l'évolution de la Révolution devient de plus en plus remarquable. L'opinion

étrangère la favorise. Le ministre de la Guerre français envoie un officier auprès de Sun Yat Sen et manifeste sa sympathie aux révolutionnaires chinois. Plus tard la France désigne jusqu'à sept officiers pour aider le docteur Sun. Ils nous ont rendu certains services.

Le journal du parti révolutionnaire est fondé au Japon : c'est le *Journal du Peuple*.

Il y avait eu déjà des luttes dans la province Hounan. Après la fondation de l'Association, une bataille s'engageait dans cette province, les révolutionnaires furent vaincus, mais tous les partisans de Sun Yat Sen se résignèrent, heureux d'avoir une occasion de mourir en défendant leur cause.

De nombreuses révoltes eurent lieu à Canton et à Yunan. Les résultats ne furent pas plus favorables. Les difficultés parurent insurmontables quelquefois, les partisans de Sun Yat Sen eurent des heures de découragement, mais leur chef les reconfortait. Ils le suivaient toujours pour établir la « République chinoise ». Un de ses partisans voulut à tout prix renverser le gouvernement ignorant, il est allé à Pékin en 1910 avec quelques camarades pour assassiner le régent impérial dans le but de soulever le peuple chinois et de provoquer la révolution. Ayant échoué, il est condamné à la prison à perpétuité. Il n'en est sorti qu'à la révolution de 1911. Le révolutionnaire est M. Wang Ching-Wei, chef actuel de l'aile gauche du Kuomintang.

A cette date, l'Asie tout entière est fermée au docteur Sun, il est obligé de partir pour l'Europe et l'Amérique. Les partisans restés en Chine dirigent la révolution, pendant qu'il cherche à résoudre la question financière pour le parti.

Une grande révolte, sans précédent, s'engageait le 29

mars 1911 près de Canton. Le monde entier a les yeux tournés vers la Chine. Les révolutionnaires sont toujours battus. Mais le gouvernement mandchou est maintenant très embarrassé. Tout le monde sait que le succès sera finalement pour les révolutionnaires.

Aussi, lorsque la révolte de Ou-Chang éclate au mois d'août 1911, le gouverneur de cette province s'enfuit; quelques mois après, 15 provinces sur 18 sont aux mains des révolutionnaires. La République Chinoise est proclamée. Le docteur Sun Yat Sen en est élu président provisoire. Pendant toute cette période, nous constatons une lutte de plus en plus vive, entre un parti révolutionnaire, organisé, fidèle aux trois principes, et le gouvernement mandchou, ignorant, orgueilleux et incapable. C'est le parti révolutionnaire et les trois principes du peuple formés par Sun Yat Sen qui ont triomphé.

3. De 1911 à 1924.

La paix signée, le docteur Sun Yat Sen céda la présidence à Yuan Che Kai. Il s'efforce de développer l'industrie et le commerce dans le pays.

Tant qu'il s'est agi de renverser le gouvernement mandchou, tout le monde acceptait « les trois principes du peuple » sans restriction. Le docteur Sun Yat Sen une fois au pouvoir, une scission s'opère dans le parti. Les uns conservent le nationalisme et la démocratie, mais abandonnent le socialisme. Les autres restent fidèles aux trois principes. C'est dans cette scission qu'il faut chercher la cause principale qui décide le docteur Sun Yat Sen à abandonner la présidence. Le docteur ne voulait pas être le chef d'un parti qui abandonnait le socialisme... Un

jour un de ses disciples lui disait : « On voudrait vous suivre pour réaliser la réorganisation du pays, mais il faudrait que vous ne parliez pas en ce moment de socialisme. » — Je ne voudrais pas, répondait le docteur, faire la révolution si je sacrifie le socialisme. » Nous voyons que le socialisme est pour Sun Yat Sen le point principal de son programme.

Quoi qu'il en soit, Sun Yat Sen a quitté la présidence, Yuan Che Kaï le remplace. L'ancienne Association d'alliance se transforme en Kuomintang (parti du peuple). Le docteur Sun en est toujours le chef, mais il n'est pas satisfait de l'organisation du Kuomintang parce que les membres sont devenus des politiciens et ont perdu le sens révolutionnaire. Le docteur Sun veut remonter le courant, il cherche à réorganiser son parti et à lui redonner l'aspect révolutionnaire de « l'Association d'alliance. » Il organisait alors « le parti révolutionnaire de Chine ». Tous les membres doivent prêter serment d'obéissance au chef, le docteur Sun aussi. Lorsque Yuan Che Kaï se proclame empereur de Chine, Sun Yat Sen le renverse aussitôt. Cependant les militaristes du Nord s'emparent du pouvoir et méprisent la constitution provisoire; ils prononcent la dissolution de la Chambre et du Sénat. Sun Yat Sen agit avec patience et courage, dans les provinces du Sud contre les militaristes du Nord. Tantôt le gouvernement du Sud est fondé, tantôt il est renversé, mais le docteur Sun et ses disciples luttent toujours avec énergie contre les militaristes.

A cette époque, la révolution russe a réussi : le docteur Sun est encouragé. Il félicite Lénine et s'allie à lui. Le docteur Sun décide encore une fois de réorganiser son parti. Il ouvrait encore un nouveau chapitre dans l'histoire de la révolution chinoise.

4. *De la réorganisation du Kuomin'tang à nos jours.*

Au mois de janvier 1924, le docteur Sun Yat Sen au Congrès national de son parti reprend le nom de Kuomin-sang, celui-ci publie « un premier manifeste ⁶⁷ » contenant une analyse de la situation politique et économique de la Chine opprimée par les impérialistes. Il indique les erreurs des constitutionnistes, des fédéralistes, des pacifistes et des partisans d'un gouvernement de commerçants. Résumons brièvement cette partie du manifeste. Les constitutionnistes prétendaient que l'état d'anarchie de la Chine était dû à l'absence de constitution. Il est vrai que la constitution est le ciment d'une nation, mais il faut que tout le monde obéisse à la constitution. Après la Révolution de 1911 on a adopté une constitution provisoire, mais les militaristes ne l'ont pas observée. La Constitution est comme du « papier mort », si l'on ne veut pas la respecter. En outre avant toute autre chose, il faut que le peuple connaisse et accepte la constitution qu'on va lui donner, autrement les militaristes s'en serviraient pour satisfaire leurs intérêts personnels. Aussi conclut le Dr Sun, il faut supprimer les anticonstitutionnistes, c'est-à-dire les militaristes et les impérialistes. En outre il faut instruire le peuple pour le mettre à même de se gouverner.

Les fédéralistes soutiennent que la situation difficile de la Chine a sa cause dans une centralisation excessive, et préconise pour y porter remède un gouvernement largement décentralisé. En réalité, l'état de choses actuels est dû au militarisme. Le fédéralisme aurait pour seul résultat de remplacer le militarisme existant dans le cadre national par des militarismes provinciaux qui morcelleraient la

67. Publié par le Comité central du Kuomintang.

Chine, mais il ne le supprimerait pas. Or, c'est seulement après le renversement du militarisme actuel qu'il sera possible de parler de centralisation ou de décentralisation.

Après avoir exposé son opinion sur les deux mouvements constitutionniste et fédéraliste, le Dr Sun Yat Sen fait également la critique du pacifisme.

La Chine souffre des guerres civiles : les pacifistes voudraient la paix. Tout le monde d'ailleurs la désire, mais les pacifistes voudraient assurer la paix par une convention nationale. L'idée est bonne, mais impossible à réaliser. L'expérience du passé est là pour montrer que les intérêts des différents militaristes se heurtent les uns aux autres. Le jour où ces intérêts seraient en jeu, la guerre civile éclaterait à nouveau malgré la convention ; on ne pourrait l'empêcher.

Les capitalistes croient qu'ils pourraient représenter les intérêts nationaux. Ils voudraient organiser un gouvernement de commerçants, mais les capitalistes ne représenteraient pas toutes les classes de la société. Ces commerçants aussi soutiendraient les impérialistes.

Telle est la partie critique, destructive du manifeste, mais après avoir démoli, il faut reconstruire, aussi le Dr Sun Yat Sen montre-t-il ensuite, que les trois principes posés par la Révolution qu'il dirige sont le seul chemin à suivre pour arriver à l'émancipation de la Chine.

Le nationalisme est dirigé contre les militaristes et les impérialistes pour assurer l'émancipation du pays. Aussi toutes les races à l'intérieur de la Chine sont égales entre elles.

La démocratie est à la base de l'organisation du pays. Grâce au droit d'élection et de révocation de ses représentants, et aussi au droit de referendum et d'initiative en

matière législative, le peuple intervient directement ou indirectement, dans la politique.

Le socialisme assure la répartition égale de la terre et la restriction des capitaux. Nous y reviendrons. Il faut organiser toutes les classes de la société, surtout les classes ouvrière et paysanne dans la lutte pour la vie.

Ainsi, après la réorganisation du Kuomintang l'organisation ouvrière et paysanne fait entrer la révolution chinoise dans une nouvelle phase.

Depuis que l'impérialisme occidental envahit la Chine, toutes les classes sont en faillite. Les industriels et les commerçants ne peuvent, par suite du régime douanier, concurrencer les étrangers. Les moyens de communication sont aux mains des étrangers, qui pouvaient imposer des conditions défavorables pour le transport des marchandises chinoises et favoriser la circulation de leurs produits nationaux.

Les capitaux étrangers lèsent l'économie nationale, ainsi les bourgeois se rangent aux côtés de Sun Yat Sen.

Les petits industriels conservant les anciens procédés de fabrications ne pouvaient lutter contre les marchandises étrangères vendues à bas prix. Les paysans se trouvaient dans une situation de plus en plus difficile, aussi la société était désorganisée. Les artisans abandonnaient les métiers, et les paysans cessaient de cultiver la terre, qui ne pouvait plus les faire vivre. Ils désertaient les campagnes pour les villes industrielles, ou bien ils émigraient à l'étranger.

Les données statistiques⁶⁸ nous montrent que, de 1847 à 1874, 50.000 travailleurs chinois ont quitté le pays à destination de l'Amérique. En 1884 il y a 1.100 émigrants se

68. Enquête de l'université d'Extrême-Orient, près de Shanghai (unverité réservée aux fils d'émigrants chinois).

rendant en Amérique; en 1886, 1.500 émigrants, de 1910 à 1917, 15.000 émigrants chinois sont partis pour la France et l'Angleterre. Ces chiffres ne tiennent pas compte du grand nombre d'émigrants dans l'archipel Malais. Celui-ci est devenu une véritable colonie chinoise, au sens économique du mot.

D'après une statistique récente, les émigrants chinois atteignent 10.794.214, sans parler de ceux installés à Hong-Kong et à Macao, où il y a actuellement dans ces deux villes 686.310 Chinois.

Ils sont répartis de la façon suivante :

<i>Pays.</i>	<i>Nombre.</i>
Archipel Malais, Siam et les îles voisines.	6.441.900
Dans les autres pays de l'Asie.....	3.829.614
Amériques.....	330.000
Afrique	17.600
Europe.....	30.000
Australie et les autres îles du Pacifique..	45.000

Le nombre des émigrants chinois est tel qu'ils trouvent difficilement à gagner leur vie.

La plupart des Chinois au Siam travaillent dans les bois, dans l'Indochine, ils sont employés à la culture du coton, du riz et du caoutchouc, dans les Indes néerlandaises et dans l'archipel Malais à l'agriculture. Dans l'Amérique du Nord, ils travaillent dans les blanchisseries, les restaurants et les mines. En Corée, dans les mines et les forêts. En Europe, ils sont employés comme manœuvres dans toutes sortes de métiers. En un mot, les Chinois travaillent dans de mauvaises conditions physiques. Les gros commerçants sont assez peu nombreux. Ces émigrants vivant dans des condi-

tions médiocres, dans des pays souvent malveillants à leur égard, sont de plus en plus attachés à leur patrie. Aussi le Dr Sun Yat Sen reçoit-il d'eux l'aide financière la plus importante.

En ce qui concerne les émigrants venus des campagnes dans les villes, quels travaux peuvent-ils trouver ? La question est angoissante pour eux. D'abord les industries modernes sont assez peu nombreuses, on trouve très difficilement du travail⁶⁹. De plus les salaires sont trop bas pour leur permettre de vivre. Dans les filatures à Shanghai, le salaire des manœuvres est au maximum de 12 dollars mexicains par mois et au minimum de 6 dollars pour un ouvrier. Cela fait une moyenne de 9 dollars par mois. Pour une ouvrière dans ces mêmes industries, le salaire varie de 6 à 10 dollars par mois. De même pour les industries de la soie. Dans les mines le salaire moyen est de 14 dollars par mois. Le salaire mensuel des ouvriers qualifiés est au maximum de 30 dollars dans les filatures, et au minimum de 12 dollars, cela fait une moyenne de 26 dollars pour un homme, il est de 24 dollars au maximum et 8 au minimum pour une femme. Remarquons que la durée du travail dépasse souvent douze heures par jour et souvent sans repos hebdomadaire.

Il faut que nous dressions, ici, un tableau de coût minimum de la vie en Chine. Prenons les dépenses d'un ouvrier à Shanghai comme exemple :

69. *Annuaire du travail*, p. 210-230.

1° Dépenses mensuelles des ouvriers non qualifiés à Shanghai

<i>Nature des dépenses</i>	<i>Montant pour un célibataire</i>	<i>Famille de 5 personnes</i>
Nourriture	5,45 \$	11,1 \$
Vêtement	1,19 \$	2,13 \$
Loyer	1,78 \$	2,78 \$
Chauffage	0,47 \$	1,92 \$
Frais de fréquentation ..	0,71 \$	0,85 \$
Divers	2,25 \$	2,56 \$
Total	11,85 \$	21,34 \$

2° Dépenses mensuelles des ouvriers qualifiés à Shanghai.

<i>Nature</i>	<i>Montant pour un célibataire</i>	<i>Montant pour une famille de 5 personnes</i>
Nourriture	7,32 \$	15,06 \$
Vêtement	2,31 \$	3,94 \$
Loyer	3,09 \$	5,02 \$
Chauffage	0,57 \$	2,51 \$
Frais de fréquentation ..	2,12 \$	2,15 \$
Divers	3,85 \$	7,17 \$
Total	19,26 \$	35,85 \$

Comparons ces chiffres avec les salaires que les ouvriers chinois reçoivent, nous pouvons conclure facilement. Le salaire moyen d'un maceuvre dans une filature à Shanghai est de 9 dollars par mois, il doit dépenser 11,85 dollars par mois, s'il est célibataire, 21,34 dollars, s'il a une famille de cinq personnes. Pour un ouvrier qualifié le salaire moyen dans une filature à Shanghai est de 26 dollars par mois; ses dépenses s'élèvent à 19,26 dollars par mois s'il est célibataire, à 35,85 dollars s'il a une famille de cinq personnes à nourrir. Et il est très difficile d'obtenir une augmentation

des salaires. Seule une lutte impitoyable permettra d'obtenir quelque chose. Nous reviendrons sur la question des grèves. Après la guerre mondiale jusqu'en 1925 les logements ont augmenté de 30 à 60 % à Shanghai, en Chine une hausse du coût de la vie de 60 % s'est produite pendant les dix dernières années. Dans la seule année 1927 la vie a augmenté de 30 %.

Cependant les emplois dans les usines sont déjà difficiles à obtenir. Les émigrants paysans et artisans sans travail n'ont que deux ressources pour vivre : se mettre porteurs⁷⁰ dans les ports et conducteurs des fameux « pousse-pousse » qui sont d'origine japonaise⁷¹.

Il y a 47.000 porteurs dans le port de Shanghai, 10.000 dans celui de Hankéou, 50.000 à Peping. Ces porteurs et ces conducteurs de pousse-pousse vivent d'une façon vraiment inhumaine. Celui qui passe devant les ports comprend tout de suite leur situation. Les conducteurs de pousse-pousse sont innombrable en Chine. A Shanghai 500.000, à Peping 55.000 ; à Nankin 7.500, à Changka 4.000 et à Canton 8.000.

Etant donné les conditions de vie du peuple, le Dr Sun Yat Sen fait appel aux paysans, aux ouvriers, à toutes les classes de la société pour la lutte pour la vie. Le peuple chinois n'a le choix qu'entre la révolution ou la mort.

L'appel de Sun Yat Sen a été entendu, toutes les classes ont choisi la révolution sous la conduite de ce chef. Mieux vaut mourir au cours d'une révolution que mourir sans avoir résisté.

Le parti de Sun Yat Sen, le Kuomintang a trouvé une nouvelle force depuis cette réorganisation. Ses partisans

70. *Annuaire du travail*, p. 625-633.

71. *Annuaire du travail*, p. 613-625.

sont entrés en lutte avec les militaristes et les impérialistes sans pitié. Le peuple se réveille.

Soudain au nord de la Chine, la situation paraît plus favorable, le Dr Sun Yat Sen s'y rend en vue de convoquer une assemblée nationale pour l'unité du pays. Au cours de ce voyage le docteur est gravement malade, fatigué après avoir lutté toute sa vie pour sauver son pays. Dès son arrivée à Pékin le 21 février 1925, les médecins ne laissent plus d'espoir. Le 12 mars 1925 au matin le docteur a fait ses adieux à ses disciples et à ses partisans, au pays, adieu au monde entier. Il laissait désormais la lourde charge de mener à bien la révolution sur les épaules de ses partisans. Ses partisans ont beaucoup souffert en perdant leur chef, mais les trois principes du peuple posés par leur chef restent dans leur esprit.

Après la mort de Sun Yat Sen toutes les organisations populaires, surtout les associations d'étudiants et les syndicats ouvriers se sont unis pour faire la révolution. Insistons un peu sur l'action des syndicats ouvriers et paysans.

Autrefois il n'existait guère en Chine de syndicats. Quelques syndicats revêtaient la forme d'associations, comme l'association des trois points, la guilde rouge, la guilde de la pureté pacifique, l'Ancêtre, la société du ciel et de la terre, organisées par les paysans et les ouvriers qui venaient en aide à leurs membres en cas de nécessité, mais ils conservaient certains caractères traditionnels propres à la civilisation chinoise et ne correspondaient pas aux syndicats modernes. Ainsi le droit de grève et tous les autres droits des ouvriers étaient méconnus par le gouvernement⁷².

En 1919, le mouvement des syndicats prend naissance

72. Tsing, *Mouvement des ouvriers en Chine*, thèse, Lyon, 1928.

dans le grand pays d'Extrême-Orient. La conférence de la paix de Versailles donnait au Japon les privilèges auparavant accordés à l'Allemagne sur la province de Chantong. Cela entraîna de vives protestations de la part du peuple chinois. Les intellectuels et les étudiants sont en tête de ce mouvement. Les syndicats s'organisent et provoquent des grèves, et le boycottage des produits japonais. Les syndicats sont ainsi fondés parmi les ouvriers et les employés des chemins de fer d'Etat. A Shanghai il y a 20.000 grévistes en 1919 dans les entreprises japonaises. Ce mouvement s'étend à Hong-Kong, à Canton, à Hankéou... dans toute la Chine, mais cette agitation a peu de succès, parce qu'elle est mal organisée.

L'expérience instruit les syndicalistes. L'organisation se perfectionne de plus en plus. En 1922, les syndiqués s'élèvent à 50.000 dans les chemins de fer d'Etat. Dans la province Honpei, il y a 23 syndicats composés de 35.000 membres⁷³.

Le 1^{er} mai 1922, le Congrès national des syndicats ouvriers a lieu à Canton. 164 délégués y représentent 200 syndicats appartenant à douze villes différentes et représentant 400.000 ouvriers.

En 1923, le syndicat des ouvriers de chemin de fer de Pékin-Hankéou est interdit par un militariste. Une grève générale éclate, une lutte s'engage.

Un deuxième Congrès national s'est réuni toujours à Canton le 1^{er} mai 1926. Cette fois 400 délégués, appartenant à 400 syndicats ouvriers répartis entre dix-neuf provinces, y représentaient 1.200.000 syndiqués. Nous voyons que le peuple se réveille, les ouvriers adhèrent à la Révolution. Le courant devient de plus en plus fort.

7. *Annuaire du travail*. Partie « Organisation des ouvriers », p. 1-10.

En 1925, le directeur d'une usine japonaise maltraite les ouvriers et en tue un. Tous les syndicats protestent, les syndicats et l'association des étudiants de Shanghai manifestent leur mécontentement le 30 mai 1925, mais la police et les soldats anglais tirèrent sur la foule dans la concession internationale. La grève générale éclate à Shanghai, 200.000 grévistes quittent le travail. Cette date mémorable reste toujours gravée dans la mémoire des jeunes Chinois.

Quelques jours après, les syndicats et les organisations populaires de Canton organisent une manifestation pour témoigner leur sympathie aux grévistes de Shanghai. Les marins anglais tirent une fois de plus sur le peuple sans armes. Aussitôt une grève dirigée contre la Grande-Bretagne est déclarée. Les ouvriers, les employés, les marins, tous adhèrent au mouvement. Hong-Kong devient une île déserte. La grève a duré près de deux ans.

Au commencement de 1926, le gouvernement national de Canton envoie des armées contre les militaristes du Nord. Les paysans et les ouvriers reconnaissent que la révolution est faite pour eux. Tout le monde favorise le gouvernement de Canton. Les ouvriers et les paysans engagent une lutte sanglante avec les armées du Nord. Les paysans battent les soldats des militaristes du Nord. Les ouvriers font des grèves. Les ouvriers des chemins de fer refusent de transporter les armées antirévolutionnaires et prennent les locomotives pour les armées du gouvernement national.

Au cours de la révolution, en 1926, l'augmentation progressive du nombre des syndiqués dans la seule ville de Shanghai est vraiment étonnante. Au mois d'août 1926, il y a 43.100 syndiqués, au mois de septembre 51.961; au mois de janvier 1927, 75.245; au mois de mars de la même année, 281.280; au mois d'avril, 287.590.

En ce qui concerne les organisations paysannes elles prennent le même développement⁷⁴. Voici le chiffre des syndiqués en 1928 :

<i>Provinces :</i>	<i>Nombres des paysans syndiqués</i>
Canton	665.441
Kaoung-Si	8.144
Sé-Tchoau	778
Hounan	138.150
Houpei	2.700
Kiang-Si	6.172
Chan-Tong	284
Hopei	1.342
Chou-Si	1.000
Honan	270.000
Jehol	2.200
Tchahar	600
Total	11.000.592

Ce chiffre de paysans syndiqués nous paraît assez faible eu égard au nombre total de paysans. Mais dans certaines, provinces comme Canton, Honan, et Hounan le mouvement est déjà assez développé.

Ainsi avant la constitution de « l'Association d'alliance », en 1905, la révolution chinoise était faite par le Dr Sun seul ; mais au cours de cette période les trois principes du peuple se formaient. De 1905 à 1911, la révolution se faisait par un parti organisé en suivant les trois principes du peuple.

près la révolution de 1911, et la fondation de la République chinoise le retour au pouvoir des militaristes, marque

74. *Annuaire du travail*, « Organisation des ouvriers et des paysans », p. 31-96.

un temps de recul. En 1924, la réorganisation du Kuomintang dirigé toujours par Sun Yat Sen fait entrer la révolution dans une phase nouvelle caractérisée par l'activité des ouvriers et des paysans. Les ouvriers et les paysans (ou demi-prolétaires comme disait Lénine) jouent un rôle capital luttant contre les impérialistes et les militaristes. Cette action des paysans et des ouvriers s'explique autant par le désir de soutenir certaines revendications de classe que par le patriotisme. C'est aussi qu'une nécessité économique et sociale, autant qu'un désir d'indépendance nationale nous ont poussé à la révolution. Ce sont les classes ouvrières et paysannes qui se sont levées pour défendre leur droit de vivre. C'est pourquoi on a vu naître un socialisme chinois.

La Chine compte en 1932, 1.132.462 sunyatsenistes.

DEUXIÈME PARTIE

Le socialisme de Sun Yat Sen

Dans la première partie de cette étude, nous avons vu que la situation économique de l'ancienne Chine était très satisfaisante et ne causait aucune inquiétude. Nous avons montré aussi comment, à partir de 1842, les puissances occidentales vinrent troubler la tranquillité de la Chine. L'agriculture et les anciennes manufactures chinoises furent ruinées par les industries et les importations étrangères. Les traités inégaux, imposés à la Chine par les puissances étrangères l'empêchèrent de suivre l'évolution générale, de développer, elle aussi, son industrie, et son commerce.

Aussi toutes les classes sociales sont ruinées. Et toutes s'unissent pour le triomphe de la révolution, surtout les classes ouvrières et paysannes. Le Kuomintang représente cette masse révolutionnaire. Il doit pour conduire cette masse et pour répondre à ses besoins, à ses aspirations, avoir des principes fermement établis et appuyés sur les faits; ce sont les principes de Sun Yat Sen, notamment son principe socialiste.

Mais en dehors du socialisme de Sun Yat Sen, deux solutions extrêmes opposées ont été soutenues, pour réorganiser l'économie nationale : Ce sont l'individualisme et le communisme. Les individualistes chinois ont lutté contre le Kuomintang plutôt sur le terrain politique qu'en matière économique. Avant la révolution de 1911, ils forment le parti constitutionniste, se proposant de transformer la monarchie mandchoue autoritaire et arbitraire, en monarchie constitutionnelle sans révolution. Leurs

efforts ne furent pas couronnés de succès parce que la monarchie n'accepta pas leur programme. Après la révolution de 1911, ils se présentent sous diverses formes politiques; Liang-Chi-Chao en est le chef. En 1924, un parti fasciste chinois est fondé, mais il est extrêmement faible. Derrière leur opposition politique à Sun Yat Sen, apparaissent les idées des capitalistes occidentaux.

Quoiqu'ils soient très faibles, insistons un peu sur leur doctrine⁷⁵.

Les individualistes chinois ne se distinguent pas des individualistes occidentaux. Ils voudraient que la Chine suive purement et simplement l'exemple de l'Occident, c'est-à-dire qu'elle organise un régime capitaliste. Pour eux, en effet, le capitalisme est le seul moyen de développer l'industrie et le commerce et d'assurer la prospérité de l'économie nationale. La pauvreté et la misère des classes ouvrières et paysannes, leur apparaît comme une loi fatale. Leurs arguments principaux peuvent se ramener aux deux suivants : Premièrement, pour sauver le pays il faut que tout le monde travaille autant qu'il lui est possible. D'un côté, les capitalistes travaillent pour faire fortune; de l'autre, les ouvriers et paysans travaillent au milieu de grandes difficultés, vivant péniblement, par amour pour leur patrie. Il ne faut pas alors parler de socialisme. Cela découragerait les capitalistes et ruinerait le pays. En second lieu, disent les individualistes, l'épargne est nécessaire au développement de l'industrie et du commerce, or, sous la menace du socialisme, l'épargne diminuerait. Arguments paraissant exacts de prime abord. Sans doute l'amour de la Patrie est un sentiment très beau et très respectable.

75. Recueil des articles de Liang Chi Chao, Shanghai.

Mais il faut vivre et toute une classe sociale ne peut pas mourir de faim pour sauver son pays.

L'argument tiré de la nécessité de l'épargne est plus fort, mais le socialisme de Sun Yat Sen ne décourage pas l'épargne. Il respecte certaines initiatives privées, nous aurons à revenir sur ce point.

Tout opposée est la thèse communiste : elle prétend que la lutte des classes est le moyen de briser les liens d'esclavage de la Chine. Les ouvriers et les paysans doivent prendre la direction de la révolution chinoise. Il faudra lutter à la fois contre les capitalistes nationaux et contre les impérialistes occidentaux.

Les communistes voudraient suivre purement et simplement l'exemple de la Russie, c'est-à-dire recommencer la déplorable expérience faite, dans ce pays, après la révolution soviétique d'octobre 1917. Nous montrerons au cours de nos développements que la théorie Marxiste ne saurait s'appliquer en Extrême-Orient.

Il faut dire d'ailleurs que le socialisme chinois diffère beaucoup du socialisme européen. L'Europe possède déjà une organisation moderne. Son industrie et son commerce se sont largement développés.

Les prévisions de Karl Marx ne se sont pas réalisées, et l'Europe n'est pas divisée en deux classes opposées. S'il y a bien des classes distinctes, les limites qui les séparent sont plus ou moins nettes.

En Europe et en Amérique, la concentration est très poussée dans l'industrie et dans le commerce. Au contraire, la Chine n'est pas organisée d'après les principes de l'économie moderne. Elle est bien éloignée de la concentration dont parlait Marx. Les industries et le commerce ne sont pas développés. Sans doute comme nous l'avons montré,

les grandes villes, comme Shanghai, Canton, Nankin, Hankéou, Tsin-Tsin, etc... possèdent quelques usines bien organisées. Les chemins de fer atteignent 15.000 milles anglais, mais c'est une longueur insignifiante, si l'on tient compte de l'immense étendue du territoire.

Et il ne faut pas oublier que la plupart de ces usines et des lignes de chemin de fer sont aux mains des puissances étrangères. Les capitalistes chinois sont très rares.

La propriété foncière est très divisée depuis l'abolition du système « Tsing-Die ». Les grands propriétaires sont peu nombreux, nous avons eu déjà l'occasion de l'indiquer.

L'Europe est comme un vieux bâtiment que l'on doit réparer, dans lequel, par exemple on pourrait établir le chauffage central, s'il n'y était pas encore.

Mais la Chine est un terrain vierge, sur lequel on n'a pas encore construit. Nous voulons y édifier un vaste immeuble, et pour cela, nous voulons faire appel aux meilleurs ingénieurs, et employer les procédés les plus modernes. Aussi, si au point de vue politique, nous sommes obligés par suite de l'existence de l'ancienne tyrannie mandchoue et des traités inégaux imposés par les puissances étrangères de faire une révolution, au point de vue économique notre programme est plutôt un programme d'organisation que de destruction.

Voilà la différence essentielle entre l'Europe et le grand pays d'Asie. C'est cette situation spéciale qui explique les particularités du socialisme chinois.

Pour réorganiser le pays, le docteur Sun Yat Sen formule, nous le savons déjà, les trois principes du peuple; le nationalisme, la démocratie et la socialisme. En langue chinoise, les trois principes du peuple sont appelés « San Min Tchu Yi ». Ils ont pour but de combattre le mili-

tarisme et l'impérialisme et de reconstituer le pays. Le nationalisme attaque le gouvernement mandchou impérial et l'impérialisme étranger et suppose l'égalité et l'affranchissement de toutes les races à l'intérieur de la Chine. La démocratie s'applique au régime politique intérieur. Sun Yat Sen affirme que la politique a un double objet : défendre le pays et les individus contre toute agression et toute violation des droits et assurer la vie collective et individuelle. Dans ces deux domaines, il faut que le contrôle du peuple et l'autorité du gouvernement soient respectés.

Bien que les deux premiers principes soient en dehors de notre sujet, ils sont si étroitement unis au socialisme qu'il est nécessaire d'analyser leurs rapports avec le socialisme, avant d'étudier le socialisme de Sun Yat Sen, lui-même base de toute sa doctrine.

CHAPITRE PREMIER

LE SOCIALISME DE SUN YAT SEN DANS SES RAP- PORTS AVEC LES PRINCIPES NATIONALISTE ET DEMOCRATIQUE.

§ 1. — *Le socialisme et la nationalisme de Sun Yat Sen*

Le thèse de Sun Yat Sen paraît contradictoire. Il se dit à la fois socialiste et nationaliste, or, dans l'esprit des Européens nationalisme est synonyme d'impérialisme. Le socialisme est au contraire international. Pourquoi donc unir socialisme et internationalisme? La situation particulière de l'Extrême-Orient l'explique aisément.

Nous avons montré que la Chine est envahie par les impérialismes européens. Les capitalistes et les grands propriétaires fonciers nationaux sont peu nombreux. La nation toute entière est dans la pauvreté, ceux qui sont riches sont seulement les moins pauvres, comme disait Sun Yat Sen.

A tort, les communistes prétendent que la classe ouvrière est la maîtresse de la révolution. C'est la nation toute entière dont la misère est exploitée par les puissances étrangères, qui fait la révolution. Par conséquent, la nation toute entière, sans distinction de classe a souffert de l'impérialisme. Les revendications de la classe ouvrière et paysanne sont justifiées, mais elles ne sont pas dirigées

contre les capitalistes et les rares propriétaires nationaux. C'est contre les impérialismes étrangers qu'il faut lutter.

La classe bourgeoise est en détresse, c'est encore une conséquence de l'invasion économique étrangère.

En un mot, toutes les classes doivent s'unir pour revendiquer les droits de la nation. Dans le combat anti-impérialiste les ouvriers, les paysans et les bourgeois doivent mêler leur sang pour fonder la nation.

Il est impossible à l'heure actuelle, de s'entretuer au nom d'une lutte des classes.

La lutte des classes ne pourrait apparaître qu'avec la libération nationale, si alors, un capitalisme national venait à se développer ; à ce moment les capitalistes nationaux exploiteraient la classe ouvrière, mais le socialisme de Sun Yat Sen voudrait éviter dans l'avenir une telle situation.

Pour l'instant la lutte des classes n'existe pas. Sans doute il y a une classe privilégiée, celle des militaristes, mais c'est une classe politique et non économique. Aussi, cette classe est soutenue par les puissances étrangères. Les preuves abondent en ce sens. Nous ne voulons d'ailleurs pas rendre les puissances étrangères responsables des désordres qui se sont produits en Chine depuis tant d'années, mais voici des faits indiscutables. Au moment où le militariste Yuan Che Kaï établit l'empire en 1916, ce sont les puissances étrangères qui lui avancent les capitaux pour chasser ses adversaires. L'ambassadeur du Japon, qui voulait nous imposer les fameux vingt et un articles, disait à Yuan Che Kaï : « Si vous voulez accorder ces privilèges au Japon, mon pays espère que vous monterez sur le trône⁷⁶ ». Cela fait l'empire de Yuan Che Kaï,, Les mili-

. Wang Chin-Wei, précité, p. 70.

taristes successifs Taon Tsi-Joei, ou Pei-Fo sont soutenus soit par le Japon, soit par l'Angleterre, qui leur fournissent de l'argent et des armes, provoquant des désordres en Chine, pour servir de prétextes pour conquérir les nouveaux privilèges. Sans doute c'est l'œuvre de la diplomatie secrète, mais, nous autres Chinois, nous garderons à jamais ces bons souvenirs.

En somme, le socialisme de Sun-Yat-Sen ne pourrait se comprendre sans son nationalisme et son nationalisme ne pourrait [non plus s'expliquer sans son socialisme. Insistons sur ce point.

Le nationalisme de Sun Yat Sen est anti-militariste et anti-impérialiste. Tant que le régime actuel ne sera pas modifié, le socialisme sera impossible à réaliser. Le nationalisme trouve partout son application. C'est ainsi qu'avec la crise économique, à la suite de laquelle le nombre des chômeurs a sensiblement augmenté, les pays d'immigration ont presque chassé la main-d'œuvre étrangère. C'est naturel pour [une politique dite de droite. Mais les ouvriers, soi-disant naturellement internationalistes, comme prétend K. Marx, ont les mêmes idées. En 1926, un congrès international ouvrier, a réuni 150 délégués appartenant à 23 pays dont 13 Européens : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Pologne, France, Grande-Bretagne, etc... M. Brown déclarait que la fédération américaine du travail approuvait les mesures restrictives instituées par le gouvernement. Les ouvriers américains croient que l'élévation de leur salaire est due à la restriction des immigrations. M. Enat (Australie) affirmait que l'introduction sans limitation de la main-d'œuvre de couleur en Australie, aurait pour résultat d'abaisser le « Standard of life » établi dans le pays. Il défendait la thèse de

l'Australie blanche. M. Moore (Canada) se rallia à cette opinion.

Le délégué des travailleurs juifs de Pologne défendit la thèse de l'immigration libre, mais il fut le seul à la soutenir⁷⁷.

Nous ne voulons pas accuser, K. Marx de croire à tort que les ouvriers sont internationalistes. Nous disons seulement que dans les circonstances présentes, les ouvriers ont besoin d'être protégés par une politique nationaliste, sans cela la vie des ouvriers est en danger, nous ne pouvons pas nier ce fait.

Et même, lorsque les militaristes et les impérialistes auront été supprimés, le nationalisme de Sun Yat Sen sera toujours nécessaire et complétera le socialisme.

Dans la conception socialiste du monde futur, la distinction de nations sera maintenue, mais revêtira une autre forme que celle sous laquelle elle se présente aujourd'hui. Chaque nation conservera toujours sa civilisation particulière, qui influera, bien entendu, sur les institutions sociales. Cela est si évident qu'on ne pourrait le nier. Les soviets qui rêvent d'une révolution identique pour le monde entier, et d'organisations sociales, supprimant toutes les particularités nationales, sont des utopistes. C'est pour cela que les partisans de Sun Yat Sen ont combattu le communisme en Chine. Un proverbe chinois dit que les chapeaux des uns ne peuvent se mettre sur la tête des autres, même si la mode du chapeau est la même, parce que la grosseur des têtes variant, les grandeurs des chapeaux doivent varier.

Sun Yat Sen a dissocié les deux questions : la question de la nation et la question de l'Etat. La nation est créée par

77. Cours professé par M. Noyelle, à la Faculté de Droit de Caen en 1929-1930.

les forces naturelles, et l'Etat est créé par la force militaire disait Sun Yat Sen. Hong-Kong appartient maintenant à l'Angleterre continuait Sun Yat Sen, mais ce n'est pas le peuple de Hong-Kong qui l'a voulu, c'est la force militaire anglaise qui l'a imposé. De même pour les autres colonies anglaises. Au contraire en ce qui concerne la nation, Sun Yat Sen s'exprime ainsi : « La nation est créée par les forces naturelles : le sang, c'est-à-dire la communauté de race, la manière de vivre (les Mongols nomades ont formé une nation), la langue facilitant l'assimilation, la religion, (l'exemple des juifs qui, quoique dispersés, continuent à former une nation) les habitudes analogues fournissent autant d'éléments constitutifs de la nation. Tel est le sens du nationalisme de Sun Yat Sen, bien différent du nationalisme occidental⁷⁸ ».

Sun Yat Sen a insisté dans son nationalisme sur ce fait, que les puissances étrangères mettent la Chine en péril⁷⁹.

1° Les armées et navires de guerre des puissances étrangères ont librement accès en territoire chinois;

2° Elles se sont emparées de villes chinoises, telles que Shanghai, Hankéou, Kwang-Tchou, Canton, Wei-Hai-Wei Port-Arthur, Ta-Lien (Daluy), etc... Elles appellent ces villes des concessions;

3° Dans ces concessions, non seulement les procès sino-étrangers sont jugés par les étrangers, mais aussi les procès concernant exclusivement les Chinois; c'est ce que les étrangers appellent les « juridictions consulaires ».

4° Les droits de douane qui devraient constituer la grande source de revenus pour le trésor, sont aux mains des étrangers et la Chine ne peut les modifier. Cela entraîne

78. Sun Yat Sen, Premier discours sur le nationalisme, p. 5-13.

79. Sun Yat Sen, Deuxième et troisième discours sur le nationalisme.

des difficultés financières insurmontables et empêche le développement de nos industries et de notre commerce;

5° Tous les traités inégaux sont comme autant de contrats par lesquels nous aurions vendu notre pays aux puissances. Par des menaces, par la force, par les procédés les plus sournois et les plus vils, par les intrigues diplomatiques, les étrangers se sont emparés de nos ports maritimes, de nos ports fluviaux, de nos chemins de fer, de nos mines, de nos terres, de nos entreprises commerciales et industrielles, ainsi que des îles le long de nos côtes. A tous les points de vue, souveraineté, défense nationale, défense économique et communications, nous dépendons d'eux et ce sont là autant de questions d'où dépend la vie ou la mort de la Chine;

6° Les étrangers prolongent et entretiennent les guerres civiles en Chine, soit en accordant aux militaristes une aide financière, soit en leur fournissant des armes, et cela pour avoir un prétexte à une intervention internationale;

7° Ils entretiennent des relations étroites avec le gouvernement anti-révolutionnaire, empêchent les mouvements patriotiques du peuple chinois, et poussent les militaristes à massacrer les jeunes gens qui font montre de patriotisme;

8° Ils oppriment économiquement la Chine de toute manière. Impositions des marchandises, émission des billets des banques, sans contrôle de la part de la Chine, majorations sur les frais de transport des marchandises, impôts et taxes perçus dans les concessions, établissement des entreprises industrielles et commerciales, spéculation et toute sorte d'extorsion;

9° Pour des causes insignifiantes ils envoient leur flotte

à l'intérieur du territoire chinois, sans tenir aucun compte de la souveraineté de la Chine;

10° Sun Yat Sen estime que sous ce régime d'oppression économique la Chine perd annuellement plus de 1.200.000.000 dollars. Ce chiffre formidable ne tarderait pas à s'accroître, si nous n'y mettions pas un frein, et, dans dix ans, il serait au moins deux fois et demi plus fort, soit près de trois milliards de dollars par an. En répartissant ce chiffre sur les 400 millions d'habitants de la Chine, on voit que chaque habitant aurait une charge de 7,30 dollars vis-à-vis des étrangers, et cela, en comprenant les femmes et les enfants, les vieillards, les infirmes et tous ceux qui sont incapables de travailler. Ainsi, en réalité, chaque homme valide devrait à l'étranger un droit de capital annuel de 45 dollars. N'est-ce pas effrayant?

11° Tous les Chinois en pays étrangers, surtout au Japon, aux Etats-Unis, en Angleterre, aux Pays-Bas et dans leurs colonies quels que soient leur métier ou leur profession sont soumis aux traitements les plus durs et sont considérés comme des esclaves.

Sans doute la Chine a 400 millions d'habitants formant une force naturelle; mais ces 400 millions d'hommes ne peuvent résister à la force économique aidée par la force militaire. Avec ces deux moyens d'oppression : économique et militaire, 400 millions d'hommes de race blanche (d'après l'évaluation de Sun Yat Sen) font disparaître les races de couleur. En Amérique, la race rouge a presque disparu; les nègres dans l'Afrique sont entrain de disparaître et le Japon est prêt à supprimer toutes les autres races jaunes: de même l'Angleterre aux Indes.

Les marxistes sont internationalistes; ils disent que les ouvriers n'ont pas de patrie, nous admettons que cette

formule soit exacte, mais Sun Yat Sen l'expliquait autrement : « Avec 400 millions de nos compatriotes, nous com-
» battons avec force l'inégalité qui existe dans l'humanité.
» C'est notre devoir suprême. La jeunesse actuelle se
» trompe sur la formule internationaliste en disant que le
» nationalisme est trop étroit. Le peuple opprimé n'a pas
» le droit de parler d'internationalisme. Avant de le faire
» il faut que la nation chinoise soit libre et traitée sur un
» pied d'égalité par rapport aux autres nations. Le jour où
» l'égalité et la liberté seront rendues à la Chine, nous parle-
» rons d'internationalisme. Un mendiant a cheté un billet
» de loterie avec ses économies et il le met dans le trou de
» sa canne qui est sa seule fortune et qui lui aide à marcher
» pour aller partout demander l'aumône. Il se rappelle
» bien le numéro de son billet et il voit un jour dans la publi-
» cité qu'il a gagné 100.000 dollars, alors il jette sa canne
» à la mer, parce qu'il se trouve riche et que sa canne est
» désormais inutile pour lui, mais il a oublié que son billet
» de loterie était dans sa canne. Il se jette à la mer pour
» chercher sa canne, mais il n'est jamais revenu⁸⁰ ».

« Voici, continuait Sun Yat Sen, le billet de loterie,
» c'est l'internationalisme. La canne c'est le nationalisme.
» Le premier est dans le deuxième. »

D'ailleurs, remarquons que le jour où une organisation internationale existera, les nations seront toujours conservées au degré inférieur, tout au moins, dans la hiérarchie des institutions; la civilisation, la race, le climat, les circonstances territoriales, etc... font jouer aux nations un rôle économique différent. Il est impossible, affirmons-nous, que les nations puissent être identiques les unes aux autres,

80. Sun Yat Sen, Troisième discours sur le nationalisme, p. 54.

comme les machines qui fabriquent les marchandises des objets en série. Sinon se serait la fin de l'humanité. Et, c'est pourquoi nous sommes bien éloignés des communistes chinois qui veulent purement et simplement copier la révolution soviétique. Le résultat est de dissocier la ligue et la force de la révolution chinoise comprenant toutes les classes de la société. De plus, s'il n'y avait pas les particularités de chaque nation, pourquoi les Soviets sont-ils liés avec les demi-prolétaires (paysans), tandis que K. Marx ne parlait que de la classe ouvrière qui fait la révolution. Alors, M. Trosky devrait l'emporter sur Lénine et Staline.

Mais si le nationalisme complète le socialisme, il est vrai aussi que celui-ci à son tour précise la doctrine nationaliste de Sun Yat Sen. En Europe, le mot nationaliste est synonyme d'impérialisme. C'est une tendance naturelle dans ce régime de libre concurrence. Il n'y a là rien d'étonnant. Au point de vue économique avec le régime capitaliste, la production est développée autant qu'il est possible. Il faut alors chercher des débouchés et des colonies. A leur tour, celles-ci sont exploitées; il faut encore et toujours chercher à nouveau des débouchés. Dans cette recherche des débouchés sans cesse nouveaux, le nationalisme est forcé d'aboutir à l'impérialisme. C'est ainsi que le cabinet dit travailliste de M. Mac Donald, en 1923, pouvait envoyer sa flotte en Chine contre le gouvernement de Sun Yat Sen à Canton sous prétexte de défendre les intérêts sacrés des traités. Les leaders socialistes en Europe parlent souvent d'émanciper plus tard les colonies, mais ils n'ont jamais dit qu'ils les abandonneraient immédiatement, sous prétexte que les colonies ne peuvent se gouverner elles-mêmes. Là au point de vue objectif il y a une tendance à soutenir

l'impérialisme chez les socialistes européens ; tendance critiquable pour les socialistes dits internationalistes.

Mais la conception de Sun Yat Sen, prévoyant une politique de limitation des capitaux, d'égalité répartition des terres, de développement par l'Etat des industries et du commerce, de socialisation des banques, des communications et des mines ne laisse pas naître le capitalisme chinois, en d'autres termes l'impérialisme. Tel est le but final de Sun Yat Sen, qui disait et répétait la parole de Confucius : « Sous le règne du grand principe, tout ce *qui est sous le ciel est à tous.* »

§ 2. — *Le socialisme et la démocratie de Sun Yat Sen.*

Avant d'étudier les rapports entre le socialisme et la démocratie tels que les conçoivent Sun Yat Sen, nous allons indiquer sommairement ce qu'il entend par démocratie. Il donne l'exemple suivant : Un voyageur prend un chauffeur pour conduire sa voiture. Le voyageur a le droit de s'installer dans sa voiture et de donner l'ordre au chauffeur de le conduire où il veut. C'est son droit. Le chauffeur doit savoir conduire la voiture et choisir les chemins les meilleurs, c'est le devoir du chauffeur. Le gouvernement est le chauffeur, tandis que le peuple représente le voyageur. Le chauffeur est l'employé qualifié, tandis que le voyageur est le maître, celui qui a le droit. Ainsi le peuple a les droits, le gouvernement a le devoir de conduire le peuple. Pour que le peuple puisse diriger d'une façon efficace les gouvernements il faut qu'il possède les quatre droits suivants⁸¹ :

A. Droit d'élection ; .

81. Sun Yat Sen, Premier discours sur la démocratie.

- B.* Droit de destitution;
- C.* Droit d'initiative populaire;
- D.* Droit de referendum.

Les fonctionnaires publics, les députés, représentant les intérêts du peuple, doivent être directement élus par le peuple (suffrage universel). On ne doit pas imposer aux électeurs et aux élus des puissances politiques, militaires ou d'argent. La façon dont les fonctionnaires remplissent leur mission intéresse directement le peuple. L'assemblée nationale et les assemblées locales n'attaquent les fonctionnaires que lorsqu'ils ont agi contre la loi, mais il ne faut pas oublier que ceux qui s'acquittent médiocrement de leurs fonctions sont presque aussi nuisibles que les premiers. C'est pourquoi le peuple a le droit de les révoquer, de les destituer. D'autre part, le peuple doit avoir le droit de faire les lois, lorsque l'assemblée nationale ne les vote pas. Enfin, pour les matières les plus graves, ou bien les conflits entre les pouvoirs publics, le peuple doit avoir le droit de referendum.

En face de ces droits du peuple, le gouvernement pour mieux remplir son devoir, doit faire la séparation de cinq pouvoirs⁸² :

- A.* Pouvoir exécutif;
- B.* Pouvoir législatif;
- C.* Pouvoir judiciaire;
- D.* Pouvoir examinateur;
- E.* Pouvoir censorial.

Le pouvoir exécutif appartient au chef du gouvernement dont dépendent les ministres. Le pouvoir législatif revient à l'assemblée nationale. Le pouvoir judiciaire appartient

82. Sun Yat Sen, Deuxième discours sur la démocratie.

à la Cour suprême de la justice. Le pouvoir examinateur appartient à la Cour des examens. Les fonctionnaires des autres pouvoirs et leurs organes qui auraient agi contre les intérêts du peuple seront censurés par la Cour censoriale ou Cour du contrôle.

Pour la réalisation de cette démocratie, Sun Yat Sen a prévu trois périodes transitoires. La première est la période militaire; le gouvernement national agit avec l'appui de l'armée pour supprimer les forces anti-révolutionnaires. Le jour où une province est complètement aux mains des révolutionnaires, la période militaire est déterminée. La deuxième est la période d'éducation où le gouvernement national agit pour aider le peuple à s'organiser; recensement de la population, mesure des terres, organisation de la police, construction des voies de communications. Le jour où le peuple sera organisé, le gouvernement national rendra le pouvoir au peuple lui-même. C'est la période de la constitution, où la démocratie doit être le principe de la société.

Voilà, la démocratie que Sun Yat Sen professe, nous pouvons affirmer qu'elle ne se différencie pas de ce qu'elle est en Europe, sauf en ce qui concerne la technique politique, la séparation des cinq pouvoirs par exemple; c'est une question de droit public sur laquelle nous n'insistons pas.

Ce qui est intéressant, c'est d'étudier le régime politique au point de vue de ses conséquences économiques. De nos jours les partis politiques se distinguent surtout par leurs théories économiques. C'est que les questions économiques dominent les activités politiques. Au point de vue international, il y a deux doctrines qui sont nettement opposées : la démocratie et la dictature. La France et l'Angleterre

sont des pays démocratiques; les pays de dictature, la Russie soviétique et l'Italie faciste.

Mais Sun Yat Sen a dit dans ses trois principes du peuple en ce qui concernait la démocratie: « L'humanité a » une double préoccupation : se défendre et vivre, selon » la façon de se défendre et de vivre l'évolution de l'humanité comprend quatre périodes. Dans le passé lointain de » l'humanité, les hommes pour se défendre et pour vivre » doivent lutter avec les animaux sauvages, qui, eux » aussi cherchent à se défendre et à vivre. Dans ces luttes » les hommes cherchent à se grouper contre les animaux. » L'exemple pourrait encore s'en trouver chez les peuples » sauvages. C'est la première période de l'humanité.

« Quand les animaux sont vaincus par les hommes, » ceux-ci doivent lutter avec la nature. Il y a des sols » plus ou moins fertiles, il y a des pays au climat plus ou » moins mauvais. Il y a des endroits qui ont subi plus ou » moins les mauvais coups de la nature. C'est ainsi que les » bords du Nil, du Tigre et de l'Euphrate à l'abri de la » nature sont devenus les berceaux de la civilisation. Les » hommes créaient les habitations pour éviter les vents et » les pluies et créaient les vêtements pour éviter le froid et » le soleil. C'est la deuxième période, celle de la lutte avec » la nature.

« Cependant, dans la lutte contre les animaux, les » hommes utilisent leurs forces physiques, et dans la lutte » contre la nature, les forces physiques sont impuissantes, » alors, dans l'ignorance absolue de ce se qui passe dans la » nature à cette période, les hommes les plus intelligents, » supposent l'existence de Dieu ou des Dieux, les prières sont » les seuls remèdes qu'ils trouvent. C'est ainsi que les chefs » de la religion sont souvent devenus les chefs d'Etat. Le

» devoir des chefs des sauvages dans l'Afrique actuelle est de
» faire des prières. Dans la Mongolie et dans le Thibet, les
» chefs des religions sont les empereurs du pays. Jadis les
» grands événements d'un pays étaient des prières et des
» guerres. Et c'est pour cela que l'empereur de Chine
» s'appelle le fils du ciel, l'empereur du Japon, l'empereur
» du ciel, et que les rois de France prétendaient tenir leur
» couronne de Dieu.

« Après cette domination des dieux, les empereurs ou les
» rois luttent pour l'établissement de leur domination
» personnelle. Plus tard, qu'ils restent plus ou moins reli-
» gieux, les empereurs ou les rois font les guerres entre les
» nations ou les peuples. C'est la troisième période de l'hu-
» manité, celle de la lutte entre les monarchies.

» La dernière période est la période démocratique. Le
» peuple lutte contre les empereurs qui n'ont que des pré-
» tentions personnelles. Le peuple doit reconquérir le droit
» de constituer, « le gouvernement du peuple, par le peu-
» ple, et pour le peuple », ⁸³ »

Cette longue citation nous montre bien que le docteur Sun est démocrate; il ne veut pas de dictateur. C'est exactement le mot du grand Jaurès « l'évolution révolutionnaire » qui tend vers le socialisme dans la démocratie.

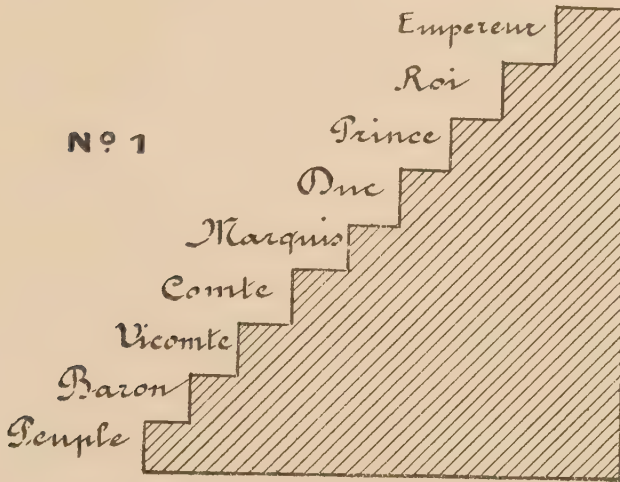
Et, alors cette démocratie n'est-elle pas en péril parce que les gouvernements démocratiques européens, sont aux mains des classes capitalistes? Voyons ce qu'est la démocratie dans un régime socialiste. L'explication de Sun Yat Sen sur l'égalité est très significative.

Après avoir constaté que l'égalité n'existe pas dans la nature, qu'elle ne peut être que relative, il remarque que dans l'humanité l'égalité n'existe pas davantage et que

83. Sun Yat Sen, Premier discours sur la démocratie, p. 10-18.

les sociétés aristocratiques européennes créent des inégalités de naissance qu'il est impossible d'accepter. C'est ce que Sun Yat Sen illustre par le schéma n° 1⁸⁴ que nous reproduisons et qui représente l'échelle des classes sociales : Empereur, Roi, Prince, Duc, Marquis, Comte, Vicomte, Baron et enfin Peuple.

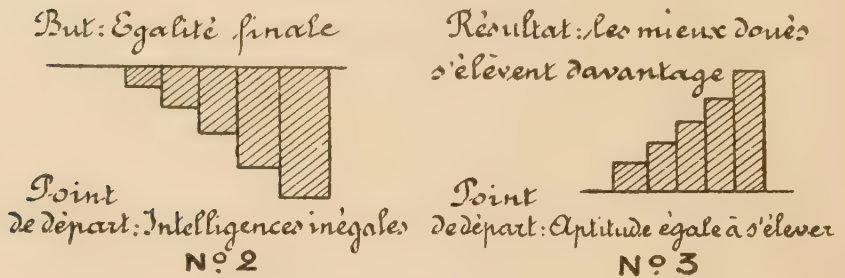
Ce dernier supporte de lourds sacrifices pour assurer le bonheur des classes privilégiées.



Mais les philosophes du XVIII^e siècle, précurseurs de la Révolution de 1789, s'élèvent contre cette conception inégalitaire de l'humanité. Sans doute, constatent-ils, tous les hommes ne sont pas également doués ; il y a bien des degrés dans l'intelligence, mais malgré cette inégalité au point de départ, ils veulent atteindre l'égalité absolue de tous les hommes en opérant un véritable nivellement par la base empêchant de s'élever ceux qui ont une valeur personnelle : Sun Yat Sen concrétise cette théorie par un schéma que nous reproduisons également et qui montre comment

84. Sun Yat Sen, Troisième discours sur la démocratie p. 47.

l'égalité finale entre les hommes se trouverait ainsi réalisée au détriment des mieux doués (n° 2) ⁸⁵.



A cette conception égalitaire, Sun Yat Sen oppose une autre conception elle aussi égalitaire, mais toute différente et combien préférable. C'est une égalité économique et politique au point de départ. Ce que Sun Yat Sen demande, ce n'est pas que les hommes soient finalement tous égaux, c'est qu'ils aient tous la même possibilité de s'élever, qu'ils soient fils de rois ou fils du peuple; mais il rejette cette idée que pour maintenir l'égalité il faille sacrifier les hommes de valeur; au contraire, pour lui l'intelligence permettra aux uns de s'élever plus qu'aux autres; mais cette inégalité reposant sur le mérite personnel de chacun et non plus sur la naissance est parfaitement admissible. C'est ce qu'il résume dans un autre schéma (n° 3) ⁸⁶.

Cette égalité politique et économique suppose bien la démocratie dans le socialisme, de même que nous avons montré que Sun Yat Sen concevait le socialisme dans la démocratie. La démocratie empêche ainsi le socialisme de devenir la dictature du prolétariat. Le socialisme empêche la démocratie d'être une démocratie bourgeoise.

85. Sun Yat Sen, Troisième discours sur la démocratie, p. 49.

86. Sun Yat Sen, Troisième discours sur la démocratie, p. 50.

CHAPITRE II

LE SOCIALISME DE SUN YAT SEN CONSIDERE EN LUI-MEME

Dans un ouvrage scientifique et savant intitulé « *Le socialisme* », le professeur Durkheim a distingué le socialisme et le communisme selon les moyens préconisés pour s'emparer du pouvoir. D'après lui, le socialisme utilise dans ce but le moyen pacifique qu'est la lutte électorale, tandis que le communisme a recours à la violence. Cette distinction est exacte dans une certaine mesure, mais, en réalité, l'origine du socialisme et du communisme est la même, la différence est apparue plus tard, quand il s'est agi d'interpréter la doctrine originaire. L'union républicaine soviétique socialiste (U. R. S. S.) emploie le mot « socialiste », or, on sait qu'en Russie existe un régime communiste. La deuxième internationale est socialiste, elle reconnaît pour maître, Karl Marx ; mais celui-ci se disait communiste, et le titre de son manifeste célèbre est « manifeste communiste ». Sun Yat Sen ne fait pas cette distinction un peu académique. « Mon principe s'appelle « le principe de la vie du peuple » disait-il, il s'appelle aussi socialisme ou bien encore d'un autre nom : le communisme. C'est aussi la parole de Confucius : « Sous le règne du grand principe, ce qui est sous le ciel est à tous⁸⁷. »

87. Sun Yat Sen, Premier discours sur le socialisme, p. 1.

Sun Yat Sen a commencé, dans son premier discours sur le socialisme, à critiquer les doctrines des utopistes antérieurs à Marx, ces doctrines parlent de justice, d'égalité et de sympathie en des termes dignes d'admiration. Elles ne sont pas particulières à l'Europe, mais elles ont existé, aussi, dans l'ancienne Chine, c'est la doctrine de Lao-Tsi, par exemple, qui suppose une société « inactive » au point de vue politique. Mais toutes ces doctrines des utopistes restent dans le vague, parce qu'elles ne tiennent pas compte des faits présents qui jouent le premier rôle dans l'évolution ou dans la révolution de la société.

Après la publication du *Capital*, Karl Marx affirme que son socialisme est scientifique, parce qu'il cherche la solution de la question sociale dans l'histoire de l'humanité, c'est le matérialisme historique. D'après lui tous les rapports sociaux, même ceux qu'on a coutume de considérer comme les plus élevés : politique, littérature, art, morale, religion, etc., s'expliquent par des faits d'ordre économique. Du moulin à bras de l'antiquité, au moulin à eau du moyen âge, ou au moulin à vapeur d'aujourd'hui, les instruments techniques économiques déterminent le passage de l'industrie familiale à l'industrie capitaliste et de celle-ci à la grande industrie, de l'esclavage au servage et au salariat ; ils expliquent les étapes successives de la civilisation en général, Karl Marx constate que la lutte des classes qui est vieille comme le monde : « L'histoire de l'humanité, dit-il dans le manifeste communiste, n'a été que l'histoire de la lutte des classes », fait des progrès. Sun Yat Sen critique cette philosophie marxiste.

D'après lui, l'histoire montre que les hommes travaillent parce qu'ils veulent vivre, et c'est cette volonté de vivre qui explique les progrès de la société. Ce n'est pas la lutte des classes qui est le centre de gravité de l'histoire humaine,

comme le prétend Karl Marx; c'est cet effort pour vivre. Pour Karl Marx, disait Sun Yat Sen, la force motrice des progrès est la lutte des classes, cela veut dire que la lutte des classes est la cause, tandis que les progrès de la société sont des effets. » Telles ne sont pas les idées de Sun Yat Sen⁸⁸.

Pour comprendre les causes et les effets des progrès de la société, il faut observer les faits qui marquent ces progrès. Au point de vue économique par exemple, la question est extrêmement compliquée, on ne peut l'expliquer d'une façon absolue. Pour simplifier la question, Sun Yat Sen groupe les progrès récents de la société en quatre classes qui sont les suivantes⁸⁹ :

1° L'amélioration de la société et le développement de la législation industrielle;

2° La socialisation des moyens de transports et des voies de communication;

3° L'imposition directe sur les revenus et les héritages;

4° La socialisation de la répartition.

Ces quatre stades du progrès sont franchis grâce à une évolution continue. Pour la première, les Etats font développer l'instruction des ouvriers, assurer l'hygiène dans les usines et protéger les femmes et les mineurs qui travaillent. Grâce à ces améliorations, les ouvriers travaillent mieux et la production augmente. Ce système a été adopté, d'abord en Allemagne et ensuite en Angleterre et aux Etats-Unis.

La deuxième sorte de progrès dans les Etats modernes est que tous les moyens de transports (chemins de fer, lignes maritimes, etc.) sont aux mains de l'Etat, grâce au déve-

88. Sun Yat Sue, Premier discours sur le socialisme.

89. Note précédente.

loppement des communications, les matières premières sont facilement apportées aux usines, les produits fabriqués sont rapidement acheminés vers les marchés. Si les voies de communication étaient aux mains des compagnies privées, ou bien il serait difficile d'établir ces communications, ou bien un monopole au profit de ces compagnies s'établirait. Le développement de l'économie nationale ou internationale se trouverait compromis. La socialisation des moyens de transports est apparue, d'abord en Allemagne. Les Etats-Unis de l'Amérique du Nord où les initiatives privées sont les plus développées tendent aussi à socialiser les voies de communication depuis la guerre de 1914-1918.

La troisième forme de progrès que nous avons distinguée consiste dans la taxation directe des revenus et des héritages. C'est maintenant une politique économique nouvelle établissant un impôt direct et progressif sur eux. Grâce à cet impôt les recettes nationales augmentent et cette augmentation des charges est supportée uniquement par les capitalistes. Ces derniers ont gagné beaucoup, grâce à la protection que leur offraient les services publics, il est naturel qu'ils supportent les charges de l'Etat. Ce système est pratiqué depuis longtemps en Allemagne et en Angleterre. Sun Yat Sen a évalué, qu'au moment où il prononçait son discours sur le socialisme en Allemagne, les recettes des impôts directs sur les revenus et sur les héritages atteignaient 60 à 80 % des recettes totales, qu'en Angleterre, au moment de la guerre mondiale 58 %, et qu'aux Etats-Unis, en 1918, les recettes des impôts directs sur les revenus seulement s'élevaient à 4.000.000.000 de dollars.

Reste la quatrième sorte de progrès réalisée dans les Etats modernes, la socialisation de la répartition; jadis les commerçants jouaient le rôle exclusif d'intermédiaires entre

les producteurs et les consommateurs, ces intermédiaires étaient de véritables usuriers vivant au détriment des consommateurs. Aujourd'hui le développement des coopératives de consommation, d'une part, et, d'autre part, le fait que certaines municipalités fournissent à la population, l'électricité, l'eau, le gaz et les produits alimentaires assurent une meilleure répartition. Ces quatre réformes récentes, analysées par Sun Yat Sen, ont pour résultat de détruire les formes anciennes chères à l'école classique individualiste et d'en créer de nouvelles. Ces réformes assurent les progrès de la société, mais pourquoi ces progrès, demandait Sun Yat Sen ? D'après Karl Marx, c'est la lutte des classes qui l'explique ; les intérêts matériels des capitalistes et des ouvriers ne pouvaient se concilier ; il y avait lutte continue d'où progrès. Mais toutes les réformes que l'on a fait jusqu'ici ont pour résultat de favoriser l'économie nationale ; la production nationale étant augmentée, les capitalistes y trouvent leur avantage et les ouvriers voient aussi que leur sort est amélioré. Les capitalistes gardent les gros profits et les ouvriers reçoivent des salaires élevés. A l'époque où vécut Karl Marx, les ouvriers anglais se mettaient en grève pour obtenir la journée de travail de huit heures. Karl Marx disait que les capitalistes ne leur donneraient jamais satisfaction. Il leur faudrait, disait-il, avoir recours aux moyens révolutionnaires, pour faire aboutir leur revendication. Partout les ouvriers anglais ont obtenu gain de cause. Depuis, l'application de la loi de huit heures a eu pour résultat d'augmenter la production. Ainsi ces réformes montrent les heureux effets d'une coopération et condamnent la doctrine de la lutte des classes. Beaucoup de progrès sociaux résultent d'une coopération de ceux ayant des intérêts différents en présence et non pas d'une lutte entre

eux. Ce qui nuit à cette coopération, c'est que les capitalistes ne comprennent pas les avantages qu'elle présente et que les pouvoirs publics ne savent pas intervenir pour orienter cette coopération. Cependant, cette coopération dans les intérêts économiques existe parfois, parce qu'il faut que chacun vive, et c'est pour cela que peu à peu des améliorations sont réalisées. Aussi la vie du peuple conduit l'évolution dans la société. En d'autres termes la volonté de vivre du peuple est la cause du progrès.

Or, Sun Yat Sen, n'a pas nié que la lutte des classes existe dans certaines sociétés, c'est un fait. Il a dit simplement que la lutte des classes n'est pas la cause des progrès de l'humanité. La lutte des classes est une maladie, en dehors de l'évolution qui apparaît lorsque les hommes ne pouvant plus vivre luttent les uns contre les autres. Marx a découvert cette maladie de la société, mais il a négligé la loi même de l'évolution, c'est pour cela que Sun Yat Sen a dit que Marx est un médecin de la société, il n'est pas un hygiéniste.

Marx a vécu en Europe à l'époque où le capitalisme a pris son essor, tandis que la misère des ouvriers lui apparaissait sans issue. Il a observé une société malade scindée en classes opposées les unes aux autres, et il a été incapable de rétablir mentalement son unité, comme un charcutier qui débite des morceaux de viande de porc et ne peut plus se représenter son porc vivant. La doctrine de Marx se comprend, si on se place dans les circonstances de temps et de lieu dans lesquelles elle est apparue. Il ne connaissait pas le grand pays d'Extrême-Orient.

Il a vu une société malade qu'il a voulu guérir. C'est pourquoi il a préconisé la lutte des classes pour sauver la classe ouvrière. C'est un médecin.

A la différence de Marx, le Dr Sun Yat Sen a vécu dans une grande nation ayant une longue histoire. Le Dr Sun ne renie pas le passé de la Chine. Il sait que pendant de nombreuses générations, le peuple chinois a vécu une vie tranquille et heureuse, expliquant le progrès de ce pays. Cependant il se place en face de deux faits : d'une part, l'impérialisme des Occidentaux détruit la Chine; d'autre part, les déplorables effets en Occident du capitalisme ramènent la classe ouvrière à la condition de simple marchandise, lui faisant perdre sa dignité humaine. Sun Yat Sen veut que son pays évite ces maladies contagieuses. Il n'agit pas comme Marx, comme un médecin qui veut guérir, mais comme un hygiéniste qui veut prévenir (quoique nous sachions que Sun Yat Sen a fait ses études en médecine et a obtenu le grade de docteur en médecine), mais au point de vue politique pour lutter contre le gouvernement tyrannique de l'empereur, contre les impérialistes et les militaristes qui sont la plaie de la société, Sun Yat Sen a agi comme chirurgien et employé les moyens qu'emploient les marxistes, la grève, le boycottage, le sabotage et la guerre.

Etudions de plus près le socialisme de Sun Yat Sen. Nous pouvons nous poser les deux questions suivantes :

1° Vers quel but tend le socialisme de Sun Yat Sen et en quoi la société nouvelle que conçoit Sun Yat Sen différera-t-elle de la société présente ?

2° Quels moyens Sun Yat Sen propose-t-il d'employer pour passer de l'une à l'autre ? La réponse à ces deux questions fera l'objet des deux paragraphes de ce chapitre.

§ 1. — *L'idéal du socialisme de Sun Yat Sen.*

A la première des deux questions que nous venons de poser, nous répondrons sans hésitation que le but de Sun Yat Sen est l'établissement d'un régime communiste. Cette idée du communisme n'est pas une invention du docteur Sun. En Chine elle était déjà ancienne, Sun Yat Sen n'a fait que reprendre la conception de Confucius qui disait : « sous le règne du grand principe, tout ce qui est sous le ciel est à tous » Le Docteur Sun a développé cette idée dans les trois principes du peuple et dans ses autres discours.

Cette conception de Sun Yat Sen ressemble beaucoup à celle des anarchistes occidentaux, mais le socialisme de Sun Yat Sen se relie à son nationalisme. Le premier des trois principes tend à sauver la Chine. Pour être internationaliste il faut que sa propre nation ne soit pas en danger. L'internationaliste sans nation sera sans soutien ; ce sera une tête sans corps. Ainsi Sun Yat Sen n'est pas comme les utopistes qui croient pouvoir mettre en pratique les projets qu'ils ont conçus, qui négligent les faits et qui ne veulent pas tenir compte des difficultés à surmonter. « Pour résoudre les questions sociales, disait Sun Yat Sen, il faut se baser sur les faits, il ne faut jamais suivre aveuglément la doctrine dans toutes ses conséquences. » Telle est sa méthode, aussi il ne voulait pas appliquer immédiatement le communisme, « nous l'appliquerons dans l'avenir » disait-il.

Et il a d'autant plus raison que toutes les classes de la société chinoise sont pauvres en face des étrangers, nous n'avons ni grands capitalistes ni grands propriétaires. Il n'y a que des « grands pauvres et des petits pauvres » selon l'expression de Sun Yat Sen que nous avons déjà citée.

Un père a laissé un héritage modeste, une chienne, mais celle-ci est grosse. Si les héritiers du *de cujus* partagent tout de suite l'héritage, ils vont tuer la chienne et s'en partager les morceaux. Au contraire s'ils attendent que la chienne ait mis bas ses petits ils auront peut-être chacun un petit chien. La mère des chiens pourrait alors être donnée soit au frère aîné, soit à la sœur puînée. Eh bien ! il en est de même pour la Chine, nous ne devons pas pratiquer le communisme tant que notre richesse nationale sera aussi faible qu'elle l'est actuellement. Il faut d'abord créer la richesse et reconstituer l'économie nationale.

Avant de songer à la réalisation de ces rêves suprêmes, Sun Yat Sen s'occupe des questions présentes qui se posent pour le peuple chinois, et qui concernent la nourriture, l'habillement, le logement et les moyens de transports ; nous savons que Sun Yat Sen n'a pas publié son ouvrage sur le socialisme. Ses manuscrits ont été brûlés lors d'un coup d'état à Canton en 1922 par le militariste Cheng Chum Ming. Dans ses discours, il ne traite que de la nourriture et de l'habillement. Etudions ces deux points.

La nourriture est la question essentielle pour la vie du peuple. Or, la Chine ne produit pas suffisamment ; nous avons montré dans la première partie de cette étude que la Chine importe du blé et du riz. La première chose nécessaire pour assurer la nourriture du peuple consiste à réorganiser l'économie agricole. L'action du gouvernement doit, d'après Sun Yat Sen, porter sur les sept points suivants⁹⁰ :

1° Utilisation des machines dans l'agriculture. En Chine la plupart des paysans utilisent les anciennes méthodes

90. Sun Yat Sen. Troisième discours sur le socialisme.

dans l'agriculture. Il faut maintenant adopter les inventions scientifiques nouvelles pour augmenter le rendement de la terre;

2° Utilisation des engrais chimiques. Dans l'agriculture en Chine on utilise presque toujours les engrais des hommes et des animaux. L'Etat doit créer de grandes usines d'engrais pour répondre aux besoins de l'agriculture;

3° Sélection des semences, l'Etat doit favoriser les études en cette matière et créer des établissements spéciaux;

4° Organisation des industries traitant les produits agricoles : usines de conserves par exemple;

5° Protection contre les maladies du bétail et des cultures (du riz, etc.);

6° Facilité de moyens de transports pour circuler dans le pays et assurer la répartition;

7° Enfin défense contre les inondations et la sécheresse.

Voilà les problèmes à résoudre actuellement pour assurer la nourriture du peuple. Après cette question de la nourriture vient le problème de l'habillement⁹¹. La Chine importe des tissus, des lainages, du coton. L'Etat doit se préoccuper de développer l'élevage du mouton et les cultures du coton et d'organiser l'industrie textile. C'est la question que doivent résoudre les socialistes chinois avant de réaliser leurs rêves futurs.

Dans cette reconstitution de la vie du peuple, Sun Yat Sen n'a pas oublié son but final, mais il n'a pas dit et ne pouvait pas dire ce que serait la cité future. Il n'est pas comme Fourier ou Cabet qui préconisent le phalanstère ou l'icarie. Marx, socialiste scientifique, n'en parle pas

91. Sun Yat Sen, Quatrième discours sur le socialisme.

non plus. Dans le *Capital*, Marx a développé sa théorie de la valeur et de la plus-value pour critiquer le régime actuel dans lequel les capitalistes reçoivent gratuitement la plus-value. Il explique aussi l'évolution économique qui aboutit fatalement à l'expropriation des détenteurs du capital, à la possession commune et à l'exploitation sociale de tous les moyens de production. Le plan du grand maître socialiste européen s'arrête là ; il ne dit rien de ce que sera la cité future.

Cependant Marx avait essayé de la prévoir. Il avait prédit que les classes moyennes disparaîtraient, qu'il n'y aurait plus que deux classes opposées, la classe capitaliste et la classe prolétarienne. Déjà les faits ont démenti cette prévision. La concentration se développe et elle a des limites, mais tout au moins, elle se développe lentement. La classe moyenne n'a pas disparu et pourtant bien des années se sont écoulées. C'est que Marx avait fait cette prévision en idéaliste qui se détache des faits. Marx avait « suivi aveuglément la doctrine dans toutes ses conséquences ». C'est l'expression du docteur Sun Yat Sen.

Pour Kautsky⁹², les constructions concernant « l'Etat de l'avenir » sont inutiles, parce que la transformation de l'Etat en une grande association économique se suffisant à elle-même n'est pas seulement quelque chose de désirable, mais d'inévitable. Les penseurs peuvent bien dans une certaine mesure, reconnaître la direction du mouvement économique, mais non le déterminer à leur gré, ni prévoir avec précision les formes qu'il prendra. La même opinion se retrouve chez M. Vandervelde et les autres marxistes.

92. Bourgeois, *Systèmes socialistes*, p. .

§ 2. — *Les méthodes d'action du socialisme de Sun Yat Sen.*

Nous avons montré que Sun Yat Sen poursuit un double but, l'un assez lointain, l'autre immédiat. Sun Yat Sen concentre toutes ses forces pour atteindre son but immédiat à savoir : résoudre la question de la nourriture, de l'habillement, du logement, et des communications pour le peuple; mais dans la réalisation de ce but immédiat, la Chine pourrait tomber dans les erreurs du capitalisme. si elle ne prend pas les mesures les plus efficaces pour en empêcher la naissance; aussi Sun Yat Sen préconise-t-il deux moyens pour éviter l'introduction du capitalisme en Chine : l'égalité répartition des terres et la limitation de capitaux.

1. *Egale répartition des terres*⁹³.

Socialiser les terres, c'est le principe marxiste. Sun Yat Sen, aussi a dit que la terre appartiendra à ceux qui l'exploitent. Il considère, dans un de ses discours en 1924, que c'est la solution la plus juste et la plus naturelle.

Déjà après l'abolition du Tsing Die et même depuis la dynastie Tang, le gouvernement chinois a cessé d'intervenir dans la répartition des terres. La petite propriété est dominante en Chine. Il y a peu de grandes propriétés, et actuellement le nombre des grandes propriétés est encore en train de diminuer. Au contraire, celui des petits propriétaires augmente. Dans ces conditions, il n'y a pas un grand intérêt social à exproprier ces petits propriétaires. Mais la question agraire se posera dans l'avenir. Avec le développement du commerce, de l'industrie, et des moyens de communication, les grandes propriétés

93. Sun Yat Sen, Deuxième discours sur le socialisme.

augmenteront et le prix des terres s'élèvera; alors les grands capitalistes achèteront les terres, d'une part; ils bénéficieront d'un revenu non gagné d'autre part.

« Voici, disait H. Georges, un village; dans dix ans le chemin de fer aura remplacé la diligence, et la lumière électrique la chandelle; il sera largement fourni de toutes les machines et de tous les progrès qui multiplient si prodigieusement le pouvoir effectif du travail. Dans dix ans le taux de l'intérêt sera-t-il plus élevé? Non. Le salaire du travail ordinaire aura-t-il augmenté? Non. Qu'est-ce donc qui aura augmenté? La rente, la valeur du sol. Allez, achetez un morceau de terrain et prenez-en possession. Vous pourrez vous asseoir et fumer votre pipe; vous pourrez vous étendre au soleil comme le lazzaroni de Naples ou les Leperos de Messine; vous pourrez vous promener en ballon, ou vous réfugier dans un trou du sol, et sans faire le plus petit travail, sans ajouter un iota à la richesse commune, dans dix ans vous serez riche. Dans la nouvelle ville vous pourrez avoir une maison luxueuse; mais parmi les établissements publics, il y aura un bureau de charité⁹⁴ ».

Le docteur Sun Yat Sen a cité un exemple à ce propos. « En Australie, dans une région où il n'y a aucune ville, le prix du terrain est très bas; le gouvernement met en vente ces terrains à un prix plus élevé; ceux qui les auraient achetés bon marché, refusent de se porter acquéreurs à un prix plus fort; un homme ivre entre soudain dans la salle d'adjudication et acquiert les terrains au prix le plus élevé. Le lendemain, il ne se rappelle plus de rien, mais il est

4. *Progress and Poverty*, p. 227, liv. V, chap. II. Cité par Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, p. 673.

obligé de payer le terrain ; il l'a payé trop cher pour l'époque. Il laisse son domaine en friche. Au bout d'une dizaine d'années, autour de ce terrain se sont élevées des constructions modernes, le prix de son terrain s'est élevé à plusieurs millions, il ne veut plus le vendre et se contente de le laisser. Quelques années plus tard encore, le prix est monté à plusieurs milliards et cet homme est devenu ainsi le plus riche de l'Australie. »

Et pourquoi y a-t-il cette rente ? Cela tient aux réformes sociales, expliquait Sun Yat Sen, réformes qui sont faites par tout le monde. Aussi la rente due à ces réformes doit être socialisée. « La société tout entière, disait-il, a décidé de prendre cette place pour en faire un centre industriel et commercial. Ainsi le prix du terrain à cet endroit a augmenté : par exemple Shanghai est devenu le centre d'industrie et de commerce de la Chine du Centre, le prix des terrains a augmenté et est une dizaine de mille fois plus élevé qu'avant 1842 ; Canton est le centre industriel et commercial pour le Sud de la Chine, le prix du terrain a augmenté dans la même période dans la même proportion qu'à Shanghai.

« Ces deux villes comptent chacune plus d'un million d'habitants, continuait Sun Yat Sen. Si les habitants de Shanghai et de Canton venaient à quitter le pays, ou encore si un sinistre se produit à Shanghai ou à Canton faisant périr les habitants, les prix de ces terrains ne seront certainement plus les mêmes. Ainsi l'augmentation des prix des terrains dépend du travail et des efforts de tout le monde. Le propriétaire n'a fait aucun effort pour augmenter la valeur de ses terrains. Cette rente est un revenu non gagné. Comparez ces propriétaires fonciers avec les industriels ou les commerçants qui fournissent

beaucoup de travail et d'efforts pour augmenter leurs revenus. Il y a entre eux une différence considérable, mais nous avons déjà été obligés de combattre la plus-value des industriels et des commerçants parce que cette plus-value n'est pas justifiée. Les industriels et les commerçants ont tout de même travaillé, tandis que les propriétaires sont restés inactifs pendant que les prix de leurs terrains augmentaient. La société tout entière a fait apparaître cette rente et celle-ci a influé, elle aussi, sur les prix des marchandises qui augmentaient à leur tour. Par conséquent, une partie des revenus de la société est absorbée par les propriétaires fonciers. »

Ce n'est pas tout : sous l'influence du développement des industries et du commerce, la spéculation intervient dans la question agraire. On prévoit que le prix de la terre augmentera dans dix ou vingt ans. Les spéculateurs font monter artificiellement le prix du terrain ; c'est ce qui se produit partout notamment à Shanghai depuis quelques années et à Kio-Chou au moment où la domination de l'Allemagne a été établie. Cette hausse des prix est encore moins justifiée. Sun Yat Sen n'a pas manqué de le mentionner.

Il est certain que spontanément et automatiquement en dehors de toute activité du propriétaire foncier, son revenu s'accroît. La volonté, l'initiative ou l'intelligence du propriétaire n'y sont pour rien. L'extension de la culture sur des terrains moins fertiles, l'accroissement de la population, les besoins plus grands de la consommation et le développement des industries et du commerce assurent à la terre une valeur de plus en plus grande. Le milieu social en est l'unique cause. Cette rente ainsi créée doit être socialisée.

Stuart Mill, individualiste-socialiste, a dit aussi : « Supposez qu'il existe une espèce de revenu qui tende à augmenter d'une manière constante sans aucun effort et sans aucun sacrifice de la part des propriétaires, de sorte que ces propriétaires constituent dans la communauté une classe qui s'enrichit progressivement par le cours naturel des choses, tout en gardant un rôle absolument passif. Ce ne serait pas alors une violation des principes sur lesquels repose la propriété privée que l'expropriation par l'Etat de cet accroissement de richesse ou d'une partie de cet accroissement à mesure qu'il se produit. A proprement parler il ne prendrait rien à personne, il emploierait simplement au profit de la société un accroissement de la richesse créée par les circonstances, au lieu de laisser augmenter immédiatement les ressources d'une classe particulière. Or, tel est précisément le cas de la rente⁹⁵. »

En accord avec les socialistes agraires anglais et américains, Sun Yat Sen a préconisé deux moyens pour supprimer le revenu non gagné de la terre à savoir : la taxation de la terre selon le prix indiqué par le propriétaire et le rachat de la terre par l'Etat selon ce prix avec confiscation de la rente.

A) *Taxation de la terre.*

D'après Sun Yat Sen, le gouvernement laisse au propriétaire le soin de déclarer librement le prix actuel du terrain, c'est-à-dire le prix actuel de la terre considéré comme droit acquis du propriétaire. Et cela évitera les abus flagrants de la socialisation de la terre que la Russie soviétique a si péniblement appliquée en 1917.

⁹⁵. *Principes d'économie politique*, liv. V, chap. II, § 5 cité par Gide et Rist, p. 668.

D'après cette déclaration, le gouvernement taxe le terrain. Dans les grandes villes chinoises à Shanghai, à Canton, par exemple, il y a des terrains qui valent 100.000 dollars le mou, d'autres 10.000 dollars seulement. Dans les campagnes un mou ne vaut que 8 dollars seulement comme nous l'avons montré, dans le Thibet et dans le Turkestan, les terrains sont encore meilleur marché. Le propriétaire est libre de déclarer au gouvernement le prix qu'il veut, celui-ci taxera le terrain d'après le prix indiqué par le propriétaire, le taux de l'impôt sera progressif.

Il est naturel que le gouvernement doit tenir compte de la superficie, de la fertilité et de la situation : les terrains sont situés dans un endroit desservi par les chemins de fer ou les grandes routes, ou bien, au contraire dans une région éloignée de voies de communication ou bien encore s'ils sont à proximité d'un centre industriel ou commercial, ou, au contraire, dans une campagne éloignée.

La déclaration des prix par les propriétaires, dit-on, peut manquer de sincérité, mais d'une part, le gouvernement tient compte des trois éléments indiqués pour la fixation du prix, si le propriétaire déclare un prix trop élevé, il paie des impôts plus lourds qu'il ne doit, si, au contraire, la déclaration du propriétaire est reconnue trop faible la sanction consiste dans le rachat par l'Etat de la terre au prix indiqué par le propriétaire, c'est-à ce rachat que nous arrivons.

B. Rachat de la terre par l'Etat.

L'Etat est toujours prêt à racheter les terrains, quand il le désire ou quand il le juge utile et nécessaire au prix primitivement indiqué. Une fois que le prix est fixé, toute la plus-value appartient alors à l'Etat. Remarquons que l'Etat a

ne taxe pas la plus-value, mais qu'il la socialise. Périodiquement l'Etat, fait une évaluation générale des terres, s'il y a des plus-values, ou bien le propriétaire veut garder le terrain, il le peut, si l'Etat n'y voit aucun inconvénient, mais il doit alors verser au trésor le montant de la plus-value, ou bien l'Etat rembourse l'ancien prix indiqué par le propriétaire qui se trouve exproprié. Au fur et à mesure que l'Etat achète les terrains, il donne la terre aux cultivateurs pour que finalement la terre appartienne à ceux qui la cultivent, ou à des services publics ayant soin de la mettre en valeur.

Sun Yat Sen croit que ces deux moyens aboutiront à établir un régime communiste de la terre; employant ces méthodes pacifiques, il veut éviter les troubles inutiles qu'entraînerait la socialisation immédiate de la terre, nous pouvons trouver facilement la ressemblance entre le plan de Sun Yat Sen et celui que Stuart Mill, traçait dans ses *Principes d'économie politique* et dans le programme du *Land tenure reform association* fondé par lui pour propager ses idées. Voici les traits essentiels du système de Stuart Mill. 1° L'Etat ne peut s'approprier que la rente future du sol, celle qui surgira après la réforme promulguée, les propriétaires ayant un droit acquis à la rente actuelle. 2° Pratiquement, on commencera par évaluer la totalité des terres; puis de période en période, on cherchera à estimer, sur des bases à déterminer, l'accroissement de valeur dont elles auront bénéficié dans l'ensemble, un impôt général permettra de s'en emparer. 3° Pour qu'aucun propriétaire ne puisse se considérer comme lésé, l'Etat leur offrira toujours l'alternative ou de payer le nouvel impôt ou de leur racheter leur propriété au prix marchand qu'elle aurait

obtenu lors de l'inauguration de la réforme, si on l'avait vendue à ce moment⁹⁶.

Mais il y a deux points qui distinguent le programme de Stuart Mill de celui de Sun Yat Sen. D'abord, dans le troisième point de Stuart Mill, le propriétaire qui conservait sa terre payait un impôt annuel calculé d'après la valeur de la plus-value, alors que Sun-Yat-Sen prévoyait le remboursement immédiat de la totalité de la plus-value. Sans doute lorsque le propriétaire ne pouvait verser cette somme il payait chaque année une partie des revenus de sa terre correspondant aux revenus dus à la plus-value, mais ces versements annuels diffèrent du nouvel impôt de Stuart Mill, parce que dans le système de Sun Yat Sen, le propriétaire est considéré comme dépossédé de sa plus-value alors qu'il la conserve dans celui de Mill.

Ensuite, d'après le deuxième point de son programme, Stuart Mill considère comme impossible de distinguer individuellement sur chaque part de terre la plus-value due aux circonstances générales et celle attribuable aux dépenses faites par le propriétaire. C'est pourquoi un impôt général lui paraît le seul procédé équitable pour confisquer la rente. Ici Stuart Mill se montre timide devant une difficulté facile à surmonter pourtant. La réforme faite par le propriétaire lui appartient, les constructions qu'il a élevées sont à lui, le propriétaire ne fait que déclarer les dépenses qu'il fait, l'Etat tient compte des améliorations faites par le propriétaire.

Quoi qu'il en soit, Stuart Mill soutient un programme très voisin de celui de Sun Yat Sen, en ce qui concerne le problème agraire; mais Stuart Mill se contente de suppri-

⁹⁶. Gide et Rist, précité, p. 669.

mer la plus value de la terre et il ne voit pas qu'il est également nécessaire de supprimer la plus value des capitaux. D'autre part, pour H. George la rente est la source unique des maux sociaux. Supprimer la rente c'est supprimer la pauvreté, l'inégalité des richesses, et même les crises qu'il attribue uniquement à la spéculation sur le terrain. Il préconise ainsi l'établissement de la « Single Tax », c'est-à-dire de l'impôt unique, c'est le retour à la doctrine des Physiocrates dit Charles Gide⁹⁷, mais Sun Yat Sen allait plus loin, son programme comporte non seulement la suppression de la rente foncière, mais encore la suppression de la rente des capitaux, ainsi que nous allons le voir.

2. *Restriction des capitaux*⁹⁸.

Nous avons montré dans la première partie de cette étude quelle est la situation de l'industriel, du commerce, et des transports. D'une part, ceux-ci sont aux mains des étrangers; d'autre part, ils sont peu développés par rapport à ceux des puissances étrangères.

A moins de fermer la porte de la Grande Muraille, pour revenir au communisme primitif, ce qui est économiquement impossible, nous devons développer notre industrie, notre commerce, nos voies de communication, en un mot, notre économie nationale; nous devons concentrer sur ce point tous nos efforts, qu'ils émanent de l'Etat ou des initiatives privées, ils sont aussi nécessaire les uns que les autres. Sun Yat Sen a tracé un plan de restriction des capitaux, mais il faut bien comprendre le sens de cette expression. Cela veut dire développer les capitaux tout en évitant de tomber dans les excès du capitalisme. La restric-

97. Gide et Rist, précité, p. 074.

98. Sun Yat Sen, Deuxième discours sur le socialisme.

tion des capitaux chez Sun Yat Sen s'entend à deux points de vue. Restriction quant à leur utilisation et restriction quant à leur quantité.

A. Restriction quant à l'utilisation des capitaux.

Sun Yat Sen a traité cette question dans *Plans de la réorganisation de la Chine*, publié en 1919. « Les œuvres qui seraient entreprises, dit-il, avec plus de succès par les particuliers que par l'Etat, seront laissées aux particuliers; elles seront encouragées par l'Etat et protégées par la loi; Les entreprises qui ont un caractère de monopole ou qui, prenant un très grand développement, ne peuvent dès lors être exploitées en concurrence par les particuliers, seront confiées à l'Etat.

Quoi qu'il nous soit impossible d'entrer dans les détails techniques de ces plans, nous allons les résumer pour montrer les industries d'Etat que Sun Yat Sen a voulu établir.

Ces plans ont les buts suivants :

- 1° développement des communications;
- 2° ouverture des ports maritimes;
- 3° réseaux de chemins de fer;
- 4° utilisation de la houille blanche;
- 5° création de hauts fourneaux et d'usines de ciment;
- 6° extraction des mines;
- 7° développement de l'agriculture;
- 8° irrigation de la Mongolie et de San Kiang;
- 9° établissement des forêts au Centre et au Nord de la Chine;
- 10° émigration dans les provinces désertes (Mongolie, San Kiang, par exemple).

Ces plans sont au nombre de cinq :

1° Premier plan :

Ce plan comprend cinq parties :

1° Ouverture d'un grand port au Nord de la Chine, dans le golfe Hopei. Ce port doit être établi entre Tao-Koo et Chou-Won-Tao, d'une part, et les fleuves Ching et Long, d'autre part. Cet endroit est le plus proche des plus grandes profondeurs de la mer.

La plus grande difficulté des ports du nord de la Chine provient de ce que ces ports sont souvent gelés pendant l'hiver. Mais si dans la création de ce port on évitait les courants d'eau douce des fleuves Ching et Long (ce qui est d'ailleurs facile) cette difficulté disparaîtrait.

De plus cet endroit est le centre des marais salants en Chine. Si après l'établissement de ce port on utilisait les méthodes modernes d'assèchement du sel, le prix du sel se trouverait largement diminué et les revenus de cette industrie suffiraient à l'entretien du port en question. D'autre part, ce port serait le plus proche de l'exploitation des importantes mines de charbon de Vei Lang dont la production annuelle s'élève déjà à 4.000.000 de tonnes.

2° Réseaux des chemins de fer au Nord et à l'Ouest de la Chine.

Ce grand port du Nord de la Chine serait le centre de ces réseaux. Ces chemins de fer sillonneraient tout le Nord et l'Ouest de la Chine et atteindraient une longueur de 5.250 milles anglais.

3° Emigration dans la Mongolie et dans la province Sin Kiang.

Pour opérer cette émigration, il faut d'abord que l'Etat rachète tous les terrains, ce qui empêcherait la spéculation et qu'il répartisse la terre entre les paysans en leur prêtant des capitaux pour la culture.

4° Création et réorganisation des canaux pour assurer les communications entre le Nord et le Centre de la Chine.

Ce qu'il y a de plus important c'est de canaliser le Fleuve Jaune, de réorganiser l'ancien canal qui unit Tien-Tsin à Hanchom et de créer un nouveau canal qui unisse Tien-Tsin au grand port projeté. Il est vrai que la canalisation du Fleuve Jaune nécessite des frais énormes; c'est une question qui a été envisagée de tout temps dans l'histoire de la Chine, mais il est nécessaire de la résoudre, à cause des inondations que cause le Fleuve en temps de crues.

5° Extraction des mines de charbon dans les provinces Hopei et Chen-Si et création de hauts fourneaux.

Deuxième plan :

Le point central de ce deuxième plan est l'ouverture d'un grand port maritime à l'Est de la Chine analogue au grand port dont nous avons parlé plus haut.

1° Shanghai est déjà le plus grand port de l'Est de la Chine, mais d'après Sun Yat Sen, ce port ne peut être le plus grand; il faut en créer un autre parce que le sable déposé par le Fleuve Bleu à l'entrée du port de Shanghai atteint chaque année un million de tonnes. Pour parer à ces bancs de sable les frais seraient énormes. Il vaudrait mieux, tout en gardant à Shanghai son importance comme centre industriel, ouvrir un grand port dans le golfe de Hanchom, le prix des terres y étant très bas;

2° Canalisation du Fleuve Bleu;

3° Ouverture des ports fluviaux sur le Fleuve Bleu;

4° Canalisation des affluents du Fleuve Bleu;

5° Création d'usines de ciment.

D'une part elles seraient d'une utilité pratique très importante et d'autre part, le sol de cette région est très riche en pierres à chaux.

Troisième plan :

Il comporte les cinq points suivants :

- 1° Réorganisation du port de Canton comme port mondial;
- 2° Réorganisation des routes fluviales aux environs de Canton;
- 3° Etablissement des réseaux du Sud-Est de la Chine sur une longueur d'environ 6.700 milles anglais;
- 4° Etablissement des ports commerciaux et des ports de pêche;
- 5° Création de chantiers navals.

Quatrième plan :

Ce plan est celui des réseaux de chemin de fer qui atteindraient en tout 1.000.000 milles.

- 1° réseau du Centre;
- 2° réseau du Sud-Est,
- 3° réseau du Nord-Est,
- 4° développement du réseau du Nord-Ouest;
- 5° réseaux des collines,
- 6° établissement d'usines de matériaux pour chemin de fer,

Cinquième plan :

C'est le plan des industries :

- 1° Industries alimentaires;
- 2° — du vêtement;
- 3° — du bâtiment;
- 4° — de transports;
- 6° — de l'imprimerie,

Sixième plan :

Mines :

- 1° — Mines de fer;

- 2° — de charbon;
- 3° — de pétrole;
- 4° — de cuivre;
- 5° — d'or et d'autres métaux précieux;
- 6° Fonderies des minerais.

Ce plan nous montre que Sun Yat Sen a voulu monopoliser pour l'Etat les communications, les mines, les industries d'aliments, de vêtements, de bâtiments, etc. L'Etat favorise l'émigration dans les provinces peu habitées. En outre Sun Yat Sen a insisté à plusieurs reprises dans ces discours sur le socialisme, sur le monopole du commerce extérieur par l'Etat. Ce sera la base d'un communisme perfectionné. C'est exactement ce qu'a fait la Russie sous le nom de « Plan Quinquennal », mais Sun Yat Sen l'a établi bien avant elle, seulement les circonstances politiques ne lui ont pas permis de le réaliser avant sa mort.

B. Restriction des capitaux quant à la quantité.

Sun Yat Sen n'a pas voulu supprimer les initiatives privées pour le moment. C'est toujours la même idée de concentrer les forces économiques nationales; mais il a voulu établir au début des impôts directs pour subvenir aux dépenses du pays. Ensuite favoriser les coopératives de production et de consommation pour habituer la masse ouvrière et paysanne à l'action directe qu'elle doit avoir dans les entreprises. Enfin Sun Yat Sen a voulu frapper les héritages de droits très élevés, avec l'espoir d'arriver plus tard à abolir les héritages, l'Etat étant le seul héritier.

La double restriction des capitaux comme nous venons de le voir s'appliquera tour à tour dans une période ou dans l'autre. Par exemple, dans une première période,

nous ferons porter tous nos efforts sur le développement des monopoles de l'Etat, c'est-à-dire sur la restriction des capitaux quant à leur utilisation, tandis que la politique de la limitation des capitaux quant à leur quantité sera assez modérée. Dans une seconde période, nous développerons toujours les monopoles d'Etat, mais nous renforcerons de plus en plus la seconde restriction.

En somme, la Chine n'est pas prête pour qu'on y applique immédiatement le communisme. Sun Yat Sen a proposé les moyens pour aboutir à la socialisation de la terre et des capitaux. C'est-à-dire au communisme, c'est pour quoi Sun Yat Sen a dit : « Nous serons communistes dans l'avenir, pas à présent⁹⁹ ».

9. Sun Yat Sen, Deuxième discours sur le socialisme, p. 54.

CONCLUSION

Dans l'ancienne Chine, nous avons vu qu'il existait un système communiste agraire qui a rendu le peuple heureux. Quelques siècles avant J.-C. le communisme agraire fut supprimé, mais la politique agraire des dynasties successives ne cessait pas d'être interventionniste. C'est à la fin de la dynastie Tang que la Chine connût un régime de propriété privée; mais elle reste toujours agricole et le régime de propriété privée est un régime de petite propriété. Le peuple reste toujours heureux sans grands soucis économiques. Cela explique l'absence de développement industriel et commercial. A partir de 1842, date de la guerre de l'opium, la Chine agricole est ruinée. Les paysans ne peuvent plus vivre, les industries sont peu développées; la plus grande partie est aux mains des étrangers et la Chine est envahie par les produits importés. Tout le mal vient des traités inégaux.

Sun Yat Sen s'efforce d'obtenir l'abolition de ces traités. En même temps il élabore un plan économique, inspiré des doctrines socialistes. Il ne tend pas à la socialisation des biens présents, qui sont relativement modestes, mais à la socialisation des biens à venir. En d'autres termes, ce socialisme n'est pas un socialisme, qui veut partager ce qui existe. Il veut créer d'abord les biens à socialiser. Au point de vue politique Sun Yat Sen est un révolutionnaire

et il a détruit le gouvernement impérial et certaines actions impérialistes des puissances étrangères. Son action est d'autant plus justifiée, que le gouvernement impérial et les impérialistes occidentaux ont souvent abusé en Extrême-Orient. Il est naturel que Sun Yat Sen se soit efforcé de détruire ce qui est pour la Chine un véritable fléau. Au point de vue économique, Sun Yat Sen est un organisateur, nourri par la philosophie chinoise et instruit par les faits désastreux que lui montrait la civilisation occidentale. Sun Yat Sen est un idéaliste. Il veut que l'humanité devienne un jardin plein de fleurs; mais il regarde la situation présente de son pays, et il veut avant tout que la Chine vive.

La Chine a le droit de vivre et les étrangers ont le devoir de la laisser vivre.

Vu :
Le Doyen :
 Edgard ALLIX.

Vu :
Le président de la thèse :
 Jean LESCURE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
 S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages en langue chinoise.

- Annuaire des statistiques de Chine*, n° 1, Commercial press limited, 1927.
- Annuaire du travail en Chine*, Péping, 1929.
- Chain-Tsi-Chang** (traduction de H. F. Mac Nair). — *Les émigrants chinois*. Shanghai, 1930.
- Chang Chen Hu**. — *Mouvement coopératif rural de crédit en Chine*. Shanghai, 1933.
- Chen Pin**. — *Traité commerciaux de la Chine*. Shanghai, 1925.
- Chi Hu Fan**. — *La Chine sous le joug des impérialismes*. Shanghai, 1927.
- Chia Che Yi**. — *Le droit de douane et la souveraineté nationale*. Shanghai, 1932.
- Chin Choo Chi**. — *Histoire diplomatique contemporaine*. Shanghai, 1931.
- Chow Pei Nang**. — *Les industries textiles en Chine*. Shanghai, 1930.
- Conflits entre les ouvriers et patrons à Shanghai*, publié par la Municipalité de Shanghai.
- Enquête sur les industries et l'agriculture*, publiée par l'office du commerce extérieur, Shanghai, 1933.
- Ho Kuang Che**. — *Les dettes publiques en Chine*, Shanghai, 1930.
- Ho Youg Lin**. — *Mouvement des paysans en Chine*, publié par l'école centrale du Kuomintang, 2 vol., 1929.
- Hon-U-Tsin**. — *Histoire du commerce international en Chine*. Shanghai, 1930.
- Ka Lai Kan**. — *Doctrines économiques de l'ancienne Chine*, Shanghai, 1932.
- Li-Ta**. — *La révolution industrielle en Chine*. Shanghai, 1929.
- Liou Lin Pin**. — *Histoire des doctrines politiques en Chine*. Shanghai, 1927.
- Pio-Fou-Liang**. — *Etude sur les anciennes doctrines en Chine*, Shanghai, 1930.

Revue hebdomadaire du travail social, publiée par la Municipalité de Shanghai.

Sen Ho Yu. — *Histoire diplomatique de la Chine*. Shanghai, 1928.
Statistiques internationales, publiées par l'Office des Statistiques du Japon (traduit en chinois par Tan Chao Sin. Shanghai, 1928.

Sun Yat Sen. — *Œuvres complètes*. Librairie Sun Yat Sen, Shanghai, 1927.

Tai Ki Tao. — *Les circonstances d'apparition des « trois principes »*. Shanghai, 1930.

— *Etat et les « trois principes »*, Shanghai, 1930.

Tao Mou Ho. — *Analyse de la vie du peuple de Peking*, 1929.

Tchang Kia Kuen. — *Histoire des industries en Chine*. Shanghai, 1930.

Tcheng Chang Heu. — *La population de la Chine*. Shanghai, 1930.

— *Les trois principes et la politique de natalité*. Shanghai, 1931.

Tcheng Min Yen. — *Le problème des industries dans la réorganisation économique*. Shanghai, 1931.

Tcheng Tin Yuan. — *Histoire des systèmes agraires en Chine*. Shanghai, 1932.

Tcheng Tsun. — *Histoire du commerce en Chine*.

Tching Tau. — *Le problème des ouvriers en Chine*. Shanghai, 1930.

Tou Man Che. — *Histoire de la douane terrestre*. Shanghai, 1932.
The Shun Pao Year Book. Shanghai, 1933.

Wang Chin Wei. — *La Chine et les nations*. Pékin, 1925.

Wong Chu Yen. — *Les mines en Chine*. Shanghai, 1929.

Won Chang Lo. — *Les industries et le commerce dans la Chine contemporaine*. Shanghai, 1931.

Wong Che Pia. — *Le problème de Pékin*. Shanghai, 1929.

Wong Yat Pei. — *Statistiques des industries et du commerce en Chine*. Shanghai, 1930.

Wu Lin Yi. — *Histoire du Kuomintang*. Shanghai, 1932.

You Mou. — *Doctrines économiques de la dynastie Chou*. Shanghai, 1930.

II. Ouvrage en langue française.

Aftalion (A.). — *Les fondements du socialisme*. Paris, 1923.

Allix. — *Traité élémentaire de science de finances et de législation financière française*. Paris-1926.

Anciaux (M.). — *Traité d'économie politique*, Paris, 1926.

Andler (Ch.). — *Les origines du socialisme d'Etat en Allemagne*, Paris, 1911.

André (L.). — *Histoire économique depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours*. Paris, 1925.

- Augé-Laribé** (M.). — *L'évolution de la France agricole*. Paris, 1912.
- Baissard** (A.). — *Les échanges internationaux et la politique douanière française au cours de la crise économique*. Paris, 1932.
- Baratz** (Léon). — *La science de l'organisation du commerce international*. Paris, 1930.
- Boukharine** (N.). — *L'économie mondiale et l'impérialisme*. Paris, 1928.
- Bourgin** (H.). — *Les systèmes socialistes*. Paris, 1923.
- Colson** (Ch.). — *Cours d'économie politique*, 6 volumes, édition définitive.
- Chang** (C.-T.). — *Les traités inégaux de la Chine et l'attitude des puissances*. Paris, 1929.
- Cordier** (H.). — *Histoire générale de la Chine et ses relations avec les pays étrangers depuis les temps anciens jusqu'à la chute de la dynastie mandchoue*. Paris, 1920-1921.
— *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales (1860-1900)*. Paris, 1901.
- Dechêne** (Laurent). — *Economie mondiale et protectionnisme*. Paris et Liège, 1927.
- De Jouvenel** (B.). — *L'économie dirigée*. Paris, 1928.
- Denis** (H.). — *Histoire des systèmes économiques et socialistes*. Paris, 1904.
- Espinas** (A.). — *La philosophie sociale au XVIII^e siècle et la Révolution*. — Paris, 1898.
- Gemâhling** (P.). — *Les grands économistes*. Paris, 1925.
- Gide** (Ch.). — *Cours d'économie politique*, Paris, 1926.
— *Premières notions d'économie politique*. Paris, 1923.
— *La coopération*. Paris, 1900.
— *Les institutions de progrès social*. Paris, 1921.
- Gide et Rist**. — *Histoire des doctrines économiques*. Paris, 1926.
- Jouhaux** (L.). — *Le syndicalisme et la C. G. T.* Paris, 1920.
- Halbwalhs** (M.). — *La classe ouvrière et les niveaux de vie*. Paris, 1914.
- Harfeld**. — *Opinions chinoises sur les barbares d'Occident*. Bruxelles, 1909.
- Ito** (N.). — *La clause de la nation la plus favorisée*. Paris, 1930.
- Labriola** (A.). — *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*. Paris, 1912.
- Lafargue** (P.). — *Le déterminisme économique de Karl Marx*. Paris, 1909.
- Langue** (C.). — *La rente foncière et la nationalisation du sol*. Thèse, Paris, 1902.
- Lescure** (J.). — *Le redressement économique et financier de la France*. Paris, 1925.
— *Des crises générales et périodiques de surproduction*. Paris, 1932.

— *Les origines de la Révolution russe*. Paris, 1928.

— *La Révolution russe. Le bolchevisme*. Paris, 1929.

Levasseur. — *Histoire du commerce en France*. Paris, 1912.

Lichtenberger (A.). — *Le socialisme et la Révolution française*. Paris, 1899.

List (F.). — *Système national d'économie politique*, traduit de l'allemand par H. Richelot.

Long (K. S.). — *Le mouvement social en Chine*. Thèse, Lyon, 1929.

Mantoux (P.). — *La révolution industrielle au XVIII^e siècle*. Paris, 1906.

Nogaro (B.) et **Oualid**. — *L'évolution du commerce, du crédit, des transports depuis 150 ans*. Paris, 1920.

Paul-Louis. — *L'ouvrier devant l'Etat*. Paris, 1904.

Philip (A.). — *Guild socialisme et trade unionisme*. Paris, 1923.

Pirou. — *Science et doctrines économiques*. Paris, 1926.

Poison (E.). — *La République coopérative*. Paris, 1920.

Proudhon (P.-J.). — *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*. Paris, 1923.

Reboud (P.). — *Précis d'économie politique*. Paris, 1932.

Sée (H.). — *L'évolution commerciale et industrielle de la France*. Paris, 1925.

Seligman. — *L'interprétation économique de l'histoire*, trad. Ravrault. Paris, 1911.

Simiand (F.). — *La méthode positive en science économique*. Paris, 1912.

— *Statistiques et expériences*. Paris, 1922.

— *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*. Paris, 1931.

Sorel (G.). — *Matériaux d'une théorie du prolétariat*. Paris, 1931.

— *La décomposition du marxisme*, 2^e édition.

Staline (J.). — *Discours sur le plan quinquennal*. Paris, 1930.

Taussig. — *Libre échange, tarifs douaniers et réciprocité*. Paris, 1924.

Truchy. — *Cours d'économie politique*. Paris, 1921-1929.

Tsing (C.-C.). — *Mouvement ouvrier en Chine*. Thèse, Lyon, 1928.

Vandervelde. — *Le collectivisme et l'évolution industrielle*. Paris, 1901.

— *Le socialisme agraire ou le collectivisme et l'évolution agricole*. Paris, 1908.

— *A travers la Révolution chinoise*. Paris, 1930.

— *Le socialisme contre l'Etat*. Paris, 1918.

Wanters (A.). — *La réforme agraire en Europe*. Bruxelles, 1928.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

LES ORIGINES ECONOMIQUES ET POLITIQUES DU SOCIALISME DE SUN YAT SEN

LIVRE PREMIER

LES ORIGINES ECONOMIQUES DU SOCIALISME DE SUN YAT SEN

TITRE PREMIER. — DES ORIGINES DE LA CHINE A LA GUERRE DE L'OPIUM (1842).....	8
Chapitre premier. — Le système agraire dans l'ancienne Chine.....	11
§ 1. Le système « Tsing Die ».....	11
§ 2. Esquisse générale de la situation économique et sociale....	13
§ 3. Abolition du « Tsing Die ».....	16
Chapitre II. — Après l'abolition du « Tsing Die ».....	19
§ 1. Agriculture	19
§ 2. Commerce	31
§ 3. Industrie	37
§ 4. Vie du peuple chinois.....	38
TITRE II. — DE 1842 A NOS JOURS.....	43
Chapitre préliminaire. — L'intervention des puissances étrangères en Chine	45
Chapitre premier. — L'Agriculture.....	50
Chapitre II. — Le Commerce.....	62
§ 1. Les ports : marchés de marchandises.....	62
I. Les différentes sortes de ports en Chine et leurs caractères spéciaux	63
A. Ports généraux	63
B. Concessions spéciales	68
C. Concessions internationales	70
II. Etudes des droits de douane en Chine.....	70
A. Perte de la liberté d'établir les droits de douane	73
1° Fixation des droits de douane.....	73
2° Contrôle des droits de douane.....	76
B. Conséquences de la perte du droit de douane.....	77
1° Recettes des douanes pour le trésor.....	78
2° Difficulté de développer le commerce et l'industrie nationales	79
3° Décadence du commerce extérieur.....	80

§ 2. Les capitaux étrangers en Chine.....	87
I. Placement direct des capitaux étrangers en Chine	88
II. Placement indirect des capitaux étrangers.....	94
A. Emprunts du gouvernement central.....	95
B. Emprunts des gouvernements locaux.....	98
C. Emprunts des organisations privées.....	99
§ 3. Les moyens de communication.....	99
I. Transports maritimes et fluviaux.....	99
A. Perte du monopole de la navigation intérieure	102
B. Perte du droit de protéger la navigation nationale.....	103
II. Chemins de fer.....	104
A. Histoire des chemins de fer en Chine.....	105
B. Les chemins de fer et les traités inégaux.....	108
C. Situation débitrice des chemins de fer.....	110
Chapitre III. — Industrie	112
I. Force motrice	112
II. Industries lourdes.....	115
III. Industries légères et autres industries modernes.....	119
A. Industries textiles	119
B. — métallurgiques	121
C. — chimiques (allumettes).....	123
D. — alimentaires (meunerie)	125
E. — du bâtiment (ciment)	127

LIVRE II

**LES ORIGINES POLITIQUES DU SOCIALISME
DE SUN YAT SEN**

I. L'activité personnelle de Sun Yat Sen jusqu'à la Constitution de l'Association d'Alliance.....	129
II. De la fondation de l'Association d'Alliance à 1911.....	133
III. De 1911 à 1924.....	135
IV. De la réorganisation du Kuomin'ang à nos jours.....	137

DEUXIEME PARTIE

LE SOCIALISME DE SUN YAT SEN

Chapitre premier. — Le Socialisme de Sun Yat Sen dans ses rapports avec les principes nationaliste et démocratique.....	157
§ 1. Le Socialisme et le Nationalisme de Sun Yat Sen.	157
§ 2. Le Socialisme et la démocratie de Sun Yat Sen.....	166
Chapitre II. — Le Socialisme de Sun Yat Sen considéré en lui même.	173
§ 1. L'idéal du Socialisme de Sun Yat Sen.....	180
§ 2. Les méthodes d'action du Socialisme de Sun Yat Sen.....	184
I. Egale répartition des terres.....	184
II. Restriction des capitaux	192
A. Restriction quant à l'utilisation des capitaux.....	193
B. Restriction quant à la quantité	197
Gonclusion	199
Bibliographie :	
I. Ouvrage en langue chinoise	201
II. Ouvrage en langue française.....	202

Les Editions Domat-Montchrestien, 160, rue Saint-Jacques, Paris. 1933
